

Le Groupe Financier Banque TD présente les résultats du troisième trimestre de 2010

L'information financière dans le présent document est présentée en dollars canadiens et repose sur nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, sauf indication contraire.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent :

- Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 1,29 \$, contre 1,01 \$.
- Le bénéfice dilué par action rajusté a été de 1,43 \$, par rapport à 1,47 \$.
- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 1 177 millions de dollars, par rapport à 912 millions de dollars.
- Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 1 304 millions de dollars, par rapport à 1 303 millions de dollars.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS CUMULATIFS des neuf mois terminés le 31 juillet 2010 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 4,03 \$, contre 2,35 \$.
- Le bénéfice dilué par action rajusté a été de 4,40 \$, par rapport à 3,88 \$.
- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 3 650 millions de dollars, par rapport à 2 110 millions de dollars.
- Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 3 968 millions de dollars, par rapport à 3 409 millions de dollars.

Les mesures rajustées sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion pour obtenir une description des résultats comme présentés et rajustés.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du bénéfice comme présenté pour le troisième trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- Amortissement d'actifs incorporels de 117 millions de dollars après impôts (12 cents l'action), comparativement à 122 millions de dollars après impôts (15 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Perte de 14 millions de dollars après impôts (2 cents l'action) attribuable à la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance disponibles à la vente reclassés, par rapport à une perte de 43 millions de dollars après impôts (5 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Frais d'intégration et de restructuration de 5 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, comparativement à 70 millions de dollars après impôts (8 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Gain de 9 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) attribuable à la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, par rapport à une perte de 75 millions de dollars après impôts (9 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.

TORONTO, le 2 septembre 2010 – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010. Les résultats globaux pour le trimestre ont reflété la croissance vigoureuse des bénéfices tirés des activités de détail.

«Nos résultats pour le troisième trimestre sont le reflet direct de la croissance de nos activités de détail des deux côtés de la frontière, le total de nos bénéfices tirés des activités de détail rajustés atteignant d'un nouveau sommet, soit 1,3 milliard de dollars, en hausse de 21 % par rapport aux résultats pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont affiché un nouveau record pour un troisième trimestre consécutif, et les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont enregistré leurs bénéfices rajustés les plus élevés depuis notre entrée sur ce marché, a dit Ed Clark, président et chef de la direction du GFBTD. Les bénéfices des Services bancaires de gros ont continué à se régulariser puisqu'ils ont respecté les attentes malgré des marchés bien malmenés pendant le trimestre. En outre, la qualité du crédit a été la meilleure et les pertes sur créances ont été les moins élevées des sept derniers trimestres dans l'ensemble de nos secteurs d'activité.»

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont produit des bénéfices de 841 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 24 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus ont monté de 8 % tandis que la provision pour pertes sur créances a diminué de 19 %. Les volumes de TD Canada Trust (TDCT) ont affiché une solide croissance pour la plupart des produits bancaires, en particulier les prêts immobiliers garantis et les dépôts d'entreprises. Autre point fort du trimestre, pour la cinquième année de suite, TDCT a été classée au premier rang sur le plan de la satisfaction de la clientèle bancaire au Canada par J.D. Power and Associates. Et, en août, pour la sixième année consécutive, TDCT a reçu le prix d'excellence Synovate pour le service à la clientèle.

«Pour le troisième trimestre de suite, les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont atteint des résultats records, car nous avons continué à investir dans nos gens et sommes restés concentrés sur notre engagement à fournir à nos clients les meilleurs services et facilités d'accès possibles, a dit Tim Hockey, chef de la direction de TDCT. Nous prévoyons que la croissance des bénéfices continuera d'être robuste, mais pas nécessairement autant que cette année, puisque le marché canadien de l'habitation ralentit et que les marges continuent de subir des pressions concurrentielles.»

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine, qui exclut le placement comme présenté du GFBTD dans TD Ameritrade, s'est établi à 117 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 23 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable à la progression des revenus tirés des commissions étant donné l'augmentation des actifs des clients ainsi qu'à l'amélioration de la marge d'intérêt nette. L'apport de TD Ameritrade aux bénéfices du secteur s'est chiffré à 62 millions de dollars, soit un recul de 9 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui s'explique par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien qui a été en partie contrebalancée par la hausse des bénéfices.

«Gestion de patrimoine a connu un solide trimestre. Nos profits se sont améliorés pour le sixième trimestre consécutif et nous avons continué à investir dans nos activités d'exploitation afin d'assurer notre croissance future, a dit Bill Hatanaka, chef de la direction de TD Waterhouse. Toutefois, compte tenu de l'incidence que pourrait avoir le ralentissement de l'économie américaine sur les marchés des actions aux États-Unis, nous demeurons prudents quant aux prochains trimestres.»

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont généré un bénéfice net comme présenté de 271 millions de dollars US pour le trimestre considéré. Le bénéfice net rajusté du secteur s'est établi à 276 millions de dollars US, en hausse de 30 % comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'accroissement des revenus de 17 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique par les gains tirés de l'ensemble des activités, y compris une croissance des dépôts et des prêts, soutenue par une augmentation des commissions dans le secteur de détail. Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué pour s'établir à 126 millions de dollars US, en baisse de 23 % en regard la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, TD Bank, la banque américaine la plus pratique, a annoncé une offre d'achat visant The South Financial Group, Inc. La transaction demeure conditionnelle à l'approbation des actionnaires et à celle de certains organismes de réglementation. L'assemblée des actionnaires aura lieu le 28 septembre 2010 et, sous réserve de l'obtention des approbations nécessaires, la transaction devrait être conclue peu après.

«TD Bank a connu un très bon trimestre malgré l'incertitude qui persiste dans l'économie américaine, a dit Bharat Masrani, chef de la direction de TD Bank, la banque américaine la plus pratique. Nous demeurons satisfaits de notre rythme de croissance interne et nous continuons à prêter à nos clients. En fait, depuis le début de la crise en 2007, la masse de nos prêts a augmenté de 20 %. Nous sommes également heureux du rendement des trois banques floridiennes acquises dans le cadre d'opérations facilitées par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) au cours du deuxième trimestre.»

Services bancaires de gros

Les Services bancaires de gros ont produit un bénéfice net comme présenté de 179 millions de dollars, en baisse de 45 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats très solides du trimestre correspondant de l'exercice précédent reflétaient le rétablissement général des marchés au sortir de la crise financière. En outre, le trimestre considéré a subi l'incidence défavorable de la crise de la dette souveraine qui touche certains pays d'Europe et l'effet des soubresauts sur les marchés des actions au début de mai. Le tout a donné lieu à une baisse des opérations sur instruments à taux fixe, instruments de crédit et monnaies étrangères et à un recul des honoraires de prise ferme, en partie contrebalancés par une augmentation des gains tirés des transactions d'actions et du portefeuille de placement.

«Nos services bancaires de gros ont connu de solides résultats pour le trimestre, surtout compte tenu du contexte d'exploitation difficile, a dit Bob Dorrance, chef de la direction de Valeurs Mobilières TD. La rudesse des marchés au cours du trimestre considéré contraste avec la situation très favorable qui prévalait un an plus tôt. Nous croyons que la situation restera difficile à court terme, pendant que nous continuons de bâtir nos entreprises afin de solidifier nos plateformes en vue de nos succès futurs.»

Siège social

Le secteur Siège social, qui comprend les autres activités de la Banque, a subi une perte nette rajustée de 182 millions de dollars (perte nette comme présentée de 304 millions de dollars), en hausse de 76 millions de dollars par rapport aux résultats rajustés de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de la perte s'explique principalement par des éléments fiscaux défavorables et par les pertes associées aux activités de couverture et de trésorerie, en partie compensés par la réduction des frais nets du Siège social.

Capital

Le ratio des fonds propres de première catégorie du GFBTD a atteint un nouveau sommet, soit 12,5 %, en hausse de 50 points de base par rapport au trimestre précédent, alors que les actifs pondérés en fonction des risques sont restés stables. La qualité du capital est demeurée très élevée, l'avoir corporel en actions ordinaires comportant 75 % de fonds propres de première catégorie.

«Nous devons attendre pour connaître la portée et l'incidence réelles des projets de réformes sur la gestion des capitaux propres, a dit M. Clark. Toutefois, nous espérons être en mesure d'en communiquer un compte rendu d'ici le premier trimestre de l'exercice 2011, en même temps que les prévisions de bénéfices du conseil d'administration et la politique de versement de dividendes de la Banque.»

Conclusion

«Nous sommes très satisfaits des solides résultats et de la croissance interne que nous avons enregistrés au troisième trimestre. Nos activités de détail continuent de très bien performer et nous placent en bonne position pour dégager de bons résultats pour l'exercice, a dit M. Clark. Nous croyons que nos excellents niveaux de capitaux, nos récentes acquisitions et les investissements que nous avons faits dans notre entreprise nous aideront à poursuivre notre croissance malgré les tensions économiques persistantes.»

Le texte ci-dessus contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs» à la page 4.

TABLE DES MATIÈRES

1	POINTS SAILLANTS FINANCIERS et RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)	39	Conventions comptables et estimations
		46	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
	RAPPORT DE GESTION		
5	Faits saillants financiers		ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
6	Notre rendement	47	Bilan consolidé intermédiaire condensé
10	Aperçu des résultats financiers	48	État des résultats consolidé intermédiaire
16	Rapport de gestion des secteurs d'activité de TD	49	État des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires consolidé intermédiaire
27	Revue du bilan		
28	Qualité du portefeuille de crédit	50	État du résultat étendu consolidé intermédiaire
30	Situation du capital	51	État des flux de trésorerie consolidé intermédiaire
31	Gestion des risques	52	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
35	Arrangements hors bilan		
38	Résultats trimestriels	69	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération des lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables, y compris la loi *U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés figurant dans le présent rapport au paragraphe «Perspectives» pour chacun des secteurs d'exploitation, à la rubrique «Sommaire du rendement» ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2010 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude qui plane sur les environnements financier, économique et réglementaire, de tels risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, des changes et des instruments à taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2009 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives, comme il est mentionné à la rubrique «Événements importants en 2010» de la section «Notre rendement» du présent rapport; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'utilisation inédite de nouvelles technologies dans le but de frauder la Banque ou ses clients et les efforts concertés de tiers disposant de moyens de plus en plus pointus qui cherchent à frauder la Banque ou ses clients de diverses manières. Nous avisons que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Facteurs de risque et gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2009 de la Banque, à partir de la page 65. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans le présent document figurent dans le rapport annuel 2009 de la Banque à la rubrique «Sommaire et perspectives économiques», telles qu'elles sont mises à jour dans le présent rapport, ainsi qu'aux rubriques «Perspectives et orientation pour 2010» pour chacun des secteurs d'exploitation de la Banque, telles qu'elles sont mises à jour dans le présent rapport sous les rubriques «Perspectives».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Avant sa publication, ce document a été revu par le comité de vérification de la Banque et approuvé par le conseil d'administration de la Banque, sur recommandation du comité de vérification.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Financier Banque TD (GFBTD ou la Banque) pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 comparativement aux périodes correspondantes. Ce rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport aux actionnaires et avec notre rapport annuel 2009. Le présent rapport de gestion est daté du 2 septembre 2010. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement du rapport annuel 2009 de la Banque ou de ses états financiers consolidés intermédiaires et des notes y afférentes dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les renseignements additionnels concernant la Banque sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.td.com, de même que sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse www.sec.gov (section EDGAR Filers).

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ^{1,2}
Résultats d'exploitation					
Total des revenus	4 744 \$	4 767 \$	4 667 \$	14 548 \$	13 142 \$
Provision pour pertes sur créances	339	365	557	1 221	1 959
Frais autres que d'intérêts	2 966	2 953	3 045	8 900	9 116
Bénéfice net – comme présenté ³	1 177	1 176	912	3 650	2 110
Bénéfice net – rajusté ³	1 304	1 234	1 303	3 968	3 409
Profit économique ⁴	208	200	246	771	302
Rendement de l'avoir en actions ordinaires – comme présenté	12,2 %	13,0 %	9,7 %	13,1 %	7,5 %
Rendement du capital investi ⁴	12,0 %	12,0 %	12,4 %	12,5 %	11,0 %
Situation financière					
Total de l'actif	603 467 \$	573 905 \$	544 821 \$	603 467 \$	544 821 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques	189 190	187 174	189 609	189 190	189 609
Total de l'avoir des actionnaires	41 336	38 424	38 020	41 336	38 020
Ratios financiers					
Ratio d'efficacité – comme présenté ³	62,5 %	61,9 %	65,2 %	61,2 %	69,4 %
Ratio d'efficacité – rajusté ³	58,8 %	59,2 %	56,6 %	57,6 %	59,4 %
Fonds propres de première catégorie par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	12,5 %	12,0 %	11,1 %	12,5 %	11,1 %
Provision pour pertes sur créances en % des prêts moyens nets	0,51 %	0,58 %	0,87 %	0,63 %	1,04 %
Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars canadiens)					
Par action					
Bénéfice de base	1,30 \$	1,31 \$	1,01 \$	4,05 \$	2,36 \$
Bénéfice dilué	1,29	1,30	1,01	4,03	2,35
Dividendes	0,61	0,61	0,61	1,83	1,83
Valeur comptable	43,41	40,35	40,54	43,41	40,54
Cours de clôture	73,16	75,50	63,11	73,16	63,11
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	870,2	863,8	851,5	864,4	844,3
Nombre moyen – dilué	875,1	869,4	855,4	869,6	846,5
Fin de période	874,1	868,2	854,1	874,1	854,1
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	63,9 \$	65,6 \$	53,9 \$	63,9 \$	53,9 \$
Rendement de l'action	3,4 %	3,5 %	4,4 %	3,5 %	5,1 %
Ratio de distribution sur actions ordinaires	47,2 %	46,8 %	60,1 %	45,2 %	78,0 %
Ratio cours/bénéfice	14,2	15,5	17,7	14,2	17,7
Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars canadiens)					
Par action					
Bénéfice de base	1,44 \$	1,37 \$	1,47 \$	4,42 \$	3,90 \$
Bénéfice dilué	1,43	1,36	1,47	4,40	3,88
Ratio de distribution sur actions ordinaires	42,4 %	44,5 %	41,4 %	41,4 %	47,2 %
Ratio cours/bénéfice	12,5	12,8	13,5	12,5	13,5

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

² Comme expliqué à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», depuis le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009, les périodes de présentation des entités américaines sont alignées sur celle de la Banque. Avant le 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A. était incluse dans les états financiers de la Banque avec un décalage de un mois.

³ Les mesures rajustées sont non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations sur les résultats comme présentés et les résultats rajustés, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

⁴ Le profit économique et le rendement du capital investi sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique «Profit économique et rendement du capital investi».

NOTRE RENDEMENT

Aperçu de la société

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Financier Banque TD (GFBTD ou la Banque). Le GFBTD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et il offre ses services à plus de 18 millions de clients regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et TD Assurance; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, la banque américaine la plus pratique; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. En outre, le GFBTD figure parmi les principales sociétés de services financiers par Internet du monde, avec plus de 6 millions de clients en ligne. Au 31 juillet 2010, les actifs du GFBTD totalisaient 603 milliards de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les PCGR et désigne les résultats dressés selon les PCGR «comme présentés». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats «rajustés», afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retire les «éléments à noter», déduction faite des impôts sur les bénéfices, des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement de l'entreprise sous-jacente. La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue le rendement de la Banque. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau de la page suivante. Comme expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats comme présentés selon les PCGR. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des PCGR et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

En date du 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A., qui exerce ses activités sous l'appellation TD Bank, la banque américaine la plus pratique, a été alignée sur la période de présentation de la Banque afin d'éliminer le décalage de un mois dans la présentation de l'information financière. Avant le 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A. était incluse dans les états financiers de la Banque avec un décalage de un mois. D'après le chapitre 1506 du *Manuel de l'ICCA*, «Modifications comptables», cet alignement est considéré comme une modification de convention comptable. La Banque a estimé que l'incidence sur les périodes antérieures était négligeable et, par conséquent, le solde d'ouverture des bénéfices non répartis du deuxième trimestre de 2009 a été rajusté pour aligner la période de présentation de TD Bank, N.A. sur celle de la Banque.

Le tableau qui suit donne les résultats d'exploitation – comme présentés de la Banque.

Résultats d'exploitation – comme présentés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	2 921 \$	2 790 \$	2 833 \$	8 560 \$	8 501 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 823	1 977	1 834	5 988	4 641
Total des revenus	4 744	4 767	4 667	14 548	13 142
Provision pour pertes sur créances	339	365	557	1 221	1 959
Frais autres que d'intérêts	2 966	2 953	3 045	8 900	9 116
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 439	1 449	1 065	4 427	2 067
Charge d'impôts sur les bénéfices	310	308	209	888	109
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	26	26	28	79	84
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	74	61	84	190	236
Bénéfice net – comme présenté	1 177	1 176	912	3 650	2 110
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	49	146	119
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 128 \$	1 128 \$	863 \$	3 504 \$	1 991 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des résultats rajustés et des résultats comme présentés de la Banque.

Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté

Résultats d'exploitation – rajustés (en millions de dollars canadiens)	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	2 921 \$	2 790 \$	2 833 \$	8 560 \$	8 501 \$
Revenus autres que d'intérêts ²	1 861	1 948	1 976	5 971	5 310
Total des revenus	4 782	4 738	4 809	14 531	13 811
Provision pour pertes sur créances ³	339	425	492	1 281	1 704
Frais autres que d'intérêts ⁴	2 811	2 804	2 723	8 376	8 209
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 632	1 509	1 594	4 874	3 898
Charge d'impôts sur les bénéfices ⁵	392	332	367	1 072	692
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	26	26	28	79	84
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices ⁵	90	83	104	245	287
Bénéfice net – rajusté	1 304	1 234	1 303	3 968	3 409
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	49	146	119
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 255	1 186	1 254	3 822	3 290
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices					
Amortissement des actifs incorporels ⁷	(117)	(123)	(122)	(352)	(376)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente ⁸	(14)	23	(43)	13	(377)
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ⁹	(5)	–	(70)	(51)	(187)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances ¹⁰	9	(2)	(75)	–	(107)
Économie (charge) d'impôts due à la modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi ¹¹	–	–	–	11	–
Reprise de provision pour réclamations d'assurance ¹²	–	–	–	17	–
Reprise (augmentation) des provisions générales pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros ¹³	–	44	(46)	44	(178)
Règlement d'un litige initié par des actionnaires de TD Banknorth ¹⁴	–	–	–	–	(39)
Cotisation spéciale imposée par la FDIC ¹⁵	–	–	(35)	–	(35)
Total des rajustements pour les éléments à noter	(127)	(58)	(391)	(318)	(1299)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 128 \$	1 128 \$	863 \$	3 504 \$	1 991 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

² Les revenus autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2010* – gain de 15 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, comme expliqué à la note 9 ci-dessous; perte de 53 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente, comme expliqué à la note 7 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2010* – perte de 5 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; gain de 34 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *premier trimestre de 2010* – perte de 11 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; gain de 12 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *troisième trimestre de 2009* – perte de 118 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 24 millions de dollars attribuable à la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *deuxième trimestre de 2009* – perte de 61 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 166 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *premier trimestre de 2009* – gain de 13 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 313 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente.

³ La provision pour pertes sur créances rajustée exclut les éléments à noter suivants : *deuxième trimestre de 2010* – reprise de 60 millions de dollars des provisions générales pour pertes sur créances dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros; *troisième trimestre de 2009* – augmentation de 65 millions de dollars des provisions générales pour pertes sur créances (au bilan consolidé) dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (VFC exclue) et Services bancaires de gros; *deuxième trimestre de 2009* – augmentation de 110 millions de dollars des provisions générales pour pertes sur créances (au bilan consolidé) dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (VFC exclue) et Services bancaires de gros; *premier trimestre de 2009* – augmentation de 80 millions de dollars des provisions générales pour pertes sur créances (au bilan consolidé) dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (VFC exclue) et Services bancaires de gros.

⁴ Les frais autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 147 millions de dollars, comme expliqué à la note 6 ci-dessous; frais d'intégration de 8 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, comme expliqué à la note 8 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 149 millions de dollars; *premier trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 149 millions de dollars; frais d'intégration et de restructuration de 71 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; *troisième trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 158 millions de dollars; frais d'intégration et de restructuration de 109 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; cotisation spéciale de 55 millions de dollars imposée par la FDIC, comme expliqué à la note 14 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 171 millions de dollars; frais d'intégration et de restructuration de 77 millions de dollars liés à l'acquisition de Commerce; règlement d'un litige initié par des actionnaires de TD Banknorth de 58 millions de dollars, comme expliqué à la note 13 ci-dessous; *premier trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 173 millions de dollars; frais d'intégration et de restructuration de 106 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

- ⁵ Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée, se reporter au tableau intitulé «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge rajustée» à la rubrique «Impôts».
- ⁶ La quote-part du bénéfice net d'une société liée rajustée exclut les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 16 millions de dollars, comme expliqué à la note 6 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 22 millions de dollars; *premier trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars; *troisième trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 20 millions de dollars; *deuxième trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 16 millions de dollars; *premier trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 15 millions de dollars.
- ⁷ L'amortissement des actifs incorporels se rapporte principalement à l'acquisition de Canada Trust en 2000, à l'acquisition de TD Banknorth en 2005 et à sa privatisation en 2007, à l'acquisition de Commerce en 2008, aux acquisitions par TD Banknorth de Hudson United Bancorp (Hudson) en 2006 et d'Interchange Financial Services (Interchange) en 2007, ainsi qu'à l'amortissement des actifs incorporels compris dans la quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade.
- ⁸ En date du 1^{er} août 2008, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction en raison de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit. La Banque n'a plus l'intention de négocier activement cette catégorie de titres de créance. Par conséquent, elle a reclassé certains titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponibles à la vente, conformément aux modifications du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'ICCA*. Dans le cadre de la stratégie de négociation de la Banque, ces titres de créance sont couverts sur le plan économique, principalement avec des swaps sur défaillance de crédit et des contrats de swaps de taux d'intérêt. Cela comprend le risque lié à la conversion des devises pour le portefeuille de titres de créance et les dérivés qui le couvrent. Ces dérivés ne sont pas admissibles à un reclassement et sont comptabilisés en fonction de la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats de la période. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des produits dérivés et celui des titres de créance reclassés entraîne une volatilité périodique des bénéfices, qui n'est pas représentative des caractéristiques économiques du rendement de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les dérivés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les Services bancaires de gros, et les gains et les pertes liés aux dérivés, en sus des coûts comptabilisés, sont présentés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés de la Banque excluent les gains et les pertes relatifs aux dérivés qui dépassent le montant comptabilisé.
- ⁹ Par suite des acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et les initiatives d'intégration et de restructuration connexes entreprises, la Banque peut engager des frais d'intégration et de restructuration. Les frais de restructuration se composent principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de primes de certains dirigeants, des frais liés à la résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Les frais d'intégration se composent des frais relatifs au maintien de l'effectif, des honoraires de consultation externes, des coûts de marketing (notamment les communications avec la clientèle et la nouvelle marque) et des frais de déplacement liés à l'intégration. À partir du deuxième trimestre de 2010, le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a choisi de ne plus inclure d'autres frais d'intégration et de restructuration liés à Commerce dans cet élément à noter étant donné que les efforts dans ces domaines tirent à leur fin et que la restructuration et l'intégration de Commerce sont pratiquement achevées. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, les frais d'intégration ont découlé des acquisitions facilitées par la FDIC et aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés.
- ¹⁰ La Banque achète des swaps sur défaillance de crédit pour couvrir le risque de crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises des Services bancaires de gros. Ces swaps ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture et sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats de la période courante. Les prêts connexes sont comptabilisés au coût après amortissement. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des swaps sur défaillance de crédit et celui des prêts entraînerait une volatilité périodique des profits et des pertes, qui n'est représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ni du rendement de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les swaps sur défaillance de crédit sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le secteur Services bancaires de gros, et les gains et les pertes sur les swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés, sont constatés dans le secteur Siège social. Les bénéfices rajustés excluent les gains et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés. Lorsqu'un incident de crédit se produit dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises qui comporte des swaps sur défaillance de crédit comme couverture connexe, la provision pour pertes sur créances liée à la portion qui était couverte au moyen des swaps sur défaillance de crédit est portée en diminution de cet élément à noter.
- ¹¹ Cet élément représente l'incidence des modifications prévues du taux d'impôt sur les bénéfices prévu par la loi sur les soldes d'impôts futurs nets.
- ¹² La Banque a inscrit dans les activités d'assurances de ses filiales un passif actuariel additionnel au titre des pertes éventuelles au premier trimestre de 2008 relativement à une décision d'un tribunal de l'Alberta. La législation du gouvernement de l'Alberta qui a pour effet de limiter les montants de réclamation pour les blessures mineures causées par des accidents de la route a été contestée et jugée inconstitutionnelle. Au troisième trimestre de 2009, le gouvernement de l'Alberta a gagné son appel de la décision. Les requérants ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision devant la Cour suprême du Canada. Au premier trimestre de 2010, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande des requérants. Par suite de cette issue favorable, la Banque a repris sa provision pour litige relative à la limite des réclamations pour les blessures mineures en Alberta. La provision pour litige relative aux provinces de l'Atlantique est maintenue puisque l'issue définitive ne peut encore être déterminée.
- ¹³ À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Augmentation des provisions générales pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros».
- ¹⁴ Par suite de l'annonce de la privatisation de TD Banknorth en novembre 2006, certains actionnaires minoritaires de TD Banknorth ont initié un recours collectif alléguant diverses réclamations contre la Banque, TD Banknorth et les dirigeants et administrateurs de TD Banknorth. En février 2009, les parties ont convenu de régler le litige moyennant 61,3 millions de dollars (50 millions de dollars US), dont un montant de 3,7 millions de dollars (3 millions de dollars US) avait déjà été comptabilisé au moment de la privatisation. La cour de chancellerie du Delaware a approuvé le règlement du litige initié par des actionnaires de TD Banknorth le 24 juin 2009 et le règlement est maintenant définitif.
- ¹⁵ Le 22 mai 2009, la FDIC, aux États-Unis, a approuvé l'imposition d'une cotisation spéciale donnant lieu à une charge de 55 millions de dollars avant impôts ou 49 millions de dollars US avant impôts.

Rapprochement du bénéfice par action comme présenté et du bénéfice par action rajusté¹

(en dollars canadiens)	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ²	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ²
Dilué – comme présenté	1,29 \$	1,30 \$	1,01 \$	4,03 \$	2,35 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice (voir ci-dessus)	0,14	0,06	0,46	0,37	1,53
Dilué – rajusté	1,43 \$	1,36 \$	1,47 \$	4,40 \$	3,88 \$
De base – comme présenté	1,30 \$	1,31 \$	1,01 \$	4,05 \$	2,36 \$

¹ Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Par conséquent, la somme des chiffres relatifs au bénéfice par action du trimestre peut différer du bénéfice par action cumulé depuis le début de l'exercice.

² Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹

(en millions de dollars canadiens)	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Canada Trust	40 \$	41 \$	40 \$	118	119
TD Bank, N.A.	49	50	60	151	200
TD Ameritrade (compris dans la quote-part du bénéfice net d'une société liée)	16	22	20	55	51
Divers	12	10	2	28	6
Total	117 \$	123 \$	122 \$	352 \$	376 \$

¹ L'amortissement des actifs incorporels est inclus dans le secteur Siège social.

Profit économique et rendement du capital investi

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour l'actionnaire. Le profit économique représente le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires moins une imputation au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires pour la période plus le montant moyen cumulatif des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, déduction faite des impôts, amortis à la date du bilan. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût du capital calculé à l'aide du modèle d'évaluation des actifs financiers. L'imputation représente un rendement minimum présumé exigé par les actionnaires ordinaires sur le capital investi de la Banque. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi («RCl») est obtenu en divisant le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires par le capital investi moyen. Le RCl est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût du capital. Le RCl et le coût du capital sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Si le RCl excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCl supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le RCl sont des mesures financières non conformes aux PCGR, puisque ce ne sont pas des termes définis par les PCGR. Les lecteurs doivent prendre note que les bénéfices et d'autres mesures rajustés par rapport à une base autre que les PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et qu'ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du profit économique, du RCl et du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes connexes sont décrits à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

Rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté, du profit économique et du rendement du capital investi

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	36 564 \$	35 530 \$	35 388 \$	35 898 \$	35 467 \$
Montant cumulatif moyen de l'amortissement des écarts d'acquisition / actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	4 994	4 893	4 598	4 893	4 489
Capital investi moyen	41 558 \$	40 423 \$	39 986 \$	40 791 \$	39 956 \$
Coût du capital investi	10,0 %	10,0 %	10,0 %	10,0 %	10,0 %
Imputation au titre du capital investi	1 047 \$	986 \$	1 008 \$	3 051 \$	2 988 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 128 \$	1 128 \$	863 \$	3 504 \$	1 991 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice, déduction faite des impôts sur les bénéfices	127	58	391	318	1 299
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 255 \$	1 186 \$	1 254 \$	3 822 \$	3 290 \$
Profit économique	208 \$	200 \$	246 \$	771 \$	302 \$
Rendement du capital investi	12,0 %	12,0 %	12,4 %	12,5 %	11,0 %

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Événements importants en 2010

Acquisition de The South Financial Group, Inc.

Le 17 mai 2010, la Banque a annoncé la signature d'une entente définitive avec The South Financial Group, Inc. (South Financial) selon laquelle la Banque acquerra la totalité des actions ordinaires en circulation de South Financial pour environ 61 millions de dollars au comptant ou en actions ordinaires de la Banque. De plus, immédiatement avant la clôture de la transaction, le département du Trésor des États-Unis vendra à la Banque ses actions privilégiées de South Financial, ainsi que les bons de souscription associés acquis dans le cadre du Capital Purchase Program du département du Trésor, et libérera tous les dividendes accumulés et non versés sur ces actions pour une contrepartie totale au comptant d'environ 131 millions de dollars. La transaction est conditionnelle aux approbations des actionnaires de South Financial et de certains organismes de réglementation. Le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale a approuvé la transaction le 22 juillet 2010. L'assemblée des actionnaires aura lieu le 28 septembre 2010 et, sous réserve de l'obtention des approbations nécessaires, la transaction devrait être conclue peu après.

Au 31 mars 2010, South Financial avait des actifs totalisant 12,4 milliards de dollars US et détenait 9,8 milliards de dollars US en dépôts. La transaction devrait être légèrement relative pour le bénéfice de la Banque pour l'exercice 2011 et aura une incidence de 40 à 50 points de base (pdb) sur les fonds propres de première catégorie, compte tenu de l'émission par la Banque, au troisième trimestre de 2010, d'actions ordinaires d'un capital d'environ 250 millions de dollars au Canada.

Nouveautés législatives aux États-Unis

La conjoncture économique et les conditions récentes sur les marchés ont donné lieu à de nouvelles lois et à de nombreuses propositions de changement de la réglementation du secteur des services financiers, notamment d'importantes mesures législatives et réglementaires additionnelles aux États-Unis.

Le 21 juillet 2010, le président des États-Unis a ratifié la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la «loi») qui déclenche une vaste réforme du secteur financier aux États-Unis. Couvrant plus de 2 300 pages, la loi aura une incidence sur toutes les institutions financières des États-Unis et sur de nombreux établissements financiers, y compris la Banque, qui mènent des activités en dehors des États-Unis. La loi entraîne d'importants changements, entre autres pour ce qui est de la supervision des services bancaires et des banques, de la solution pour ce qui est des institutions financières d'importance systémique, de la protection des consommateurs, des valeurs mobilières, des instruments dérivés et de la rémunération des cadres. La loi sera

complétée par une foule de dispositions réglementaires, et un grand nombre d'études et de rapports continus dans la foulée de sa mise en œuvre. Par conséquent, même si la loi aura une incidence sur les affaires de la Banque, particulièrement sur ses activités aux États-Unis, les conséquences ultimes pour la Banque ne seront pas connues tant que les règlements de mise en œuvre n'auront pas été rendus publics.

Les autres changements réglementaires récents comprennent les modifications apportées à la loi intitulée *Electronic Funds Transfer Act* («*Regulation E*»), laquelle interdit aux institutions financières d'imposer des frais de découvert aux consommateurs sur les opérations de paiement effectuées à un guichet automatique bancaire ou à un point de vente qui donnent lieu à un découvert, et à la loi intitulée *Credit Card Act*, qui, entre autres, limitera considérablement la capacité de la Banque à appliquer des taux d'intérêt et imposer des frais basés sur le risque propre à un client. Pour plus d'informations sur nos prévisions quant à l'incidence de la *Regulation E*, se reporter à la rubrique Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis de la section «Rapport de gestion des secteurs d'activité de TD» du présent rapport.

La Banque continue de surveiller de près l'évolution de ces questions et d'autres et analyse l'incidence que pourraient avoir ces changements réglementaires et législatifs sur ses activités.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Sommaire du rendement

Un aperçu du rendement de la Banque, sur une base rajustée, pour le troisième trimestre de 2010 en regard des indicateurs de rendement financiers pour les actionnaires indiqués dans le rapport annuel 2009 est présenté ci-après. Les indicateurs de rendement pour les actionnaires servent de guides et de points de repère quant aux réalisations de la Banque. Aux fins de cette analyse, la Banque utilise le bénéfice rajusté, lequel exclut les éléments à noter des résultats comme présentés qui ont été préparés selon les PCGR. Les résultats et les éléments à noter comme présentés et rajustés sont expliqués à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

- Le bénéfice dilué par action rajusté pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 a augmenté de 13 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant des bénéfices accrus pour la plupart des secteurs. La Banque vise une croissance à long terme du bénéfice par action rajusté de 7 % à 10 %.
- Pour les neuf premiers mois de 2010, le rendement rajusté des actifs pondérés en fonction des risques est de 2,7 %, comparativement à 2,2 % pour la période correspondante de 2009.
- Pour les douze mois terminés le 31 juillet 2010, le total du rendement pour les actionnaires s'est établi à 20,2 %, soit un rendement plus élevé que le rendement moyen de 14,9 % des établissements financiers canadiens comparables.

Incidence du taux de change sur les bénéfices convertis des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de TD Ameritrade

Les bénéfices provenant du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et la quote-part de la Banque des bénéfices de TD Ameritrade sont touchés par les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

L'appréciation du dollar canadien a eu un effet défavorable sur notre bénéfice consolidé pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice 2009, tel qu'il est présenté dans le tableau ci-après.

Incidence du taux de change sur les bénéfices convertis des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de TD Ameritrade

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>	<i>Neuf mois terminés les</i>
	31 juillet 2010 par rapport au 31 juillet 2009	31 juillet 2010 par rapport au 31 juillet 2009
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		
Diminution du total des revenus – rajusté	106 \$	543 \$
Diminution des frais autres que d'intérêts – rajusté	62	316
Diminution du bénéfice net rajusté, après impôts	25	115
Diminution du bénéfice net comme présenté, après impôts	24	107
TD Ameritrade		
Diminution de la quote-part des bénéfices, après impôts	12 \$	39 \$
Diminution du bénéfice par action – rajusté	0,04 \$	0,18 \$
Diminution du bénéfice par action – comme présenté	0,04 \$	0,17 \$

Sommaire et perspectives économiques

Après une reprise dès le deuxième semestre de 2009 et au premier trimestre de 2010, l'économie canadienne a atteint une phase de maturation. Principal levier de la croissance vigoureuse du PIB réel enregistrée pour les neuf derniers mois, la consommation des ménages s'est récemment mise à ralentir, sans doute du fait de l'endettement record des ménages qui a contraint les Canadiens à freiner leurs dépenses. Après avoir été un moteur économique et déclenché une flambée de consommation des ménages l'an dernier, le marché de l'habitation pâtit actuellement d'une forte baisse des prix et des reventes de maisons et d'une diminution des mises en chantier de logements neufs. Ce revirement est principalement dû au fait que le tourbillon d'achats de maisons et de construction enregistré en 2009 et au début de 2010, étant donné le désir des Canadiens de profiter des faibles taux d'intérêt records et certains autres facteurs transitoires, a emballé la demande et enflammé le secteur de l'habitation. Ainsi, après avoir contribué à la reprise globale de l'économie dès qu'elle a

commencé, puis de façon constante, le marché de l'habitation sera un frein pour la croissance tout au long de 2011. Par contre, d'autres secteurs clés qui ont nettement nuí à la reprise jusqu'ici devraient compenser le repli des dépenses des ménages et assurer une progression stable et positive du taux de croissance réel du PIB. C'est le cas, entre autres, des investissements des entreprises et des exportations, qui devraient soutenir la croissance économique au cours des prochains trimestres. Par conséquent, les Services économiques TD prévoient une croissance du PIB réel de 3,5 % en 2010 et de 2,5 % en 2011. On s'attend dans ce contexte à ce que la Banque du Canada continue de relever graduellement son taux directeur au cours des dix-huit prochains mois. Le Canada a une économie, et particulièrement des statistiques d'emploi, encore relativement enviable par rapport à celle de nations avancées qui ont une économie comparable, mais cette robustesse s'atténuera à mesure que la reprise s'installera pendant le deuxième semestre de l'année.

Bénéfice net

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 1 177 millions de dollars, soit une hausse de 265 millions de dollars, ou 29 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a été de 1 304 millions de dollars, soit une hausse de 1 million de dollars. Cette hausse s'explique par la croissance des bénéfices provenant des secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine, qui a été en partie annulée par la baisse des bénéfices dans le secteur Services bancaires de gros et une perte nette plus élevée dans le secteur Siège social. Le bénéfice net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a augmenté surtout en raison de la forte croissance des volumes de prêts immobiliers garantis, de dépôts d'entreprise et d'assurance, conjuguée à l'amélioration des conditions de crédit. La croissance du bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'explique par une croissance plus forte des volumes et la baisse de la provision pour pertes sur créances, partiellement neutralisées par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement du fait de la hausse des revenus amenée par l'accroissement des actifs des clients et du fait de l'amélioration de la marge d'intérêt nette, toutes deux en partie contrebalancées par le recul des bénéfices de TD Ameritrade en raison de l'effet de change lié à un dollar canadien plus fort. Le bénéfice net du secteur Services bancaires de gros a diminué par suite d'une baisse des opérations sur instruments à taux fixe, instruments de crédit et monnaies étrangères, en partie contrebalancée par une amélioration des résultats tirés des transactions d'actions et du portefeuille de placement. Le secteur Siège social a enregistré une hausse de sa perte nette due surtout à des éléments fiscaux défavorables et aux pertes associées aux activités de couverture et de trésorerie, en partie neutralisés par une baisse des frais du secteur Siège social.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Le bénéfice net comme présenté pour le trimestre a augmenté de 1 million de dollars comparativement à celui du trimestre précédent. Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a enregistré une hausse de 70 millions de dollars, ou 6 %, en regard du trimestre précédent. L'accroissement des bénéfices dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine a été en partie neutralisé par la baisse des bénéfices des Services bancaires de gros et par une augmentation de la perte nette du Siège social. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a augmenté en grande partie du fait de la baisse de la provision pour pertes sur créances, d'une hausse de la croissance des volumes et du nombre plus élevé de jours civils dans le trimestre considéré. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'est accru, étant donné surtout une forte croissance des revenus et la baisse de la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement avec l'amélioration des marges et des bénéfices de TD Ameritrade, en partie contrebalancée par une baisse des volumes de négociation et des commissions par opération dans les activités de courtage en ligne au Canada. Le bénéfice net du secteur Services bancaires de gros a diminué, surtout à cause de l'incertitude croissante sur les marchés mondiaux par suite de la baisse des activités de négociation et d'une diminution des nouvelles émissions. La hausse de la perte nette du secteur Siège social pour le trimestre considéré s'explique principalement par un élément fiscal défavorable et des pertes de titrisation, en partie compensés par le bénéfice net tiré des autres activités de trésorerie et une réduction des frais nets du secteur Siège social.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Pour la période depuis le début de l'exercice, le bénéfice net comme présenté a totalisé 3 650 millions de dollars, en hausse de 1 540 millions de dollars, ou 73 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le bénéfice net rajusté a totalisé 3 968 millions de dollars, en hausse de 559 millions de dollars, ou 16 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par la croissance des bénéfices provenant des secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Services bancaires de gros, et elle a été en partie annulée par la perte nette plus élevée du secteur Siège social. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a monté, poussé par une forte croissance des volumes de la plupart des produits bancaires et par la diminution de la provision pour pertes sur créances. La croissance du bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'explique surtout par une hausse de la croissance des volumes, l'amélioration des écarts de taux sur les produits et l'amélioration de la qualité du crédit, le tout en partie neutralisé par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. La hausse du bénéfice du secteur Gestion de patrimoine est attribuable à une augmentation des honoraires amenée par l'accroissement des actifs moyens des clients et l'amélioration de la marge d'intérêt nette, en partie neutralisés par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Le bénéfice net des Services bancaires de gros a progressé en raison de la baisse de la provision pour pertes sur créances, des pertes liées aux sorties et dépréciations du portefeuille de placement pour la période correspondante de l'exercice précédent, en partie contrebalancées par un recouvrement relatif à l'annulation d'un engagement de prêt au cours de la période correspondante de l'exercice précédent et la diminution du revenu de négociation. La perte nette du secteur Siège social s'est accrue, surtout du fait des pertes de titrisation et de l'augmentation des frais nets du Siège social.

Revenu d'intérêts net

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le revenu d'intérêts net pour le trimestre s'est établi à 2 921 millions de dollars, soit une hausse de 88 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable aux augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine, annulées en partie par une baisse dans le secteur Services bancaires de gros. L'augmentation du revenu d'intérêts net dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'explique par une forte hausse des volumes de prêts immobiliers garantis et de dépôts des entreprises, en partie atténuée par une baisse de 4 points de base (pdb) de la marge sur les actifs productifs moyens, portée à 2,92 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a augmenté du fait que la croissance des volumes et la hausse des marges sur les prêts et les dépôts ont plus que compensé l'incidence du ralentissement des remboursements anticipés liés aux prêts et aux valeurs mobilières et l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Le revenu d'intérêts net du secteur Gestion de patrimoine a été entraîné à la hausse par l'augmentation des prêts sur marge consentis aux clients et des soldes des dépôts, et par l'amélioration de la marge d'intérêt nette. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros a diminué en raison de la baisse du revenu d'intérêts net non lié aux activités de transaction.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Le revenu d'intérêts net pour le trimestre a augmenté de 131 millions de dollars, ou 5 %, en regard du trimestre précédent. Cette hausse du revenu d'intérêts net est attribuable aux augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine, lesquelles ont été en partie annulées par une diminution dans le secteur Services bancaires de gros. L'augmentation du revenu d'intérêts net dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'explique surtout par une forte hausse des volumes de prêts immobiliers garantis et de dépôts de particuliers, et par le nombre plus élevé de jours civils dans le trimestre considéré. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a augmenté surtout en raison de la croissance des volumes de produits. Le revenu d'intérêts net du secteur Gestion de patrimoine a été entraîné à la hausse par l'amélioration de la marge d'intérêt nette. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros a diminué en raison surtout de la baisse du revenu d'intérêts net non lié aux activités de transaction.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Pour la période depuis le début de l'exercice, le revenu d'intérêts net a augmenté de 8 560 millions de dollars, soit une hausse de 59 millions de dollars, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable surtout aux augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Gestion de patrimoine, en partie neutralisées par les baisses dans les Services bancaires de gros et les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. L'augmentation du revenu d'intérêts net dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'explique surtout par une forte hausse des volumes de prêts immobiliers garantis et des dépôts de particuliers et d'entreprises, conjuguée à une augmentation de 1 pdb de la marge sur les actifs productifs moyens, portée à 2,92 %. Le revenu d'intérêts net de Gestion de patrimoine a augmenté en raison notamment de la hausse du revenu d'intérêts attribuable à l'amélioration des marges. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros a diminué, essentiellement en raison de la baisse du revenu lié aux activités de transaction. Le revenu d'intérêts net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a baissé du fait du ralentissement des remboursements anticipés liés aux prêts et de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien, plus que compensés par la hausse des écarts de taux sur les produits et la croissance globale des dépôts et des prêts.

Revenus autres que d'intérêts

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Les revenus autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 1 823 millions de dollars, soit une baisse de 11 millions de dollars, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre se sont établis à 1 861 millions de dollars, soit une diminution de 115 millions de dollars, ou 6 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. La diminution s'explique principalement par un recul dans le secteur Services bancaires de gros, en partie compensé par des augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Gestion de patrimoine. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires de gros ont diminué du fait surtout de la baisse des revenus de négociation. Les revenus autres que d'intérêts du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont augmenté principalement en raison d'une forte poussée des revenus tirés des activités de détail par suite de la mise en œuvre de la nouvelle structure de prix dans le cadre de l'intégration de Commerce et de l'acquisition de Riverside. Pour le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, la hausse des revenus autres que d'intérêts tient surtout à la forte croissance des volumes dans les activités rémunérées à la commission. Les revenus autres que d'intérêts du secteur Gestion de patrimoine ont progressé du fait de la forte hausse des revenus tirés des commissions attribuable à l'augmentation du niveau des actifs liés aux activités de conseil et de gestion d'actifs, laquelle a été en partie contrebalancée par une baisse des volumes de négociation dans les activités de courtage en ligne combinée à une réduction des commissions par opération au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Les revenus autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont baissé de 154 millions de dollars, ou 8 %, en regard du trimestre précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés ont diminué de 87 millions de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent. Cette diminution tient à une baisse enregistrée dans les secteurs Services bancaires de gros et Gestion de patrimoine, en partie compensée par une augmentation dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires de gros ont diminué surtout du fait de la baisse des revenus de négociation. Les revenus autres que d'intérêts du secteur Gestion de patrimoine ont reculé étant donné une diminution des volumes de négociation et des commissions par opération liés aux activités de courtage en ligne au Canada, et une baisse des revenus tirés des commissions liés aux activités de conseil. Pour le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada,

la hausse des revenus autres que d'intérêts tient surtout à la forte croissance des volumes dans les activités rémunérées à la commission. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont augmenté du fait surtout de la hausse des volumes de produits, en partie annulée par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Pour la période depuis le début de l'exercice, les revenus autres que d'intérêts présentés se sont établis à 5 988 millions de dollars, en hausse de 1 347 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés depuis le début de l'exercice ont totalisé 5 971 millions de dollars, soit une augmentation de 661 millions de dollars, ou 12 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient à une hausse enregistrée dans les secteurs Services bancaires de gros, Gestion de patrimoine, Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. L'augmentation des revenus autres que d'intérêts dans le secteur Services bancaires de gros tient surtout aux lourdes pertes sur actions subies dans le portefeuille de placement au cours de la période correspondante. Les revenus autres que d'intérêts du secteur Gestion de patrimoine se sont accrus du fait de la hausse des revenus tirés des commissions attribuable à l'augmentation des actifs moyens des clients dans les activités de gestion de placement et les activités de conseil, et à l'inclusion des acquisitions au Royaume-Uni, en partie contrebalancées par la réduction des commissions par opération dans les activités de courtage en ligne. Pour le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, la hausse des revenus autres que d'intérêts tient surtout à la forte croissance des volumes dans les activités rémunérées à la commission. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont augmenté par suite de la hausse des revenus tirés des commissions, en partie annulée par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien.

Provision pour pertes sur créances

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Au cours du trimestre, la Banque a comptabilisé une provision pour pertes sur créances totalisant 339 millions de dollars, soit une baisse de 218 millions de dollars, ou 39 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse reflète la diminution des provisions constituées pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires de gros et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Sur une base rajustée, la provision pour pertes sur créances a baissé de 153 millions de dollars, ou 31 %. La provision générale établie pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros est restée inchangée au 31 juillet 2010 par rapport au 30 avril 2010.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

La provision pour pertes sur créances pour le troisième trimestre a baissé de 26 millions de dollars, ou 7 %, en regard du trimestre précédent. La baisse reflète surtout une diminution des provisions constituées pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires de gros et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie contrebalancés par une reprise de 60 millions de dollars sur la provision générale dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros au cours du trimestre précédent. Sur une base rajustée, la provision pour pertes sur créances a baissé de 86 millions de dollars, ou 20 %.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

La provision pour pertes sur créances depuis le début de l'exercice s'est établie à 1 221 millions de dollars, en baisse de 738 millions de dollars, ou 38 %, en raison de la diminution des provisions constituées pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires de gros et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Sur une base rajustée, la provision pour pertes sur créances a atteint 1 281 millions de dollars, en baisse de 423 millions de dollars, ou 25 %.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Provisions pour pertes sur créances – spécifiques					
Provisions pour pertes sur créances (déduction faite des reprises) ²	380 \$	519 \$	442 \$	1 389 \$	1 274 \$
Recouvrements	(35)	(37)	(28)	(105)	(77)
	345	482	414	1 284	1 197
Provision pour pertes sur créances – générale²					
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros ³	–	(60)	65	(60)	255
Services de financement TD Inc. (anciennement VFC Inc.) ³	–	–	22	–	65
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	(7)	(59)	56	(10)	442
Divers	1	2	–	7	–
	(6)	(117)	143	(63)	762
Total	339 \$	365 \$	557 \$	1 221 \$	1 959 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

² Comprend des nouvelles provisions spécifiques nettes pour pertes sur créances de 27 millions de dollars (68 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010; 14 millions de dollars au premier trimestre de 2010; néant au troisième trimestre de 2009; néant au deuxième trimestre de 2009 et néant au premier trimestre de 2009) et une provision générale pour pertes sur créances de (28) millions de dollars ((60) millions de dollars au deuxième trimestre de 2010; (4) millions de dollars au premier trimestre de 2010; néant au troisième trimestre de 2009; 116 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et 93 millions de dollars au premier trimestre de 2009) liées aux titres de créance classés comme prêts.

³ À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros».

Frais autres que d'intérêts et ratio d'efficience

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 2 966 millions de dollars, une baisse de 79 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont été de 2 811 millions de dollars, en hausse de 88 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse a été causée par l'augmentation des frais dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine. La hausse des frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est imputable à l'augmentation de la rémunération de l'effectif et des coûts liés aux projets. Les frais du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont monté du fait des dépenses engagées pour les nouvelles succursales, de la rémunération et autres frais d'exploitation relatifs à la Riverside National Bank, des frais de conformité à la *Regulation E*, des investissements dans les infrastructures et des campagnes de publicité, le tout en partie contrebalancé par les synergies découlant de l'intégration de Commerce et l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Les frais du secteur Gestion de patrimoine ont monté du fait de la hausse de la rémunération variable et des commissions de suivi entraînée par l'accroissement des revenus tirés des valeurs d'actifs et des investissements accrus effectués pour soutenir la croissance de l'entreprise, le tout neutralisé en partie par une réduction de l'effectif dans les activités de gestion de patrimoine aux États-Unis.

Le ratio d'efficience de la Banque comme présenté s'est amélioré pour s'établir à 62,5 % alors qu'il était de 65,2 % au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté de la Banque s'est détérioré pour s'établir à 58,8 % alors qu'il avait été de 56,6 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Les frais autres que d'intérêts comme présentés ont monté de 13 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont monté de 7 millions de dollars en regard du trimestre précédent. La montée des frais autres que d'intérêts rajustés résulte d'une augmentation des frais dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, qui a été neutralisée en partie par une baisse dans le secteur Services bancaires de gros. Les frais du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont augmenté du fait de l'acquisition de Riverside, des frais liés à la conformité à la *Regulation E*, et des investissements effectués dans les infrastructures et les nouvelles succursales, en partie compensés par une baisse des coûts de crédit. La montée des frais du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est imputable à la hausse de la rémunération de l'effectif. Les frais du secteur Services bancaires de gros ont reculé du fait de la baisse de la rémunération variable attribuable à la diminution des revenus de négociation.

Le ratio d'efficience comme présenté s'est détérioré pour s'établir à 62,5 %, contre 61,9 % au trimestre précédent. Le ratio d'efficience rajusté s'est amélioré pour atteindre 58,8 %, en regard de 59,2 %.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts comme présentés ont atteint 8 900 millions de dollars, soit une baisse de 216 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont atteint 8 376 millions de dollars, une augmentation de 168 millions de dollars, ou 2 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient essentiellement à la croissance dans la plupart des secteurs, en partie annulée par un recul dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les frais du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont monté en raison de l'augmentation de la rémunération de l'effectif et des coûts liés aux projets. L'accroissement des frais du secteur Gestion de patrimoine s'explique par la hausse de la rémunération variable, par des commissions de suivi plus élevées et par l'accroissement des investissements effectués pour soutenir la croissance des activités, facteurs en partie neutralisés par une réduction des frais liés aux activités américaines de gestion de patrimoine. Les frais du secteur Services bancaires personnels et commerciaux des États-Unis ont diminué en raison de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien, en partie contrebalancé par les dépenses liées aux nouvelles succursales, une hausse des primes de la FDIC et la hausse des frais de recouvrement d'actifs et de sécurité.

Le ratio d'efficience comme présenté s'est amélioré, atteignant 61,2 %, par rapport à 69,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté s'est amélioré, atteignant 57,6 %, par rapport à 59,4 %.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la Banque rajuste ses résultats comme présentés pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la charge d'impôts sur les bénéfices est inscrite comme présentée et rajustée.

Le taux d'imposition réel comme présenté de la Banque a été de 21,5 % pour le troisième trimestre, contre 19,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 21,3 % pour le trimestre précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition réel de la Banque a été de 20,1 %, par rapport à 5,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à il y a un an s'explique surtout par une baisse des bénéfices exonérés d'impôt en regard des bénéfices dégagés au Canada et dans d'autres territoires assujettis à des taux d'imposition plus élevés.

Impôts sur les bénéficiaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>						<i>Neuf mois terminés les</i>			
	31 juillet 2010		30 avril 2010		31 juillet 2009 ¹		31 juillet 2010		31 juillet 2009 ¹	
Impôts au taux d'impôt sur les bénéficiaires canadien prévu par la loi	439 \$	30,5 %	442 \$	30,5 %	338 \$	31,7 %	1 349 \$	30,5 %	656 \$	31,7 %
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :										
Dividendes reçus	(64)	(4,4)	(77)	(5,3)	(48)	(4,5)	(202)	(4,6)	(265)	(12,8)
Écart de taux liés aux activités internationales	(87)	(6,1)	(76)	(5,2)	(98)	(9,2)	(273)	(6,2)	(359)	(17,3)
Divers – montant net	22	1,5	19	1,3	17	1,6	14	0,4	77	3,7
Charge d'impôts sur les bénéficiaires et taux d'impôt sur les bénéficiaires réel – comme présenté	310 \$	21,5 %	308 \$	21,3 %	209 \$	19,6 %	888 \$	20,1 %	109 \$	5,3 %

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Le taux d'imposition réel rajusté de la Banque a été de 24,0 % pour le trimestre, contre 23,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 22,0 % pour le trimestre précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition réel rajusté de la Banque a été de 22,0 %, par rapport à 17,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour la période considérée est attribuable principalement à une hausse du bénéfice net avant impôts et à une baisse proportionnelle des bénéfices exonérés d'impôt en regard des bénéfices dégagés au Canada et dans d'autres territoires assujettis à des taux d'imposition plus élevés.

Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéficiaires comme présentée et de la charge rajustée¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ²	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ²
Charge d'impôts sur les bénéficiaires – comme présentée	310 \$	308 \$	209 \$	888 \$	109 \$
Rajustements pour les éléments à noter : Économie (charge) d'impôts sur les bénéficiaires³					
Amortissement des actifs incorporels	46	48	56	148	177
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	39	(11)	(19)	20	126
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	3	–	39	28	105
Juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(6)	3	43	1	59
Impôts sur les bénéficiaires dus à la modification des taux d'impôt sur les bénéficiaires prévus par la loi	–	–	–	11	–
Réclamations d'assurance	–	–	–	(8)	–
Augmentation (reprise) de provisions générales dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros	–	(16)	19	(16)	77
Règlement d'un litige initié par des actionnaires de TD Banknorth	–	–	–	–	19
Cotisation spéciale imposée par la FDIC	–	–	20	–	20
Total des rajustements pour les éléments à noter	82	24	158	184	583
Charge d'impôts sur les bénéficiaires – rajustée	392 \$	332 \$	367 \$	1072 \$	692 \$
Taux d'impôt sur les bénéficiaires réel – rajusté⁴	24,0 %	22,0 %	23,0 %	22,0 %	17,8 %

¹ Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent rapport de gestion.

² Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

³ L'effet fiscal pour chaque élément à noter est calculé au moyen du taux d'imposition réel prévu par la loi de la personne morale applicable.

⁴ Le taux d'impôt sur les bénéficiaires réel rajusté correspond à la charge d'impôts sur les bénéficiaires rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net rajusté avant impôts.

RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour de quatre principaux secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et TD Assurance; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, la banque américaine la plus pratique, et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Les résultats de chaque secteur d'exploitation reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs liés aux activités du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés, le cas échéant, et, pour ces secteurs, elle indique que la mesure est rajustée. L'amortissement des frais liés aux actifs incorporels est compris dans le secteur Siège social. Par conséquent, le bénéfice net des secteurs d'exploitation est présenté avant l'amortissement des actifs incorporels, ainsi que tout autre élément à noter non attribué aux secteurs d'exploitation. Pour de l'information détaillée, consulter la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la rubrique «Description des activités» du rapport annuel 2009 et la note 34 afférente aux états financiers consolidés de 2009. Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement du capital investi de la Banque, lesquelles sont des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique «Notre rendement».

Le revenu d'intérêts net au sein des Services bancaires de gros est présenté en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéfices non imposables ou exonérés d'impôt, tels que les dividendes, est rajustée à la valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. L'augmentation selon l'équivalence fiscale du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts sur les bénéfices reflétée dans les résultats du secteur Services bancaires de gros est renversée dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 92 millions de dollars, en regard de 62 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et de 110 millions de dollars pour le trimestre précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rajustement de l'équivalence fiscale s'est élevé à 298 millions de dollars par rapport à 350 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent.

La Banque titrise des prêts et des créances de détail et comptabilise un gain ou une perte à la vente, y compris la constatation d'un actif lié aux droits conservés. Les pertes sur créances subies à l'égard des droits conservés après titrisation sont comptabilisées à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Aux fins de la présentation sectorielle, la provision pour pertes sur créances liée aux volumes titrisés est incluse dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, mais est renversée dans le secteur Siège social et reclassée à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts afin de respecter les PCGR.

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu d'intérêts net	1 819 \$	1 717 \$	1 650 \$	5 280 \$	4 680 \$
Revenus autres que d'intérêts	827	801	797	2 423	2 335
Total des revenus	2 646	2 518	2 447	7 703	7 015
Provision pour pertes sur créances	236	256	290	807	842
Frais autres que d'intérêts	1 222	1 187	1 170	3 603	3 499
Bénéfice net	841	761	677	2 322	1 850
Principaux volumes et ratios					
Rendement du capital investi	35,5 %	33,7 %	30,5 %	33,5 %	28,5 %
Marge sur les actifs productifs moyens (y compris les actifs titrisés)	2,92 %	2,92 %	2,96 %	2,92 %	2,91 %
Ratio d'efficience	46,2 %	47,1 %	47,8 %	46,8 %	49,9 %
Nombre de succursales de détail au Canada	1 116	1 115	1 113	1 116	1 113
Nombre moyen d'équivalents temps plein	34 573	33 726	32 746	33 860	32 606

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a été de 841 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 164 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 35,5 %, contre 30,5 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada proviennent des services bancaires aux particuliers, des services bancaires aux entreprises et des activités d'assurances. Les revenus pour le trimestre ont atteint 2 646 millions de dollars, soit une progression de 199 millions de dollars, ou 8 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent, qui découle principalement d'une forte croissance des volumes, surtout pour les prêts immobiliers garantis, les dépôts d'entreprises et les activités d'assurances. Par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, a augmenté de 20 milliards de dollars, ou 12 %, tandis que le volume des prêts à la consommation s'est accru de 3,9 milliards de dollars, ou 13 %. Le volume des prêts aux entreprises et des acceptations a été de 1,5 milliard de dollars, ou 5 % plus élevé. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 5,3 milliards de dollars, ou 4 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 6,9 milliards de dollars, ou 14 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont grimpé de 98 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La marge sur les actifs productifs moyens a diminué de 4 pnb, pour s'établir à 2,92 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, du fait que les marges plus élevées sur les prêts immobiliers garantis ont été annulées par une compression des marges sur les dépôts.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 236 millions de dollars, soit une diminution de 54 millions de dollars, ou 19 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux particuliers s'est établie à 222 millions de dollars, soit une baisse de 46 millions de dollars, ou 17 %, qui s'explique principalement par des conditions de crédit plus favorables résultant de l'amélioration du contexte économique et de l'emploi. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux entreprises a atteint 14 millions de dollars, en baisse de 8 millions de dollars, ou 36 %. La provision annualisée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,37 %, en baisse de 14 pdb en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets, y compris les activités liées aux cartes de crédit aux États-Unis, se sont établis à 525 millions de dollars, soit un repli de 9 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets des services bancaires commerciaux sont demeurés relativement bas, dans une large mesure en raison d'une gestion active. Les prêts douteux nets, exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 0,82 %, comparativement à 0,92 % au 31 juillet 2009.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 1 222 millions de dollars, en hausse de 52 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de la rémunération de l'effectif et des coûts liés aux projets.

Le nombre moyen d'équivalents temps plein (ETP) s'est accru de 1 827, ou 6 %, par rapport au troisième trimestre du dernier exercice, ce qui traduit l'investissement soutenu dans nos activités. Le ratio d'efficacité pour le trimestre s'est amélioré, atteignant 46,2 %, comparativement à 47,8 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada du trimestre a enregistré une hausse de 80 millions de dollars, ou 11 %, comparativement au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a atteint 35,5 %, contre 33,7 % pour le trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont grimpé de 128 millions de dollars, ou 5 %, comparativement au trimestre précédent, essentiellement sous l'effet d'un solide volume de prêts immobiliers garantis et de dépôts de particuliers et d'un plus grand nombre de jours civils au cours du trimestre considéré. La marge sur les actifs productifs moyens a été stable par rapport au dernier trimestre, s'établissant à 2,92 %. Par rapport au trimestre précédent, le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, s'est accru de 4,6 milliards de dollars, ou 3 %, celui des prêts à la consommation, de 1,2 milliard de dollars, ou 4 %, et celui des prêts aux entreprises et des acceptations, de 0,4 milliard de dollars, ou 1 %. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 3,4 milliards de dollars, ou 3 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 2,1 milliards de dollars, ou 4 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont augmenté de 108 millions de dollars, ou 14 %.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a baissé de 20 millions de dollars, ou 8 %. La provision pour pertes sur créances des services aux particuliers a diminué de 8 millions de dollars, ou 4 %, tandis que celle des services bancaires aux entreprises a été réduite de 12 millions de dollars, ou 47 %. Les prêts douteux nets ont augmenté de 20 millions de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent, dans une large mesure par suite de la diminution des provisions. Les prêts douteux nets, exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 0,82 %, comparativement à 0,81 % au 30 avril 2010.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont monté de 35 millions de dollars, ou 3 %, comparativement au trimestre précédent, conséquence de la hausse de la rémunération de l'effectif.

Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 847, ou 3 %. Le ratio d'efficacité du trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 46,2 %, contre 47,1 % au trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 s'est élevé à 2 322 millions de dollars, en hausse de 472 millions de dollars, ou 26 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi a atteint 33,5 %, contre 28,5 % pour la période correspondante.

Les revenus pour la période depuis le début de l'exercice ont atteint 7 703 millions de dollars, soit une progression de 688 millions de dollars, ou 10 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, qui découle principalement d'une forte croissance des volumes pour la plupart des produits bancaires. La marge sur les actifs productifs moyens pour la période depuis le début de l'exercice a gagné 1 pdb pour s'établir à 2,92 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse des marges sur les prêts immobiliers garantis, annulée en partie par une compression des marges sur les dépôts résultant de l'environnement de hausse des taux d'intérêt. Une croissance des volumes a été enregistrée surtout dans les prêts immobiliers garantis et les dépôts de particuliers et d'entreprises. Le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, s'est accru de 24,6 milliards de dollars, ou 13 %, et celui des prêts à la consommation, de 3,9 milliards de dollars, ou 14 %. Le volume des prêts aux entreprises et des acceptations a été de 1,4 milliard de dollars, ou 5 %, plus élevé. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 4,9 milliards de dollars, ou 4 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 6,7 milliards de dollars, ou 14 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont grimpé de 238 millions de dollars, ou 11 %.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les provisions pour pertes sur créances ont totalisé 807 millions de dollars, en baisse de 35 millions de dollars, ou 4 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux particuliers a atteint 729 millions de dollars, soit une diminution de 44 millions de dollars, et la provision pour pertes sur créances des services bancaires aux entreprises a été de 78 millions de dollars, soit une augmentation de 9 millions de dollars, ou 14 %. Les prêts douteux nets ont reculé de 9 millions de dollars, ou 2 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont atteint 3 603 millions de dollars, soit une hausse de 104 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait en bonne partie de l'augmentation de la rémunération de l'effectif, des dépenses liées aux projets et des pertes autres que sur créances, partiellement contrebalancée par une baisse des frais de litige et de la taxe sur le capital.

Pour la période depuis le début de l'exercice, le nombre moyen de postes ETP a monté de 1 254, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité pour la période depuis le début de l'exercice s'est amélioré pour se situer à 46,8 %, contre 49,9 % pour la période correspondante il y a un an.

Perspectives

Bien que nous continuions de profiter de notre position de chef de file pour les heures d'ouverture des succursales et les investissements soutenus dans notre réseau, nous prévoyons que la croissance des bénéfices ralentira jusqu'au début de 2011. Nous nous attendons également à ce que la croissance des revenus soit moins marquée, sous l'effet de l'accroissement contenu des volumes pour la plupart des produits et des pressions soutenues sur les marges exercées par la concurrence. Les pertes sur créances à l'égard des prêts aux particuliers devraient demeurer stables pendant le reste de l'exercice. Une forte croissance des activités sous-jacentes, en plus de l'amélioration des marges sur les produits, stimulera les activités d'assurances jusqu'à la fin de l'exercice considéré et au début du prochain exercice; cependant, les revenus demeureront quelque peu vulnérables à une hausse des coûts de réclamation. Les frais continueront d'être gérés prudemment, et nous continuerons de mettre l'accent sur les investissements soutenus appropriés dans nos activités et maintiendrons un levier d'exploitation positif.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu d'intérêts net	93 \$	80 \$	65 \$	239 \$	203 \$
Revenus autres que d'intérêts	523	532	497	1 579	1 415
Total des revenus	616	612	562	1 818	1 618
Frais autres que d'intérêts	447	452	424	1 345	1 257
Bénéfice net					
Division mondiale de gestion de patrimoine	117	111	95	329	248
TD Ameritrade	62	56	68	161	193
Total	179	167	163	490	441

Principaux volumes et ratios – Division mondiale de gestion de patrimoine

Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)	211	214	188	211	188
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	174	175	164	174	164
Rendement du capital investi	16,2 %	15,5 %	13,7 %	14,8 %	12,5 %
Ratio d'efficacité	72,6 %	73,9 %	75,4 %	74,0 %	77,7 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	7 027	7 112	6 893	7 057	6 896

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net pour le secteur Gestion de patrimoine a été de 179 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 16 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine, qui exclut TD Ameritrade, a atteint 117 millions de dollars, soit une hausse de 22 millions de dollars, ou 23 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse a été induite dans une large mesure par l'augmentation des revenus tirés des frais découlant de l'accroissement des actifs des clients ainsi que par la hausse de la marge d'intérêt nette. Le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade a rapporté un bénéfice net de 62 millions de dollars pour le trimestre, soit 6 millions de dollars, ou 9 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse s'explique par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien, contrebalancé en partie par l'augmentation des bénéfices de TD Ameritrade. Pour son troisième trimestre terminé le 30 juin 2010, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net de 179 millions de dollars US, soit une progression de 8 millions de dollars US, ou 5 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 16,2 %, comparativement à 13,7 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus de Gestion de patrimoine proviennent des activités de courtage en ligne, des activités de conseil et de la gestion d'actifs. Les revenus ont été de 616 millions de dollars pour le trimestre considéré, soit une hausse de 54 millions de dollars, ou 10 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs administrés et des actifs gérés, qui a entraîné la forte croissance des revenus tirés des commissions dans les activités de conseil et de gestion d'actifs, l'inclusion des acquisitions au Royaume-Uni et l'augmentation des prêts sur marge consentis aux clients et des soldes des dépôts, jumelés à l'amélioration de la marge d'intérêt nette. Cette hausse a été partiellement annulée par une diminution des volumes du côté des activités de courtage en ligne ainsi que par une baisse des commissions par opération au Canada du fait que des investisseurs actifs ont représenté une plus grande proportion des volumes de négociation.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont été de 447 millions de dollars, en hausse de 23 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de la rémunération variable et des commissions de suivi induite par la croissance des revenus découlant de l'augmentation des valeurs d'actifs dans les activités de conseil et les activités de gestion d'actifs, par l'augmentation des investissements afin de soutenir la croissance de l'entreprise et par l'inclusion des acquisitions au Royaume-Uni. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la diminution de l'effectif dans les activités américaines de gestion de patrimoine par suite de la compression des activités de consultation financière.

Le nombre moyen d'ETP a grimpé de 134, ou 2 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, conséquence surtout de l'ajout d'ETP par suite des acquisitions au Royaume-Uni, de l'augmentation des ETP en contact direct avec la clientèle et de la hausse des ETP de soutien affectés à l'infrastructure.

Ces éléments ont été partiellement annulés par une réduction de l'effectif dans les activités américaines de gestion de patrimoine. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 72,6 %, contre 75,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les actifs administrés, qui totalisaient 211 milliards de dollars au 31 juillet 2010, ont progressé de 23 milliards de dollars, ou 12 %, en regard du 31 juillet 2009. Les actifs gérés, qui totalisaient 174 milliards de dollars au 31 juillet 2010, se sont accrus de 10 milliards de dollars, ou 6 %, comparativement au 31 juillet 2009. Ces hausses reflètent l'appréciation des marchés et les nouveaux actifs nets de clients.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine pour le trimestre a enregistré une hausse de 12 millions de dollars, ou 7 %, comparativement au trimestre précédent. Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine a été de 6 millions de dollars, ou 5 %, plus élevé qu'au trimestre précédent, principalement sous l'effet de l'amélioration de la marge d'intérêt nette, en partie neutralisée par une baisse des volumes de négociation et des commissions par opération dans les activités canadiennes de courtage en ligne. Le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade a reflété une croissance du bénéfice net de 6 millions de dollars, ou 11 %, en regard du trimestre précédent, qui provient de l'augmentation des bénéfices de TD Ameritrade. Pour son troisième trimestre terminé le 30 juin 2010, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net en progression de 16 millions de dollars US, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 16,2 %, comparativement à 15,5 % pour le trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont monté de 4 millions de dollars en regard du trimestre précédent, essentiellement sous l'effet de l'augmentation des revenus attribuable à la hausse des prêts sur marge et des soldes des dépôts et de l'amélioration de la marge d'intérêt nette. La montée des revenus a été en partie contrebalancée par une diminution des volumes de négociation et des commissions par opération dans les activités canadiennes de courtage en ligne ainsi que par une baisse des revenus tirés des commissions dans les activités de conseil.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 5 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, conséquence de la baisse des frais liés aux volumes et de la diminution des frais dans les activités américaines de gestion de patrimoine.

Le nombre moyen de postes ETP a fléchi de 85 comparativement au trimestre précédent, traduisant les volumes d'affaires moindres et l'effectif réduit dans les activités américaines de gestion de patrimoine, en partie compensés par la hausse des postes ETP en contact direct avec la clientèle et l'ajout de postes ETP de soutien affecté aux investissements. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 72,6 %, contre 73,9 % au trimestre précédent.

Au 31 juillet 2010, les actifs administrés avaient diminué de 3 milliards de dollars en regard du 30 avril 2010. À cette même date, les actifs gérés avaient diminué de 1 milliard de dollars par rapport au 30 avril 2010. La diminution des actifs s'explique par l'incidence d'un marché défavorable sur les valeurs d'actifs, partiellement annulée par une augmentation des nouveaux actifs de clients.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 s'est élevé à 490 millions de dollars, soit une augmentation de 49 millions de dollars, ou 11 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine s'est établi à 329 millions de dollars, une hausse de 81 millions de dollars, ou 33 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout due à l'augmentation des honoraires attribuable à l'accroissement des actifs moyens de clients et à l'amélioration de la marge d'intérêt nette. Le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade a généré un bénéfice net de 161 millions de dollars, en baisse de 32 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse découle de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien et du léger recul des bénéfices de TD Ameritrade. Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2010, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net de 478 millions de dollars US, soit 9 millions de dollars US, ou 2 %, de moins que pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine a atteint 14,8 %, contre 12,5 % pour la période correspondante il y a un an.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 1 818 millions de dollars, en hausse de 200 millions de dollars, ou 12 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient essentiellement à l'augmentation des revenus tirés des commissions étant donné l'accroissement des actifs moyens de clients dans les activités de conseil et de gestion d'actifs, à la progression du revenu d'intérêts amenée par l'amélioration des marges sur les activités au Canada, à la croissance des volumes d'opérations et à l'inclusion des acquisitions au Royaume-Uni. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une baisse des commissions par opération dans les activités de courtage en ligne, induite par la fréquence accrue des placements effectués par les investisseurs actifs.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 345 millions de dollars, en hausse de 88 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la rémunération variable due à la hausse des revenus tirés des commissions liée à la croissance des actifs des clients, à l'augmentation des commissions de suivi liées à la progression des revenus étant donné l'accroissement des actifs gérés, à l'inclusion des acquisitions au Royaume-Uni, à l'augmentation des investissements afin de soutenir la croissance de l'entreprise, et à une charge de rémunération accrue associée à l'ajout de postes ETP. Ces augmentations ont été en partie neutralisées par une réduction des frais dans les activités américaines de gestion de patrimoine.

Le nombre moyen de postes ETP depuis le début de l'exercice a augmenté de 161, ou 2 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement du fait de l'ajout d'ETP liés aux acquisitions au Royaume-Uni, de l'augmentation du nombre d'ETP en contact direct avec la clientèle au Canada et de l'accroissement du nombre d'ETP affectés au traitement des volumes. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la diminution des postes ETP dans les activités américaines de gestion de patrimoine par suite de la compression des activités de consultation financière. Le ratio d'efficacité pour la période depuis le début de l'exercice s'est amélioré pour se situer à 74,0 %, contre 77,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Perspectives

Les perspectives pour le reste de l'exercice et pour le début de 2011 demeurent teintées d'un optimisme prudent et dépendent de la hausse graduelle des taux d'intérêt et de la stabilité des marchés boursiers. L'investissement dans les activités se poursuivra au rythme actuel de sorte à assurer la croissance future.

TD AMERITRADE HOLDING CORPORATION

Au 31 juillet 2010, le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade s'établissait à 45,95 % (44,8 % au 30 avril 2010 et 45,2 % au 31 juillet 2009) des actions émises et en circulation de TD Ameritrade.

Le 6 août 2010, la convention des actionnaires a été modifiée de façon à ce que i) la Banque ait jusqu'au 24 janvier 2014 pour ramener à 45 % sa participation dans TD Ameritrade; ii) la Banque soit tenue d'entreprendre la réduction de sa participation dans TD Ameritrade et de la poursuivre tant que la Banque pourra se prévaloir d'un cours par action de TD Ameritrade égal ou supérieur à la valeur comptable moyenne par action de TD Ameritrade alors applicable pour la Banque; et iii) dans le cadre d'un rachat d'actions par TD Ameritrade, la participation de la Banque dans TD Ameritrade ne dépasse pas 48 %.

Les états financiers condensés de TD Ameritrade, fondés sur ses états financiers consolidés déposés auprès de la SEC, sont présentés comme suit :

Bilan consolidé condensé

(en millions de dollars américains)

	<i>Aux</i>	
	30 juin 2010	30 sept. 2009
Actif		
Montants à recevoir des courtiers et des organismes de compensation	782 \$	1 778 \$
Montants à recevoir des clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	7 531	5 712
Autres actifs	5 619	10 882
Total de l'actif	13 932 \$	18 372 \$
Passif		
Montants à payer aux courtiers et aux organismes de compensation	1 974 \$	2 492 \$
Montants à payer aux clients	5 896	9 915
Autres passifs	2 230	2 414
Total du passif	10 100	14 821
Avoir des actionnaires	3 832	3 551
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	13 932 \$	18 372 \$

État des résultats consolidé condensé

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	30 juin 2010	30 juin 2009	30 juin 2010	30 juin 2009
Revenus				
Revenu d'intérêts net	111 \$	99 \$	311 \$	251 \$
Revenus tirés des commissions et autres revenus	581	515	1 641	1 499
Total des revenus	692	614	1 952	1 750
Frais d'exploitation				
Salaires et avantages sociaux	156	128	468	366
Divers	236	196	716	545
Total des frais d'exploitation	392	324	1 184	911
Autres frais	11	10	42	34
Bénéfices avant impôts	289	280	726	805
Charge d'impôts sur les bénéfices	110	109	248	318
Bénéfice net¹	179 \$	171 \$	478 \$	487 \$
Bénéfice par action – de base	0,31 \$	0,30 \$	0,81 \$	0,84 \$
Bénéfice par action – dilué	0,30 \$	0,30 \$	0,80 \$	0,83 \$

¹ La quote-part de la Banque du bénéfice net de TD Ameritrade est assujettie à des rajustements liés à l'amortissement des actifs incorporels.

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>					
	Dollars canadiens			Dollars américains		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	909 \$	879 \$	873 \$	874 \$	856 \$	771 \$
Revenus autres que d'intérêts	314	294	263	302	289	232
Total des revenus	1 223	1 173	1 136	1 176	1 145	1 003
Provision pour pertes sur créances – prêts	132	159	183	127	154	163
Provision pour pertes sur créances – titres de créance classés comme prêts	(1)	9	–	(1)	8	–
Provision pour pertes sur créances – total	131	168	183	126	162	163
Frais autres que d'intérêts – comme présentés	724	677	783	696	659	691
Frais autres que d'intérêts – rajustés	716	677	673	688	659	594
Bénéfice net – comme présenté	282	245	172	271	241	151
Bénéfice net – rajusté	287	245	242	276	241	213
Principaux volumes et ratios						
Rendement du capital investi	6,4 %	5,6 %	5,0 %	6,4 %	5,6 %	5,0 %
Marge sur les actifs productifs moyens	3,47 %	3,59 %	3,40 %	3,47 %	3,59 %	3,40 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	59,2 %	57,7 %	68,9 %	59,2 %	57,7 %	68,9 %
Ratio d'efficacité – rajusté	58,5 %	57,7 %	59,2 %	58,5 %	57,7 %	59,2 %
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 100	1 114	1 023	1 100	1 114	1 023
Nombre moyen d'équivalents temps plein	20 181	19 387	19 637	20 181	19 387	19 637

	<i>Neuf mois terminés les</i>			
	Dollars canadiens		Dollars américains	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	2 617 \$	2 767 \$	2 518 \$	2 312 \$
Revenus autres que d'intérêts	923	844	890	705
Total des revenus	3 540	3 611	3 408	3 017
Provision pour pertes sur créances – prêts	483	523	463	439
Provision pour pertes sur créances – titres de créance classés comme prêts	17	209	16	170
Provision pour pertes sur créances – total	500	732	479	609
Frais autres que d'intérêts – comme présentés	2 147	2 407	2 064	2 012
Frais autres que d'intérêts – rajustés	2 067	2 116	1 988	1 767
Bénéfice net – comme présenté	708	511	684	428
Bénéfice net – rajusté	759	698	733	585
Principaux volumes et ratios				
Rendement du capital investi	5,7 %	4,5 %	5,7 %	4,5 %
Marge sur les actifs productifs moyens	3,49 %	3,53 %	3,49 %	3,53 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	60,6 %	66,7 %	60,6 %	66,7 %
Ratio d'efficacité – rajusté	58,4 %	58,6 %	58,4 %	58,6 %
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 100	1 023	1 100	1 023
Nombre moyen d'équivalents temps plein	19 564	19 713	19 564	19 713

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en dollars canadiens, pour le trimestre s'est établi à 282 millions de dollars, soit un bond de 110 millions de dollars, ou 64 %, et le bénéfice net rajusté a été de 287 millions de dollars, soit une progression de 45 millions de dollars, ou 19 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse du bénéfice net comme présenté et rajusté de 24 millions de dollars et de 25 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre considéré. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 6,4 %, contre 5,0 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

En dollars américains, les revenus ont été de 1 176 millions de dollars US pour le trimestre, soit une hausse de 173 millions de dollars US, ou 17 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à une croissance générale pour la plupart des activités et des catégories, y compris une forte poussée des revenus tirés des activités de détail découlant d'une nouvelle structure de frais mise en œuvre après l'intégration de Commerce et l'acquisition de Riverside. Les revenus tirés des commissions selon cette structure combinée devraient diminuer au quatrième trimestre de l'exercice précédent par suite de l'entrée en vigueur du *Regulation E*. La marge sur les actifs productifs moyens a augmenté de 7 pdb, pour s'établir à 3,47 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse des marges sur les prêts. Les prêts moyens ont grimpé de 4,2 milliards de dollars US, ou 8 %, la moyenne des prêts aux particuliers ayant monté de 3,2 milliards de dollars US, ou 18 %, surtout par suite d'une augmentation de 2,5 milliards de dollars des prêts hypothécaires résidentiels, et la moyenne des prêts aux entreprises ayant grimpé de 1,0 milliard de dollars US, ou 3 %. Les dépôts moyens ont été de 24,6 milliards de dollars US, ou 24 %, plus élevés, y compris une augmentation de 17,7 milliards de dollars US des comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade (auparavant les comptes de dépôt du marché monétaire). Le volume moyen des

dépôts, compte non tenu de l'incidence des comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade, s'est accru de 6,9 milliards de dollars US, ou 9 %. Les volumes de dépôts d'entreprises (excluant les dépôts des gouvernements) ont progressé de 3,5 milliards de dollars US, ou 14 %, les volumes de dépôts des gouvernements ont reculé de 1,2 milliard de dollars US, ou 9 %, et les volumes de dépôts des particuliers ont monté de 4,6 milliards de dollars US, ou 11 %.

Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 126 millions de dollars US, soit une diminution de 37 millions de dollars US, ou 23 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts pour le trimestre s'est établie à 127 millions de dollars US, soit une diminution de 36 millions de dollars US, ou 22 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts exprimée en pourcentage du volume des prêts s'est établie à 0,89 %, soit 34 pdb de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets comprennent des actifs des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ainsi que des actifs acquis aux termes d'un accord de partage des pertes conclu avec la FDIC («actifs couverts»), lesquels réduisent sensiblement le risque de pertes sur créances de la Banque. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance douteux classés comme prêts et des actifs couverts, ont totalisé 1 046 millions de dollars US, soit une hausse de 358 millions de dollars US, ou 52 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse est en grande partie attribuable aux nouveaux prêts douteux découlant de la faiblesse du marché immobilier commercial aux États-Unis et de l'incidence de la récession. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts et des actifs couverts, exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 1,8 %, contre 1,3 % au 31 juillet 2009. Les titres de créance douteux nets classés comme prêts atteignaient 966 millions de dollars US au 31 juillet 2010, et les prêts douteux couverts atteignaient 40 millions de dollars US à la même date.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 696 millions de dollars US, en hausse de 5 millions de dollars, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre se sont établis à 688 millions de dollars US, soit une hausse de 94 millions de dollars US, ou 16 %, amenée surtout par des charges relatives aux nouvelles succursales, la rémunération et d'autres charges d'exploitation associées à la Riverside National Bank, les coûts de conformité au *Regulation E*, les investissements dans l'infrastructure et les campagnes de publicité. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par les synergies liées à l'intégration de Commerce.

Le nombre moyen d'ETP s'est accru de 544, ou 3 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Cet accroissement tient aux acquisitions en Floride et à l'ouverture de 34 nouvelles succursales depuis le troisième trimestre de l'exercice précédent, en partie neutralisées par les efforts d'intégration et les regroupements de succursales. Le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 59,2 % alors qu'il avait été de 68,9 % au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 58,5 %, par rapport à 59,2 % pour l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

En dollars canadiens, le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis pour le trimestre a enregistré une hausse de 37 millions de dollars, ou 15 %, et le bénéfice net rajusté a augmenté de 42 millions de dollars, ou 17 %, comparativement au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 6,4 %, contre 5,6 % pour le trimestre précédent.

En dollars américains, les revenus pour le trimestre ont grimpé de 31 millions de dollars US, ou 3 %, en regard du trimestre précédent, essentiellement par suite de l'accroissement des volumes de produits, en partie annulé par le ralentissement des activités de remboursement anticipé sur les prêts et les valeurs mobilières. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé de 12 pdb pour s'établir à 3,47 % par rapport au trimestre précédent, surtout du fait du ralentissement des activités de remboursement anticipé sur les prêts et les valeurs mobilières. Les écarts de taux sur les dépôts et les prêts sont demeurés stables. Les prêts moyens ont progressé de 2,8 milliards de dollars US, ou 5 %, en regard du trimestre précédent, la moyenne des prêts aux entreprises ayant monté de 1,5 milliard de dollars US, ou 4 %, et la moyenne des prêts aux particuliers ayant grimpé de 1,3 milliard de dollars US, ou 7 %. Les dépôts moyens ont été de 4,1 milliards de dollars US, ou 3 %, plus élevés qu'au trimestre précédent, y compris une hausse de 1,5 milliard de dollars US des dépôts moyens dans les comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade. Le volume moyen des dépôts, compte non tenu de l'incidence de ces comptes de dépôt assurés, s'est accru de 2,6 milliards de dollars US, ou 3 %, étant donné que les dépôts d'entreprises (à l'exception des dépôts des gouvernements) ont enregistré une croissance de 4 %, que les dépôts des gouvernements ont glissé de 8 % et que le volume des dépôts des particuliers s'est hissé de 6 %.

Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre a marqué une baisse de 36 millions de dollars US, ou 22 %. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts a diminué de 27 millions de dollars US, ou 18 %, comparativement au trimestre précédent. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,89 %, en baisse de 28 pdb en regard du trimestre précédent. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance douteux classés comme prêts et des actifs couverts, ont totalisé 1 046 millions de dollars US, soit une augmentation de 46 millions de dollars US, ou 5 %, en regard du trimestre précédent. Cette augmentation s'explique en grande partie par les nouveaux prêts douteux et par les bas niveaux de radiations. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts et des actifs couverts, exprimés en pourcentage du total des prêts ont été stables par rapport au trimestre précédent, représentant 1,8 %. Les titres de créance douteux classés comme prêts ont totalisé 966 millions de dollars US, soit une hausse de 264 millions de dollars US, ou 38 %, en regard du trimestre précédent. Le moment de la dépréciation dépend du rendement des garanties sous-jacentes. La hausse d'un trimestre à l'autre cadre avec les attentes de la direction. La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts a diminué de 9 millions de dollars US comparativement au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 37 millions de dollars US, ou 6 %, plus élevés qu'au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre ont grimpé de 29 millions de dollars US, ou 4 %, par suite essentiellement de l'acquisition de Riverside, des coûts liés à la conformité au *Regulation E* ainsi que des investissements dans l'infrastructure et des nouvelles succursales.

Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 794, ou 4 %, en regard du trimestre précédent, en raison surtout des acquisitions en Floride et des investissements dans des nouvelles succursales. Pour le trimestre, le ratio d'efficacité comme présenté s'est détérioré pour s'établir à 59,2 %, par rapport à 57,7 % pour le trimestre précédent, de même que le ratio d'efficacité rajusté qui a atteint 58,5 %, contre 57,7 % pour le trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en dollars canadiens, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, a été de 708 millions de dollars, en hausse de 197 millions de dollars, ou 39 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 s'est élevé à 759 millions de dollars, en hausse de 61 millions de dollars, ou 9 %. Bien que le bénéfice net comme présenté et rajusté ait augmenté comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné, pour la période considérée, une diminution du bénéfice net comme présenté et rajusté de respectivement 107 millions de dollars et 115 millions de dollars. En dollars américains, pour la période depuis le début de l'exercice, le bénéfice net rajusté s'est élevé à 733 millions de dollars US, en hausse de 148 millions de dollars US, ou 25 %. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi a atteint 5,7 %, contre 4,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

En dollars américains, les revenus pour la période depuis le début de l'exercice ont atteint 3 408 millions de dollars US, soit une augmentation de 391 millions de dollars US, ou 13 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à des revenus tirés des commissions plus élevés, résultat en partie d'une structure combinée de frais de dépôt instaurée dans le cadre de la conversion de Commerce, à des écarts de taux accrus sur les produits, ainsi qu'à la croissance globale des dépôts et des prêts, partiellement contrebalancés par le ralentissement des activités de remboursement anticipé sur les prêts et les valeurs mobilières. Les revenus tirés des commissions selon la structure combinée devraient diminuer au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation plus tard cette année. La marge sur les actifs productifs moyens pour la période depuis le début de l'exercice a reculé de 4 pdb pour s'établir à 3,49 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du ralentissement des activités de remboursement anticipé sur les prêts et les valeurs mobilières, en partie neutralisé par l'amélioration des écarts de taux sur les produits.

Pour la période depuis le début de l'exercice, la provision pour pertes sur créances a totalisé 479 millions de dollars US, soit 130 millions de dollars US, ou 21 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts s'est établie à 463 millions de dollars US, soit 24 millions de dollars US, ou 5 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout au niveau accru des radiations et à des réserves plus importantes, conséquences de la récession économique aux États-Unis. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exprimée en pourcentage du volume des prêts, a représenté 1,13 %, soit une diminution de 2 pdb en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts a été de 16 millions de dollars US, soit une diminution de 154 millions de dollars US, ou 91 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, qui s'explique par la constitution de provisions adéquates à l'exercice précédent.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts comme présentés ont totalisé 2 064 millions de dollars US, en hausse de 52 millions de dollars US, ou 3 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'élément à noter au titre des frais d'intégration liés à l'acquisition de Commerce et des acquisitions facilitées par la FDIC, les frais autres que d'intérêts rajustés se sont établis à 1 988 millions de dollars US, soit une hausse de 221 millions de dollars US, ou 13 %. Cette hausse s'explique dans une large mesure par les frais relatifs aux nouvelles succursales, par l'augmentation des primes de la FDIC, par des niveaux accrus d'actifs recouverts et par des frais liés à la sécurité.

Pour la période depuis le début de l'exercice, le nombre moyen de postes ETP a diminué de 149 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution découle des efforts d'intégration et des regroupements de succursales, compensés en partie par l'ajout de postes ETP par suite de l'ouverture de 34 nouvelles succursales depuis le troisième trimestre de l'exercice précédent et des acquisitions facilitées par la FDIC au cours de la période considérée. Le ratio d'efficacité comme présenté depuis le début de l'exercice s'est amélioré, passant à 60,6 % contre 66,7 % à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que le ratio d'efficacité rajusté est demeuré relativement stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le 16 avril 2010, TD Bank a acquis certains éléments d'actif et a pris en charge certains éléments de passif de trois banques floridiennes dans le cadre d'opérations facilitées par la FDIC. Le 17 mai 2010, la Banque a annoncé la signature d'une entente définitive avec The South Financial Group Inc. (South Financial) selon laquelle la Banque acquerra la totalité des actions ordinaires en circulation de South Financial pour environ 61 millions de dollars au comptant ou en actions ordinaires de la Banque. En outre, immédiatement avant la clôture de la transaction, le Département du Trésor des États-Unis vendra à la Banque ses actions privilégiées de South Financial et les bons de souscription associés acquis dans le cadre du Capital Purchase Program du Département du Trésor, et libérera tous les dividendes accumulés et non versés sur ces actions pour une contrepartie totale au comptant d'environ 131 millions de dollars. La transaction est conditionnelle à l'approbation des actionnaires de South Financial et de certains organismes de réglementation restants. Le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale a approuvé la transaction le 22 juillet 2010. L'assemblée des actionnaires aura lieu le 28 septembre 2010 et, sous réserve de l'obtention des approbations nécessaires, la transaction devrait être conclue peu après. La transaction devrait être conclue au quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Perspectives

Nous nous attendons à une croissance soutenue des volumes de prêts pendant le reste de 2010. La croissance interne des dépôts devrait continuer d'être stimulée par les succursales existantes, tandis qu'une modification au *Regulation E*, ou la loi intitulée *Electronic Funds Transfer Act*, aux États-Unis devrait, compte tenu des stratégies d'atténuation, faire diminuer les revenus d'environ 40 à 50 millions de dollars US par trimestre à compter du quatrième trimestre de 2010. La modification au *Regulation E* interdit aux institutions financières d'imposer des frais de découvert aux consommateurs sur les opérations de paiement effectuées à un guichet automatique et à un point de vente qui donnent lieu à un découvert.

D'ici la fin de l'exercice, la provision pour pertes sur créances devrait s'améliorer par rapport aux niveaux actuels. On prévoit que les principaux inducteurs de rendement pour le reste de 2010 seront les dépôts de base et la croissance des prêts, la gestion de la qualité du crédit et les prix compétitifs.

Services bancaires de gros

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu d'intérêts net (équivalence fiscale)	430 \$	456 \$	527 \$	1 399 \$	1 909 \$
Revenus autres que d'intérêts	146	252	349	798	426
Total des revenus	576	708	876	2 197	2 335
Provision pour pertes sur créances	(16)	10	32	2	157
Frais autres que d'intérêts	323	372	326	1 071	1 070
Bénéfice net	179	220	327	771	765

Principaux volumes et ratios

Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars canadiens)

	32	32	36	32	36
Rendement du capital investi	22,7 %	29,0 %	40,2 %	32,5 %	25,6 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	56,1 %	52,5 %	37,2 %	48,7 %	45,8 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	3 291	3 110	3 035	3 165	3 029

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre a été de 179 millions de dollars, en baisse de 148 millions de dollars, ou 45 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse est attribuable au recul des activités de transaction d'instruments à taux fixe, d'instruments de crédit et de monnaies étrangères, contrebalancé en partie par l'amélioration des résultats des activités de négociation d'actions et du portefeuille de placement. Au troisième trimestre de l'exercice précédent, les résultats avaient été excellents du fait de la reprise remarquable des marchés des capitaux, laquelle avait donné lieu à l'accroissement des valeurs d'actifs et de la liquidité du marché. Le contexte d'exploitation difficile au trimestre considéré a contrasté avec les marchés très favorables du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'incertitude qui règne dans les marchés ainsi que les préoccupations à l'égard du crédit ont réduit l'appétit pour le risque, ce qui a donné lieu à l'élargissement des écarts de taux et à la diminution des possibilités de transaction. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre s'est établi à 22,7 %, contre 40,2 % au troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui traduit un taux de rendement davantage normalisé.

Les revenus des Services bancaires de gros sont principalement tirés des activités relatives aux marchés financiers et aux prêts aux grandes entreprises. Les revenus ont été de 576 millions de dollars pour le trimestre considéré, soit 300 millions de dollars, ou 34 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. À l'exercice précédent, les conditions de marché étaient favorables, car la reprise des marchés des capitaux ainsi qu'une position concurrentielle améliorée avaient entraîné un rétablissement des écarts de taux, un accroissement des valeurs d'actifs, une augmentation des activités clients et un élargissement des marges acheteur-vendeur, éléments qui avaient permis de dégager des rendements records pour toutes les activités, y compris des résultats particulièrement solides dans les activités de transaction d'instruments à taux fixe, d'instruments de crédit et de monnaies étrangères. Les honoraires de prise ferme ont également diminué en regard de l'exercice précédent, alors que la reprise des marchés financiers avait accru les activités d'émission par les clients. Cette baisse a été en partie annulée par des gains réalisés et des distributions gagnées dans le portefeuille de placements, comparativement à des pertes nettes sur valeurs mobilières pour le troisième trimestre du dernier exercice.

La provision pour pertes sur créances comprend les provisions spécifiques pour pertes sur créances et le coût de la protection de crédit, déduction faite des recouvrements sur les provisions comptabilisées par le passé. Le montant net du recouvrement pour le trimestre s'est établi à 16 millions de dollars, alors que la provision pour perte sur créances avait été de 32 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les recouvrements de provisions comptabilisées par le passé au trimestre considéré ont été en partie neutralisés par le coût de la protection à l'égard des swaps sur défaillance de crédit. Au troisième trimestre de l'exercice précédent, la provision pour pertes sur créances comprenait des provisions spécifiques de 21 millions de dollars, en plus du coût de la protection à l'égard des swaps sur défaillance de crédit. Les prêts douteux nets ont atteint 63 millions de dollars, en baisse de 70 millions de dollars, ou 53 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établis à 323 millions de dollars, soit 3 millions de dollars, ou 1 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison essentiellement du recul de la rémunération variable, annulé en partie par l'augmentation des coûts d'exploitation découlant de l'investissement dans l'infrastructure de gestion des risques et de contrôle.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Le bénéfice net des Services bancaires de gros pour le trimestre a reculé de 41 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, principalement à cause de l'incertitude accrue sur les marchés mondiaux qui a provoqué une baisse des flux de transaction, un repli des activités d'émission ainsi qu'une diminution des revenus tirés de la négociation d'actions. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 22,7 %, contre 29,0 % pour le trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont fléchi de 132 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, principalement sous l'effet de la diminution des revenus de transaction d'instruments à taux fixe et d'instruments de crédit. Les écarts de taux se sont creusés au cours du trimestre considéré, car la demande pour des actifs risqués a glissé, entraînant une baisse des valeurs d'actifs et un recul de l'activité de la clientèle. Les activités de négociation d'actions ont également baissé, de même que les activités d'émission d'actions. En outre, au trimestre précédent, les revenus liés à l'abandon de positions secondaires avaient été plus élevés.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a diminué de 26 millions de dollars, comparativement au trimestre précédent, en raison de recouvrements réalisés au cours du trimestre considéré. La provision pour pertes sur créances du trimestre comprend le coût de la protection de crédit de 8 millions de dollars, contre 9 millions de dollars au trimestre précédent. Pour le trimestre considéré, ces coûts ont été plus que compensés par les

recouvrements sur certains prêts à des grandes entreprises. Les prêts douteux nets ont baissé de 71 millions de dollars, ou 53 %, en regard du trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont diminué de 49 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, du fait de la baisse de la rémunération variable, conséquence des revenus de transactions moindres.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le bénéfice net des Services bancaires de gros pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 s'est élevé à 771 millions de dollars, soit une augmentation de 6 millions de dollars, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est surtout attribuable aux modestes gains sur valeurs mobilières réalisés au cours de l'exercice considéré, qui contrastent avec les pertes subies pour la période correspondante de l'exercice précédent du fait des dessaisissements et des dépréciations dans le portefeuille de placement. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi a atteint 32,5 %, contre 25,6 % pour la période comparative de l'exercice précédent. Cette amélioration a été atténuée par des baisses des revenus de transactions attribuables au marché au cours des trois premiers trimestres de l'exercice considéré, ainsi qu'à un recouvrement à l'annulation d'un engagement de prêt qui avait été comptabilisé au cours de la période comparative de l'exercice précédent.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les revenus ont atteint 2 197 millions de dollars, soit une baisse de 138 millions de dollars, ou 6 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable au repli des activités de transaction d'instruments à taux fixe et de monnaies étrangères, compensé en partie par les gains sur valeurs mobilières réalisés depuis le début de l'exercice considéré, qui contrastent avec les pertes importantes subies dans le portefeuille de placement au cours de la période comparative. Aussi au cours de la période comparative, les baisses de taux considérables, une volatilité élevée et des écarts acheteur-vendeur élargis avaient donné lieu à un environnement favorable à la transaction d'instruments à taux fixe et de monnaies étrangères. En outre, les honoraires de prise ferme avaient monté, induits par une hausse des activités d'émission à mesure que les clients raffermissaient leur bilan. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent comprenaient également un recouvrement à l'annulation d'un engagement de prêt. Depuis le début de l'exercice considéré, les revenus de prêts aux grandes entreprises ont été plus élevés en raison du renouvellement du portefeuille à des taux supérieurs.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les provisions pour pertes sur créances ont totalisé 2 millions de dollars, un bond de 155 millions de dollars, ou 99 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances pour la période puis le début de l'exercice considéré est essentiellement composée du coût de la protection à l'égard de swaps sur défaillance de crédit, partiellement annulé par les recouvrements sur certains prêts à des grandes entreprises. Les provisions spécifiques pour la période correspondante de l'exercice précédent comprenaient des provisions spécifiques pour des prêts à trois grandes entreprises et à un client de capital-investissement.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts comme présentés ont été stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, totalisant 1 071 millions de dollars. Ces frais comprennent la hausse des coûts d'exploitation découlant des investissements dans l'infrastructure de gestion des risques et de contrôle, compensée par la diminution de la rémunération variable.

Perspectives

Les Services bancaires de gros ont connu un excellent trimestre malgré les conditions de marché plus difficiles. Nous nous attendons à ce que ces conditions demeurent exigeantes à court terme, puisque le crédit reste au cœur des préoccupations et que les activités d'émission n'ont pas encore repris. La conjoncture au quatrième trimestre de 2010 ne sera pas aussi reluisante que celle du quatrième trimestre de 2009, quand les marchés avaient rebondi de façon exceptionnelle après la crise financière. Nous sommes toutefois en bonne situation pour tirer parti du redémarrage des marchés, puisque nous avons augmenté notre capacité du côté des services bancaires de placement et que nous continuons d'étendre nos activités nord-américaines de transaction d'instruments à taux fixe, de monnaies étrangères et d'instruments sur marchandises.

Siège social

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Perte nette du secteur Siège social – comme présentée	(304) \$	(217) \$	(427) \$	(641) \$	(1 457) \$
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹					
Amortissement des actifs incorporels	117	123	122	352	376
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente	14	(23)	43	(13)	377
Diminution (augmentation) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(9)	2	75	–	107
Économie d'impôts sur les bénéfices liée à une modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	–	–	–	(11)	–
Augmentation (reprise) de provisions générales dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros ²	–	(44)	46	(44)	178
Reprise de provision pour réclamations d'assurance	–	–	–	(17)	–
Règlement d'un litige initié par des actionnaires de TD Banknorth	–	–	–	–	39
Cotisation spéciale imposée par la FDIC	–	–	35	–	35
Total des rajustements pour les éléments à noter	122	58	321	267	1 112
Perte nette attribuable au secteur Siège social – rajustée	(182) \$	(159) \$	(106) \$	(374) \$	(345) \$
Ventilation des éléments inclus dans la perte nette – rajustée					
Titrisation nette	(17) \$	2 \$	(15) \$	(20) \$	(8) \$
Frais nets du secteur Siège social	(80)	(98)	(96)	(240)	(225)
Divers	(85)	(63)	5	(114)	(112)
Perte nette attribuable au secteur Siège social – rajustée	(182) \$	(159) \$	(106) \$	(374) \$	(345) \$

¹ Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non-conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent rapport de gestion.

² À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Augmentation (reprise) de provisions générales dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros».

Les résultats rajustés sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» pour obtenir des précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et rajustés.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Le secteur Siège social a comptabilisé une perte nette comme présentée de 304 millions de dollars pour le trimestre, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 427 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre est de 182 millions de dollars, par rapport à 106 millions de dollars. Comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent, l'augmentation de la perte nette rajustée tient surtout à des éléments fiscaux défavorables et à des pertes découlant des activités de couverture et de trésorerie, contrebalancées en partie par une baisse des frais nets du Siège social.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre a été de 304 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 217 millions de dollars pour le trimestre précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre a été de 182 millions de dollars, par rapport à 159 millions de dollars pour le trimestre précédent. L'augmentation de la perte nette rajustée est essentiellement attribuable à un élément fiscal défavorable et à des pertes de titrisation, partiellement compensés par le bénéfice net provenant des autres activités de trésorerie et par une baisse des frais net du Siège social.

Depuis le début de l'exercice – T3 2010 par rapport au T3 2009

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, la perte nette comme présentée du Siège social a été de 641 millions de dollars, par rapport à 1 457 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 a été de 374 millions de dollars, par rapport à 345 millions de dollars. L'augmentation de la perte nette rajustée s'explique principalement par des pertes de titrisation et par la hausse des frais nets du Siège social.

Perspectives

La perte du secteur Siège social pour le trimestre considéré a été plus élevée que prévu en raison des facteurs susmentionnés. Les résultats du Siège social sont, de par la nature du secteur, difficiles à prévoir. Cependant, nous nous attendons à ce que la perte nette demeure élevée au quatrième trimestre, surtout en raison de la hausse des frais nets du Siège social, de l'incidence de l'environnement de bas taux d'intérêt que nous connaissons actuellement et des éléments liés à la liquidité. Certains changements de méthodes visant à réduire la perte nette du Siège social par une répartition aux autres secteurs sont présentement envisagés pour l'exercice 2011.

REVUE DU BILAN

Depuis le début de l'exercice - T3 2010 par rapport au T4 2009

Sommaire du bilan

Les variations du bilan de la Banque sont principalement attribuables à la croissance des dépôts du côté de TD Ameritrade qui ont été investis dans des valeurs mobilières disponibles à la vente, ainsi qu'à l'augmentation des valeurs mobilières prises en pension du côté des Services bancaires de gros.

Le **total des actifs** s'établissait à 603 milliards de dollars au 31 juillet 2010, soit 46 milliards de dollars, ou 8 %, de plus qu'au 31 octobre 2009.

L'augmentation nette reflète une hausse de 22 milliards de dollars des valeurs mobilières, une progression de 20 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension, une augmentation de 1 milliard de dollars des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques et une montée de 5 milliards de dollars des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances), en partie contrebalancées par une diminution des autres actifs de 4 milliards de dollars. L'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse de 9 milliards de dollars de la valeur du total des actifs de la Banque.

Les **valeurs mobilières** ont enregistré une augmentation en bonne partie attribuable à la hausse de 18 milliards de dollars des valeurs mobilières disponibles à la vente, reflétant l'investissement des dépôts du côté de TD Ameritrade. L'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse de 4 milliards de dollars de la valeur des valeurs mobilières de la Banque.

Les **valeurs mobilières prises en pension** ont augmenté dans une large mesure du fait d'une hausse de 20 milliards de dollars dans les Services bancaires de gros.

Les **prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)** ont augmenté de 5 milliards de dollars, sous l'effet de la croissance des volumes dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie contrebalancée par une baisse dans les secteurs Services bancaires de gros et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. La croissance des prêts dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est attribuable à l'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts à la consommation et des autres prêts aux particuliers ainsi que des prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les prêts dans les Services bancaires de gros ont baissé en réaction au recul de l'activité de prêt. Les prêts dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont diminué de 1 milliard de dollars compte tenu essentiellement de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien, qui a été en partie annulé par la croissance des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Les **autres actifs** ont fléchi de 4 milliards de dollars, surtout par suite d'une baisse de 2 milliards de dollars des engagements de clients au titre d'acceptations, d'une diminution de 1 milliard de dollars des instruments dérivés dans les Services bancaires de gros et d'un recul de 1 milliard de dollars de l'écart d'acquisition dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis en raison de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien.

Le **total des passifs** s'établissait à 562 milliards de dollars au 31 juillet 2010, soit 44 milliards de dollars, ou 8 %, de plus qu'au 31 octobre 2009.

L'augmentation nette s'explique essentiellement par une croissance des dépôts de 30 milliards de dollars attribuable surtout à la hausse des comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade et par la montée de 14 milliards de dollars des autres passifs. L'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien a fait baisser de 9 milliards de dollars la valeur des passifs dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

Les **dépôts** ont grimpé de 30 milliards de dollars, ou 8 %, surtout du fait d'une croissance de 17 milliards de dollars des dépôts de particuliers, induite essentiellement par l'augmentation des volumes dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, la hausse de 16 milliards de dollars des dépôts d'entreprises et de gouvernements surtout dans les Services bancaires de gros et les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ainsi que par la croissance de 7 milliards de dollars des dépôts de banques dans les Services bancaires de gros. Ces éléments ont été partiellement annulés par une baisse de 11 milliards de dollars des dépôts détenus à des fins de transaction dans les Services bancaires de gros.

Les **autres passifs** se sont accrus de 14 milliards de dollars, en grande partie sous l'effet d'une augmentation de 12 milliards de dollars des obligations dans les Services bancaires de gros relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert et mises en pension et d'une hausse de 2 milliards de dollars pour les instruments dérivés qui est principalement attribuable au secteur Services bancaires de gros, partiellement neutralisées par une baisse de 2 milliards de dollars pour les acceptations.

L'**avoir des actionnaires** a marqué une hausse de 3 milliards de dollars qui tient surtout à la croissance des bénéfices non répartis et à l'augmentation du capital social ordinaire, reflétant une nouvelle émission de 3,5 millions d'actions ordinaires au cours du trimestre considéré et une émission d'actions ordinaires additionnelle dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et l'exercice d'options sur actions.

QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2010 par rapport au T3 2009

Au 31 juillet 2010, les prêts douteux bruts s'élevaient à 3 337 millions de dollars, soit une augmentation de 1 390 millions de dollars, ou 71 %, depuis le 31 juillet 2009. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse de 1 119 millions de dollars liée aux titres de créance classés comme prêts. Au 31 juillet 2010, les prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique, totalisaient 2 713 millions de dollars, contre 1 411 millions de dollars au 31 juillet 2009.

La provision pour pertes sur créances, qui atteignait 2 579 millions de dollars au 31 juillet 2010, se composait d'une provision spécifique globale de 624 millions de dollars et d'une provision générale de 1 955 millions de dollars. Les provisions spécifiques ont monté de 88 millions de dollars, ou 16 %, depuis le 31 juillet 2009. Les provisions générales globales ont diminué de 41 millions de dollars, ou 2 %, en regard du 31 juillet 2009. La Banque constitue une provision générale pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts ou des crédits qui n'étaient pas encore désignés comme douteux.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2010 par rapport au T2 2010

Les prêts douteux bruts ont marqué une hausse de 305 millions de dollars, ou 10 %, depuis le 30 avril 2010 qui s'explique par une augmentation liée aux titres de créance classés comme prêts. Les prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique, ont augmenté de 331 millions de dollars depuis le 30 avril 2010.

Au 31 juillet 2010, les provisions spécifiques avaient diminué de 26 millions de dollars, ou 4 %, depuis le 30 avril 2010. La provision générale a augmenté de 3 millions de dollars depuis le 30 avril 2010.

Variation des prêts douteux bruts et des acceptations

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Solde au début de la période – prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements	2 218 \$	2 315 \$	1 875 \$	2 070 \$	1 157 \$
Incidence de l'alignement de la période de présentation d'entités américaines ¹	–	–	–	–	57
Ajouts	835	852	969	2 749	2 886
Prêts redevenus productifs, remboursés ou vendus	(460)	(421)	(366)	(1 245)	(957)
Radiations	(429)	(456)	(401)	(1 328)	(1 108)
Écart de conversion et autres rajustements	13	(72)	(130)	(69)	(88)
Solde à la fin de la période – prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements	2 177	2 218	1 947	2 177	1 947
Autres prêts					
Titres de créance classés comme prêts	1 119	814	–	1 119	–
Prêts couverts par la FDIC	41	–	–	41	–
Solde à la fin de la période	3 337 \$	3 032 \$	1 947 \$	3 337 \$	1 947 \$

¹ L'incidence de l'alignement de la période de présentation d'entités américaines telle qu'elle est décrite à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» sur les prêts douteux bruts pour janvier 2009 comprend des ajouts aux prêts douteux de 153 millions de dollars; des prêts redevenus productifs, remboursés ou vendus de 66 millions de dollars; des radiations de 35 millions de dollars et un écart de conversion et autres rajustements de 5 millions de dollars.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 ¹
Provision spécifique – prêts inscrits au bilan	624 \$	650 \$	536 \$
Provision générale – prêts inscrits au bilan	1 674	1 668	1 722
– instruments hors bilan	281	284	274
	1 955	1 952	1 996
Total	2 579 \$	2 602 \$	2 532 \$
Prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique	2 713 \$	2 382 \$	1 411 \$
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts nets	1,02 %	0,91 %	0,55 %
Provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts (ratio trimestriel)	0,51 %	0,58 %	0,87 %

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Prêts à risque

Au 31 juillet 2010, la Banque avait une exposition brute à des prêts à risque d'environ 1,7 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2009) principalement composés de prêts automobiles canadiens. Indicateur de la qualité de crédit, le taux de pertes sur créances, établi comme la provision moyenne pour pertes sur créances divisée par le solde moyen des prêts à la fin du mois, se rapprochait de 4,1 % sur une année (environ 6,0 % au 31 octobre 2009). Le portefeuille continue de dégager le rendement prévu. Ces prêts sont comptabilisés au coût après amortissement.

Expositions sur les emprunteurs souverains

La Banque a une exposition minimale à la Grèce et au Portugal. Son exposition à l'Irlande, à l'Italie et à l'Espagne est principalement liée aux gouvernements en place et aux plus importantes institutions financières. Toutes ces expositions sont jugées raisonnables.

EXPOSITION À DES OBLIGATIONS GARANTIES PAR UNE HYPOTHÈQUE NON LIÉES À DES ORGANISMES

Au quatrième trimestre de 2009, la Banque a adopté les modifications au chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'ICCA*, qui font en sorte que les titres de créance qui n'étaient pas cotés sur un marché actif le 1^{er} novembre 2008 peuvent être reclassés dans les prêts.

Les titres de créance qui sont des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes sont admissibles au reclassement, puisque le marché pour ce portefeuille est considéré comme inactif depuis le quatrième trimestre de 2008. Par conséquent, ces titres de créance, qui étaient classés comme disponibles à la vente, ont été reclassés dans les prêts en date du 1^{er} novembre 2008 à leur coût après amortissement à cette date pour que la comptabilisation du portefeuille soit conforme à son mode de gestion par la Banque. Depuis le reclassement, les titres de créance sont comptabilisés au coût après amortissement d'après la méthode du taux d'intérêt effectif et sont évalués selon le modèle de la perte sur prêt subie.

La Banque apprécie chaque trimestre la possibilité de perte de valeur des titres de créance reclassés. Puisque ces titres de créance sont classés comme prêts, le test de dépréciation suit le modèle de comptabilisation des prêts douteux, selon lequel la Banque établit deux types de provisions : des provisions spécifiques et générales. Une provision spécifique est constituée à l'égard des pertes qui sont identifiables au niveau des titres de créance pris individuellement lorsqu'il y a une indication objective de détérioration de la qualité du crédit, auquel moment la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative. Une provision générale est constituée pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts qui n'étaient pas encore désignés comme douteux. Par suite du reclassement des titres de créance dans les prêts à l'exercice 2009, la provision générale constatée au 31 juillet 2010 était de 165 millions de dollars US (256 millions de dollars US au 31 octobre 2009).

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Banque a retitrisé une partie du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes. Dans le cadre de la retitrisation sans décomptabilisation de nouvelles notes de crédit ont été obtenues pour les valeurs mobilières retitrisées qui reflètent mieux l'escompte à l'acquisition et les risques inhérents à la totalité du portefeuille de la Banque. Par conséquent, 64 % du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes est maintenant noté AAA aux fins de la présentation des fonds propres réglementaires. L'avantage net sur le capital de l'opération de retitrisation est reflété dans les variations des actifs pondérés en fonction des risques et dans les déductions des titrisations des fonds propres de première et de deuxième catégories. Aux fins comptables, la Banque a conservé une majorité des droits de bénéficiaires dans ces valeurs mobilières retitrisées, ce qui n'a eu aucune incidence sur les états financiers. L'appréciation par la Banque de la possibilité d'une baisse de valeur de ces valeurs mobilières reclassées n'a pas été touchée par la modification des notes de crédit.

Le tableau ci-dessous donne le coût après amortissement et la juste valeur des titres par année de génération.

Obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes

(en millions de dollars américains)

	Au 31 juillet 2010					
	Alt-A		Prime jumbo		Total	
	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur
2003	302 \$	327 \$	463 \$	479 \$	765 \$	806 \$
2004	480	513	465	489	945	1 002
2005	716	756	549	556	1 265	1 312
2006	412	372	420	412	832	784
2007	636	623	402	409	1 038	1 032
Total des valeurs mobilières, déduction faite de la provision spécifique	2 546 \$	2 591 \$	2 299 \$	2 345 \$	4 845 \$	4 936 \$
Moins : provision générale					165	
Total	2 546 \$	2 591 \$	2 299 \$	2 345 \$	4 680 \$	4 936 \$

	Au 31 octobre 2009					
	Alt-A		Prime jumbo		Total	
	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur
2003	359 \$	365 \$	598 \$	597 \$	957 \$	962 \$
2004	624	621	636	645	1 260	1 266
2005	873	817	1 602	1 513	2 475	2 330
2006	492	438	584	543	1 076	981
2007	739	703	471	444	1 210	1 147
Total des valeurs mobilières, déduction faite de la provision spécifique	3 087 \$	2 944 \$	3 891 \$	3 742 \$	6 978 \$	6 686 \$
Moins : provision générale					256	
Total					6 722 \$	6 686 \$

SITUATION DU CAPITAL

La Banque se conforme à la ligne directrice du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques et les fonds propres réglementaires. Cette ligne directrice repose sur le «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio des fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont respectivement de 7 % et 10 %. Aux fins des fonds propres réglementaires, le placement de la Banque dans TD Ameritrade est converti à l'aide du taux de change de fin de période de la Banque.

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2010	31 octobre 2009	<i>Aux</i> 31 juillet 2009 ¹
Actifs pondérés en fonction des risques pour les composantes suivantes :			
Risque de crédit	157 764 \$	160 465 \$	160 200 \$
Risque de marché	3 966	3 735	4 682
Risque d'exploitation	27 460	25 385	24 727
Total des actifs pondérés en fonction des risques	189 190 \$	189 585 \$	189 609 \$
Fonds propres de première catégorie	23 727 \$	21 407 \$	20 987 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ²	12,5 %	11,3 %	11,1 %
Total des fonds propres ³	30 351 \$	28 338 \$	27 917 \$
Ratio du total des fonds propres ⁴	16,0 %	14,9 %	14,7 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ⁵	17,4	17,1	16,7

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

² Le ratio des fonds propres de première catégorie correspond au total des fonds propres de première catégorie divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

³ Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

⁴ Le ratio du total des fonds propres correspond au total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

⁵ Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres correspond au total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres rajusté.

Au 31 juillet 2010, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque était de 12,5 % par rapport à 11,3 % au 31 octobre 2009. L'augmentation résulte principalement des solides bénéfices, d'une émission de 250 millions de dollars d'actions ordinaires au cours du troisième trimestre ainsi que d'une forte participation au régime de réinvestissement des dividendes de la Banque et de l'exercice d'options sur actions. Le ratio du total des fonds propres s'établissait à 16,0 % au 31 juillet 2010, par rapport à 14,9 % au 31 octobre 2009. La hausse s'explique en bonne partie par les mêmes éléments indiqués ci-dessus, partiellement annulés par le rachat de 900 millions de dollars de titres de Fiducie de capital TD en décembre 2009.

La Banque continue à détenir des capitaux suffisants, qui lui procurent la souplesse nécessaire pour prendre de l'expansion, tant par la croissance interne que par des acquisitions stratégiques. Les ratios des fonds propres élevés de la Banque sont attribuables à la génération interne de capitaux, à la gestion du bilan ainsi qu'à l'émission périodique de valeurs mobilières.

Pour de plus amples renseignements au sujet des fonds propres, se reporter aux notes 10 et 11 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires. Pour en savoir plus sur les fonds propres réglementaires, se reporter à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

MODIFICATIONS FUTURES À L'ACCORD DE BÂLE

En décembre 2009, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié des propositions consultatives visant à affermir la résilience du secteur bancaire (connues sous l'appellation «Bâle III»). En juillet 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié un document en complément de certains aspects des propositions. Les propositions visent à accroître la qualité, la quantité et l'uniformité à l'échelle internationale des fonds propres, à affermir les standards en matière de liquidité, à décourager l'endettement et le risque excessifs ainsi qu'à réduire la procyclicalité. Les propositions du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire devraient être définitives vers la fin de 2010, et la Banque continue d'analyser l'incidence que le projet de propositions pourrait avoir sur sa situation de fonds propres et de trésorerie.

GESTION DES RISQUES

SOMMAIRE

La prestation de services financiers comporte des risques qu'il faut prendre de façon prudente en vue d'assurer une croissance rentable. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque que nous prenons, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans nos entreprises afin de nous assurer d'atteindre nos objectifs de croissance future.

Nos entreprises et nos activités sont exposées à un grand nombre de risques, recensés et définis dans notre cadre de capacité de risque à l'échelle de l'entreprise. Ce cadre comporte une définition de la capacité de la Banque à supporter ces risques, élaborée selon une démarche exhaustive qui prend en considération à la fois le contexte en matière de risques et le contexte d'exploitation de la Banque. Il incombe à chaque entreprise d'établir sa propre capacité de risque et de l'aligner sur celle de la Banque, selon un examen approfondi des risques spécifiques auxquels elle est exposée. Nous surveillons les risques propres à chacune des entreprises ou à l'échelle de l'organisation et en rendons compte lorsque ces risques peuvent nuire de façon importante à la Banque.

Notre structure de gouvernance et notre approche pour la gestion des risques sont demeurées en grande partie identiques à celles décrites dans notre rapport annuel 2009. Certains risques sont présentés ci-après. Pour des renseignements complets sur notre structure de gouvernance et sur notre approche pour la gestion des risques, se reporter à la section «Gestion des risques» du rapport annuel 2009.

Les sections ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse portant sur le risque de marché et le risque d'illiquidité et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires pour la période terminée le 31 juillet 2010.

RISQUE DE CRÉDIT

Le tableau suivant présente les expositions brutes au risque de crédit, compte non tenu des éléments atténuant le risque de crédit.

Expositions au risque de crédit – Approches standard et NI avancée¹

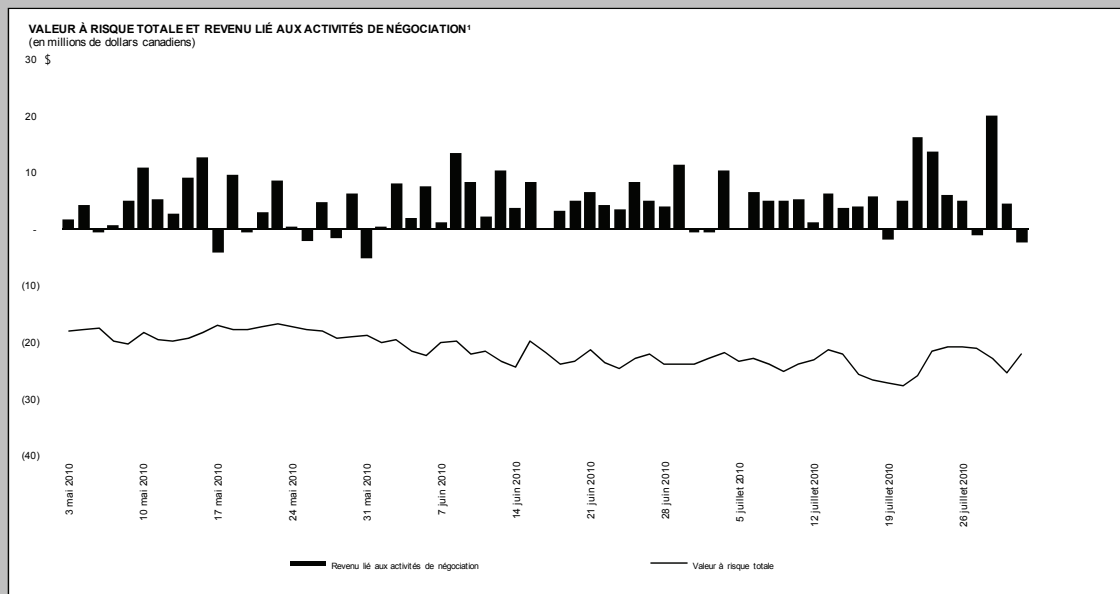
(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010			31 octobre 2009		
	Standard	NI avancée	Total	Standard	NI avancée	Total
Risque de crédit de détail						
Exposition garanties par l’immobilier résidentiel	12 014 \$	144 899 \$	156 913 \$	10 606 \$	137 448 \$	148 054 \$
Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles	–	40 880	40 880	–	40 894	40 894
Autres expositions aux produits de détail	16 997	27 734	44 731	17 252	23 636	40 888
Total du risque de crédit de détail	29 011	213 513	242 524	27 858	201 978	229 836
Risque de crédit autre que de détail						
Siège social	43 927	111 359	155 286	45 277	99 856	145 133
Emprunteurs souverains	5 699	65 509	71 208	2 144	57 958	60 102
Banques	20 376	106 900	127 276	18 144	91 089	109 233
Total du risque de crédit autre que de détail	70 002	283 768	353 770	65 565	248 903	314 468
Expositions brutes au risque de crédit	99 013 \$	497 281 \$	596 294 \$	93 423 \$	450 881 \$	544 304 \$

¹ Les expositions brutes au risque de crédit représentent l’exposition en cas de défaut (ECD) et ne tiennent pas compte des incidences des mesures d’atténuation du risque de crédit. Ce tableau exclut les expositions liées aux titrisations et aux titres de participation.

RISQUE DE MARCHÉ

Le graphique ci-dessous présente l’utilisation de la valeur à risque quotidienne et le revenu lié aux activités de négociation¹ dans le secteur Services bancaires de gros. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, le revenu lié aux activités de négociation a été positif pendant 80 % des jours de négociation. Les pertes au cours du trimestre n’ont, à aucun jour de négociation, dépassé la valeur à risque.



¹ Le revenu lié aux activités de négociation est le total du revenu de négociation présenté dans les autres revenus et le revenu d’intérêts net sur les positions de négociation présenté dans le revenu d’intérêt net. Le revenu lié aux activités de négociation figurant dans le graphique ci-dessus ne tient pas compte du revenu lié aux variations de la juste valeur des engagements de prêt. Les engagements ne sont pas inclus dans la mesure de la valeur à risque, car ils ne sont pas gérés comme des positions de négociation. Au troisième trimestre de 2010, nous avons enregistré treize jours de pertes de négociation, sans jamais dépasser la valeur à risque.

Le tableau qui suit présente la moyenne, à la fin du trimestre, de l'utilisation (haut et bas) de la valeur à risque totale.

Utilisation de la valeur à risque

(en millions de dollars canadiens)

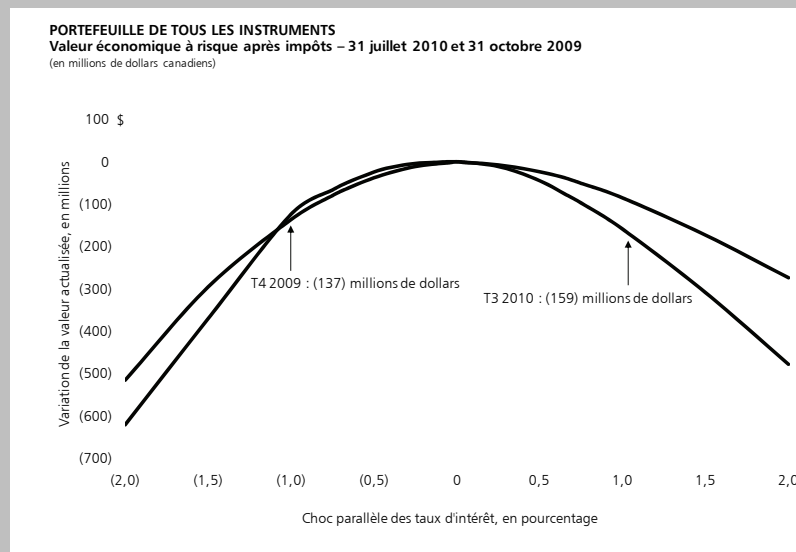
	31 juillet 2010				Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	Clôture	Moyenne	Haut	Bas	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
					Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt et d'écart de taux de crédit	11,3 \$	12,7 \$	16,0 \$	9,9 \$	11,3 \$	14,3 \$	12,4 \$	23,5 \$
Risque sur titres de participation	6,9	8,6	10,2	6,3	7,2	8,3	8,1	9,8
Risque de change	2,7	2,5	6,1	0,7	2,4	3,3	2,5	4,2
Risque de marchandises	1,2	0,8	1,3	0,4	1,2	0,9	1,2	0,9
Risque propre aux titres de créance	17,6	15,7	22,5	11,1	14,3	21,9	16,2	36,6
Effet de diversification ¹	(17,5)	(18,7)	négl. ²	négl. ²	(17,8)	(23,4)	(19,1)	(31,2)
Total de la valeur à risque	22,2 \$	21,6 \$	27,9 \$	16,9 \$	18,6 \$	25,3 \$	21,3 \$	43,8 \$

¹ La valeur à risque globale est moins élevée que la somme de la valeur à risque des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.

² Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

Risque de taux d'intérêt

Le graphique qui suit présente notre exposition au risque de taux d'intérêt (mesuré par la valeur économique à risque) à l'égard de tous les actifs, passifs et instruments dérivés autres que détenus à des fins de transaction, utilisés dans le but de gérer le risque de taux d'intérêt.



Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 31 juillet 2010, une hausse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt aurait fait baisser de 159,1 millions de dollars après impôts la valeur économique de l'avoir des actionnaires. Une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt aurait fait baisser de 124,2 millions de dollars après impôts la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

Le tableau qui suit présente la sensibilité de la valeur économique de l'avoir des actionnaires (après impôts) par monnaie pour les monnaies étrangères qui exposent la Banque à un risque important.

Sensibilité de la valeur économique à risque après impôts par devise

(en millions de dollars canadiens)

	Au 31 juillet 2010		Au 31 octobre 2009		Au 31 juillet 2009	
	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
Dollar canadien	(15,6) \$	(54,4) \$	(0,5) \$	(67,6) \$	(16,7) \$	(76,3) \$
Dollar américain	(143,5)	(69,8)	(85,1)	(69,4)	(90,9)	(65,6)
Total	(159,1) \$	(124,2) \$	(85,6) \$	(137,0) \$	(107,6) \$	(141,9) \$

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

En tant qu'organisation financière, nous devons nous assurer d'avoir un accès continu à un financement suffisant et approprié pour faire face à nos obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance et soutenir et faire croître nos actifs et nos activités, tant dans des conditions normales qu'en situation de crise. Si l'accès au financement était perturbé, nous devrions pouvoir poursuivre nos activités sans être forcés de liquider une trop grande partie de nos actifs. La gestion du risque d'illiquidité est le processus qui nous assure l'accès à des fonds adéquats.

Nos exigences globales en matière de liquidité sont définies comme la somme dont nous avons besoin pour financer les sorties de fonds prévues, plus une réserve de liquidités prudente visant à financer d'éventuelles sorties de fonds en cas de perturbation des marchés financiers ou d'un autre événement qui pourrait influencer sur notre accès au financement. Nous ne recourons au financement de gros à court terme que pour le financement de titres négociables ou d'actifs à court terme.

Pour définir la somme de liquidités que nous devons détenir en tout temps pendant une période minimale de 90 jours, nous nous servons d'une évaluation des facteurs de stress fondée sur un scénario de base prudent, qui modélise les besoins de liquidités potentiels et la négociabilité des actifs durant une crise de confiance qui a été déclenchée dans les marchés, particulièrement en ce qui a trait à notre capacité de nous acquitter de nos obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance. Outre cet événement propre à la Banque, le scénario de base intègre également l'incidence d'un événement d'illiquidité à l'échelle du marché comportant des contraintes donnant lieu à une importante réduction de l'accès à du financement à court terme et à long terme pour toutes les institutions, à une augmentation importante de notre coût de financement et à une baisse considérable de la négociabilité des actifs. Ce scénario nous assure de disposer de suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins globaux équivalant à la totalité de nos titres de créance de gros non garantis venant à échéance, des retraits possibles de dépôts de détail et commerciaux, de prélèvements de montants sur des lignes de crédit consenties inutilisées et des besoins opérationnels prévus à court terme. De plus, nous incluons la couverture de programmes de financement soutenus par la Banque, tels que les acceptations bancaires que nous émettons pour le compte de clients et le papier commercial adossé à des actifs (PCAA).

Pour combler les besoins globaux de liquidités qui en résultent, nous détenons des actifs facilement convertibles en espèces. Les actifs doivent être négociables à court terme, être assortis d'une notation de crédit suffisante et être disponibles à la vente pour être considérés comme facilement convertibles en espèces. Les actifs liquides sont représentés selon l'écart cumulatif des liquidités d'après le moment du règlement et la capacité d'absorption du marché. Les actifs qui ne sont pas disponibles sans délai parce qu'ils servent de sûretés ou à d'autres fins semblables ne sont pas considérés comme étant facilement convertibles en espèces.

Notre situation d'actifs liquides excédentaires correspond à notre total d'actifs liquides, moins nos besoins de financement de gros non garanti, les retraits possibles de dépôts autres que de gros et l'utilisation des lignes de crédit, ainsi que les passifs éventuels venant à échéance dans une plage de temps donnée. Le 31 juillet 2010, notre situation globale d'actifs liquides excédentaires jusqu'à 90 jours, mesurée selon le scénario de base applicable aux secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (y compris les activités canadiennes de Gestion de patrimoine) et Services bancaires de gros, s'établissait à 15,2 milliards de dollars (6,8 milliards de dollars au 31 octobre 2009). Au 31 juillet 2010, la situation d'actifs liquides excédentaires cumulatifs pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'établissait à 4,5 milliards de dollars (10,0 milliards de dollars au 31 octobre 2009).

Nous procédons également à un test de couverture supplémentaire des liquidités afin de mesurer notre capacité à financer nos activités de façon entièrement garantie pendant une période maximale de un an. À des fins de calcul des résultats de ce test, nous estimons la qualité marchande et le potentiel de nantissement des actifs disponibles non considérés comme liquides dans les 90 jours selon le scénario de base, puis nous déduisons une estimation pour les passifs de gros et les retraits possibles de dépôts, et pour l'utilisation additionnelle de lignes de crédit consenties sur une période de 91 à 364 jours. Le 31 juillet 2010, notre estimation des actifs liquides, déduction faite de nos besoins, mesurée par le test de couverture supplémentaire des liquidités pour les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros, s'établissait à 12,7 milliards de dollars (14,9 milliards de dollars au 31 octobre 2009), tandis que pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, elle s'établissait à 18,5 milliards de dollars (16,8 milliards de dollars au 31 octobre 2009).

Bien que chacune de nos grandes unités d'exploitation ait la responsabilité d'évaluer et de gérer ses propres risques d'illiquidité, nous gérons aussi la liquidité à l'échelle de l'entreprise afin de maintenir une gestion uniforme et efficace du risque d'illiquidité dans toutes nos activités.

Nous avons mis en place des plans d'urgence afin de donner des directives en cas de crise de liquidités sur un marché local précis.

Les notations de crédit sont importantes pour nos coûts d'emprunt et notre capacité à mobiliser des capitaux. Un abaissement des notations de crédit pourrait entraîner une hausse des coûts de financement et réduire l'accès aux marchés financiers. Il pourrait aussi nuire à notre capacité de conclure, dans le cours normal des affaires, des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture et influencer sur les coûts liés à ces opérations. Nous examinons régulièrement le niveau de sûretés accru dont nos contreparties auraient besoin dans le cas d'un abaissement de la notation de crédit de la Banque. Nous sommes d'avis que l'incidence d'un abaissement d'un cran serait minime et pourrait être facilement géré dans le cours normal des affaires; toutefois, un abaissement plus important pourrait avoir une incidence davantage marquée qui se traduirait par l'augmentation de nos coûts d'emprunt ou par l'obligation de présenter des sûretés additionnelles dans l'intérêt de nos contreparties. Les notations de crédit et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent les perceptions que celles-ci ont de la Banque et peuvent changer de temps à autre en fonction de nombreux facteurs, notamment notre capacité financière, notre situation concurrentielle et notre situation de trésorerie, de même que des facteurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque, comme les méthodes utilisées par les agences de notation et les conditions touchant l'ensemble du secteur des services financiers.

Notations de crédit

Au 31 juillet 2010¹

Agence de notation	Notation de la dette à court terme	Notation de la dette à long terme de premier rang	Perspectives
Moody's	P-1	AAA	Négative
S&P	A-1+	AA-	Positive
Fitch	F1+	AA-	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

¹ Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Une liste plus exhaustive, incluant les notations des filiales, est disponible sur le site Web de la Banque à l'adresse www.td.com/investor/credit.jsp. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Banque mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des structures d'accueil (SA). Nous utilisons des SA pour obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, afin d'aider nos clients à titriser leurs actifs financiers et de créer pour eux des produits de placement. Les SA peuvent être structurées en fiducies, en sociétés de personnes ou en sociétés commerciales, et elles peuvent être établies comme des structures d'accueil admissibles (SAA) ou comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité est considérée comme une EDDV, elle doit être consolidée par le principal bénéficiaire. Les SA consolidées sont présentées dans le bilan consolidé intermédiaire de la Banque.

Titrisation d'actifs de la Banque

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des prêts hypothécaires commerciaux pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation financière. L'ensemble des produits titrisés par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures de titrisation canadiennes ou des tiers canadiens autres que des SA. Les expositions de titrisation par l'intermédiaire d'importantes SA non consolidées, d'importantes SAA non consolidées et de tiers canadiens autres que des SA sont décrites ci-après

Risques titrisés par la Banque en tant qu'initiatrice¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010						31 octobre 2009					
	SAA importantes non consolidées		SA importantes non consolidées		Tiers canadiens autres que des SA		SAA importantes non consolidées		SA importantes non consolidées		Tiers canadiens autres que des SA	
	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés
Prêts hypothécaires résidentiels ²	- \$	- \$	20 394 \$	566 \$	21 654 \$	683 \$	- \$	- \$	21 939 \$	558 \$	18 449 \$	658 \$
Prêts aux particuliers	6 555	121	-	-	-	-	6 962	121	-	-	-	-
Prêts hypothécaires commerciaux ²	-	-	50	-	584	2	62	2	51	-	513	-
Total des risques	6 555 \$	121 \$	20 444 \$	566 \$	22 238 \$	685 \$	7 024 \$	123 \$	21 990 \$	558 \$	18 962 \$	658 \$

¹ La Banque, dans toutes les opérations de titrisation qu'elle a entreprises relativement à ses propres actifs, a agi en tant que banque initiatrice et a conservé un risque de titrisation.

² Les prêts hypothécaires à l'égard d'immeubles d'habitations comptant cinq unités ou plus ont été défalqués des prêts hypothécaires résidentiels et reclassés dans les prêts hypothécaires commerciaux.

Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque peut être exposée aux risques liés aux prêts transférés dans les structures de titrisation par l'intermédiaire des droits conservés. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels titrisés, ces prêts étant tous garantis par un gouvernement.

Prêts aux particuliers

La Banque titrise des prêts aux particuliers au moyen de SAA et de conduits à vendeur exclusif par l'entremise de SAA. Au 31 juillet 2010, l'encours du papier commercial émis par les conduits à vendeur exclusif s'établissait à 5,1 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars au 31 octobre 2009), alors que l'encours des billets à terme émis par une autre SAA soutenue par la Banque s'élevait à 1,5 milliard de dollars (2,9 milliards de dollars au 31 octobre 2009). Bien que la probabilité de perte soit négligeable, au 31 juillet 2010, le risque éventuel maximal de perte auquel la Banque est exposée pour ces conduits, du seul fait des facilités de liquidité fournies, était de 5,1 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars au 31 octobre 2009), dont une tranche de 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard de dollars au 31 octobre 2009) de prêts aux particuliers sous-jacents était assurée par un gouvernement. En outre, la Banque disposait de droits conservés de 121 millions de dollars (121 millions de dollars au 31 octobre 2009) liés à la marge excédentaire.

Prêts hypothécaires commerciaux

Au 31 juillet 2010, le risque éventuel maximal de perte de la Banque s'établissait à néant (2 millions de dollars au 31 octobre 2009) en raison des droits conservés dans la marge excédentaire et le compte de sûreté en numéraire de la SAA.

Titrisation d'actifs initiés par des tiers

La Banque gère des conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir un rehaussement de crédit. Les actifs initiés par des tiers sont titrisés par l'entremise de SA soutenues par la Banque, mais qui ne sont pas consolidées par la Banque. Au 31 juillet 2010, le risque éventuel maximal de perte que courait la Banque étant donné les droits qu'elle détient dans le papier commercial et les facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 5,7 milliards de dollars (7,5 milliards de dollars au 31 octobre 2009). En outre, au 31 juillet 2010, la Banque s'est engagée à fournir des facilités de liquidité additionnelles de 1,8 milliard de dollars (1,0 milliard de dollars au 31 octobre 2009) à l'égard de PCAA qui pourrait éventuellement être émis par les conduits. Au 31 juillet 2010, la Banque fournissait également un rehaussement de crédit spécifique de 78 millions de dollars (134 millions de dollars au 31 octobre 2009).

L'ensemble des actifs de tiers titrisés par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures d'accueil canadiennes. Le tableau suivant présente des informations sur les conduits de PCAA multicédants qui sont gérés par la Banque.

Exposition aux actifs initiés par un tiers titrisés par l'entremise de conduits soutenus par la Banque

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010			Aux 31 octobre 2009	
	SA importantes non consolidées	Notation des actifs des SA AAA	Durée moyenne pondérée prévue (en années) ¹	SA importantes non consolidées	Notation des actifs des SA AAA
Prêts hypothécaires résidentiels	1 759 \$	1 759 \$	3,2 \$	2 311 \$	2 311 \$
Prêts sur cartes de crédit	500	500	2,0	500	500
Prêts et crédit-bail – automobiles	1 672	1 672	1,6	2 487	2 487
Prêts et crédit-bail – matériel	363	363	1,2	428	428
Comptes clients	1 392	1 392	2,3	1 753	1 753
Total des risques	5 686 \$	5 686 \$	2,3 \$	7 479 \$	7 479 \$

¹ La durée moyenne pondérée prévue pour chaque type d'actif est fonction de chacun des engagements d'acquisition restants du conduit pour les ensembles renouvelables et de la durée moyenne pondérée prévue pour les actifs des ensembles décroissants.

Au 31 juillet 2010, la Banque détenait 515 millions de dollars (848 millions de dollars au 31 octobre 2009) de PCAA émis par des conduits multicédants et des conduits à vendeur exclusif soutenus par la Banque, dans la catégorie des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction dans son bilan consolidé intermédiaire.

Exposition à des conduits soutenus par des tiers

La Banque n'était pas exposée à des conduits soutenus par des tiers aux États-Unis en raison de facilités de liquidité consenties, celles-ci étant toutes arrivées à échéance au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010 (160 millions de dollars au 31 octobre 2009).

L'exposition de la Banque à des conduits soutenus par des tiers canadiens sous forme de facilités de financement de marge au 31 juillet 2010 et au 31 octobre 2009 était négligeable.

Autres produits de placement et de financement

Autres opérations de financement

En avril 2010, la Banque a abandonné des opérations qui offraient un financement à coût économique à des sociétés clientes américaines par l'entremise d'EDDV. La Banque ne fournit plus de financement à ces entreprises aux termes de ces ententes et, au 31 juillet 2010, elle n'était plus exposée à ces EDDV (2,0 milliards de dollars au 31 octobre 2009).

Exposition aux titres adossés à des créances

Depuis la décision prise en 2005 de sortir des activités de produits structurés, la Banque ne crée plus de structures de titres adossés à des créances. Le total des titres adossés à des créances dans le portefeuille de négociation au 31 juillet 2010 était comme suit :

Titres adossés à des créances¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010		Aux 31 octobre 2009	
	Notionnel	Juste valeur positive (négative)	Notionnel	Juste valeur positive (négative)
Financé				
Protection achetée au moyen des billets liés à des effets de crédit émis par la Banque	– \$	– \$	213 \$	(40) \$
Non financé				
Protection vendue				
Juste valeur positive	68	–	351	–
Juste valeur négative	–	(16)	–	(198)
Protection achetée				
Juste valeur positive	131	22	131	45
Juste valeur négative	–	(6)	–	(4)

¹ Ce tableau exclut la tranche de titres adossés à des créances de l'indice standard.

La Banque n'a pas d'exposition à des prêts hypothécaires à risque américains par l'entremise des structures de titres adossés à des créances présentées ci-dessus. Les structures de titres adossés à des créances sont composées de titres de créance de sociétés. Toutes les expositions sont gérées selon des limites de risque approuvées par le service Gestion des risques de la Banque et sont couvertes au moyen de divers instruments financiers, y compris des dérivés de crédit et des obligations au sein du portefeuille de négociation, qui ne sont pas inclus dans ce tableau. Le risque de contrepartie sur les couvertures est garanti par des ententes de soutien au crédit et des accords de compensation, comme d'autres contrats dérivés négociés hors Bourse. Les positions de la Banque dans des titres adossés à des créances sont évaluées à la juste valeur à l'aide de techniques d'évaluation intégrant des données importantes inobservables sur les marchés. L'effet que pourrait avoir l'utilisation d'autres hypothèses possibles et raisonnables aux fins de l'évaluation de ces positions dans des titres adossés à des créances varierait d'une réduction de 0,7 million de dollars (7,5 millions de dollars au 31 octobre 2009) de la juste valeur à une hausse de 1,5 million de dollars (7,7 millions de dollars au 31 octobre 2009) de la juste valeur.

Ententes de crédit de financement adossé

Les «engagements de crédit» qui sont présentés à la note 32 afférente aux états financiers consolidés de 2009 sont aussi des ententes de financement adossé. Les ententes de financement adossé sont des engagements à fournir un financement à un emprunteur de gros dont le degré d'endettement est plus élevé, selon son ratio d'endettement, par rapport à son secteur d'activité. L'exposition de la Banque à des engagements de financement adossé n'était pas importante au 31 juillet 2010 (ni au 31 octobre 2009).

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Banque.

Résultats trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>								
	2010				2009				2008
	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet ¹	30 avril ¹	31 janvier ¹	31 octobre	
Revenu d'intérêts net	2 921 \$	2 790 \$	2 849 \$	2 825 \$	2 833 \$	2 940 \$	2 728 \$	2 449 \$	
Revenus autres que d'intérêts	1 823	1 977	2 188	1 893	1 834	1 385	1 422	1 191	
Total des revenus	4 744	4 767	5 037	4 718	4 667	4 325	4 150	3 640	
Provision pour pertes sur créances	339	365	517	521	557	772	630	288	
Frais autres que d'intérêts	2 966	2 953	2 981	3 095	3 045	3 051	3 020	2 367	
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	310	308	270	132	209	(8)	(92)	20	
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	26	26	27	27	28	28	28	18	
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	74	61	55	67	84	63	89	67	
Bénéfice net – comme présenté	1 177	1 176	1 297	1 010	912	545	653	1 014	
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices²									
Amortissement des actifs incorporels	117	123	112	116	122	127	127	126	
Reprise de la provision pour litiges relative à Enron	–	–	–	–	–	–	–	(323)	
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	14	(23)	(4)	73	43	134	200	(118)	
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	5	–	46	89	70	50	67	25	
Diminution (augmentation) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(9)	2	7	19	75	44	(12)	(59)	
Économie d'impôts sur les bénéfices liée à une modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	–	–	(11)	–	–	–	–	–	
Reprise de provision pour réclamations d'assurance	–	–	(17)	–	–	–	–	–	
Augmentation (reprise) de provisions générales dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros ³	–	(44)	–	–	46	77	55	–	
Règlement d'un litige initié par des actionnaires de TD Banknorth	–	–	–	–	–	39	–	–	
Cotisation spéciale imposée par la FDIC	–	–	–	–	35	–	–	–	
Total des rajustements pour les éléments à noter	127	58	133	297	391	471	437	(349)	
Bénéfice net – rajusté	1 304	1 234	1 430	1 307	1 303	1 016	1 090	665	
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	49	48	49	41	29	23	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 255 \$	1 186 \$	1 381 \$	1 259 \$	1 254 \$	975 \$	1 061 \$	642 \$	
Bénéfice de base par action									
Comme présenté	1,30 \$	1,31 \$	1,45 \$	1,12 \$	1,01 \$	0,59 \$	0,75 \$	1,23 \$	
Rajusté	1,44	1,37	1,61	1,47	1,47	1,15	1,28	0,79	
Bénéfice dilué par action									
Comme présenté	1,29	1,30	1,44	1,12	1,01	0,59	0,75	1,22	
Rajusté	1,43	1,36	1,60	1,46	1,47	1,14	1,27	0,79	
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	12,2 %	13,0 %	14,0 %	11,0 %	9,7 %	5,6 %	7,2 %	13,3 %	

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

² Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent rapport de gestion.

³ À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Augmentation (reprise) de provisions générales dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros».

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque, qui sont présentés aux pages 47 à 68 du présent rapport aux actionnaires, sont dressés selon les PCGR. Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Les conventions comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont conformes à celles utilisées dans les états financiers consolidés 2009 de la Banque.

Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques restent inchangées par rapport à celles présentées dans le rapport annuel 2009 de la Banque.

Modifications de conventions comptables futures

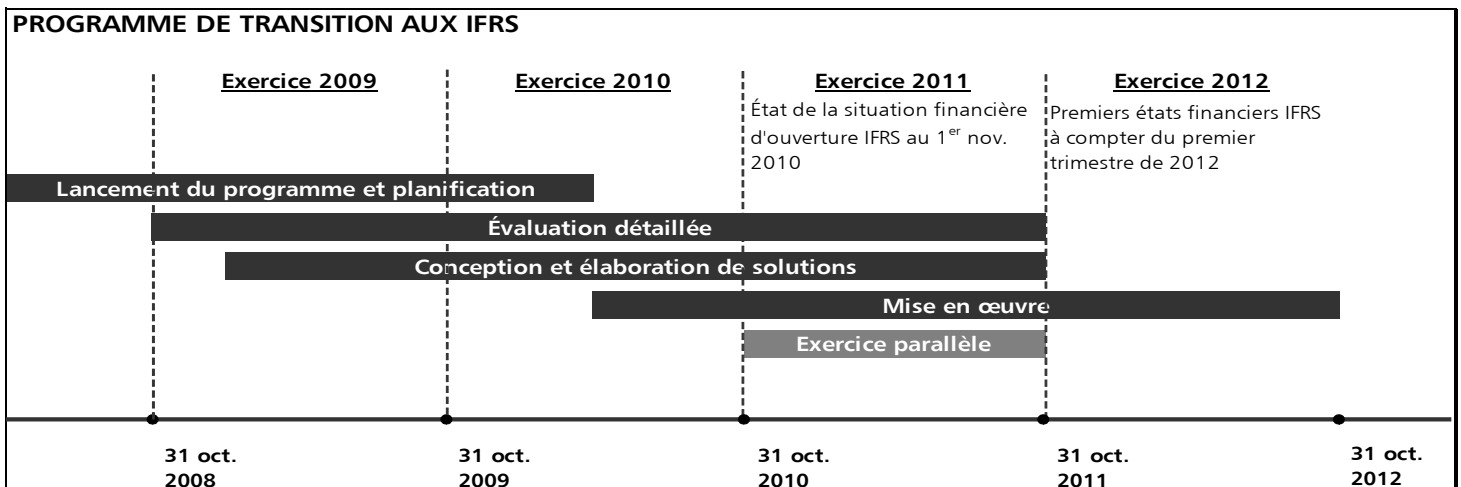
Transition aux Normes internationales d'information financière à l'exercice 2012

Les PCGR du Canada pour les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacées par les Normes internationales d'information financière (IFRS) qui entreront en vigueur pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Les états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice 2012 comprendront un état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS au 1^{er} novembre 2010 («état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS»), les résultats financiers comparatifs de l'exercice 2011 selon les IFRS, des rapprochements transitoires connexes et des notes complémentaires.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada; il existe toutefois des différences pour certains éléments, comme la comptabilisation, l'évaluation et les informations à fournir, qui pourraient influencer de manière importante sur les conventions comptables et les processus administratifs connexes de la Banque. La Banque poursuit l'évaluation de l'incidence de sa transition aux IFRS, dont il est question ci-après.

a) Sommaire du programme de transition aux IFRS

Afin de gérer la transition aux IFRS, la Banque a mis en œuvre, pour l'ensemble de ses activités, un programme exhaustif qui repose sur un cadre de gouvernance établi. Les principaux éléments du programme de transition aux IFRS comprennent l'élaboration d'un cadre de gouvernance pour le projet, la mise à jour des méthodes comptables, la préparation des états financiers, l'acquisition d'une expertise dans la présentation de l'information financière, la détermination de l'incidence sur les processus administratifs et les technologies de l'information, la mise en place des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et la mise en place des contrôles et des procédures de communication de l'information, y compris les relations avec les investisseurs et les plans de communication. Le plan de mise en œuvre de la Banque est composé des phases suivantes : i) Lancement du programme et planification; ii) Évaluation détaillée; iii) Conception et élaboration de solutions; et iv) Mise en œuvre.



ACTIVITÉS CLÉS ET JALONS	PHASE CONNEXE	ÉTAT D'AVANCEMENT
1. Gouvernance du projet		
<p>Établir la structure du programme et la faire connaître, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Former le comité directeur et les équipes de projet, soit les groupes Finances, Technologie, Vérification interne et Programme. • Établir des protocoles pour la présentation des progrès accomplis et des pratiques de gestion de projet. • Déterminer des processus pour obtenir un consensus à l'égard des décisions clés et de la supervision du projet. • Tenir des séances d'information donnant un aperçu des IFRS à différents niveaux au sein de la Banque. 	<p>Lancement du programme et planification; Évaluation détaillée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les jalons ont été réalisés. • Le comité directeur est tenu au courant de l'état du projet et des décisions clés qui sont prises en matière de politique. Le comité de vérification reçoit des rapports d'étape périodiques. Les services de conseillers externes ont été retenus pour certains éléments de l'analyse IFRS. Les parties intéressées externes de la Banque, dont le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et les vérificateurs externes, sont informés des progrès accomplis.
2. Méthodes comptables		
<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer une comparaison détaillée entre les IFRS et les PCGR du Canada pour déterminer les effets sur les méthodes comptables de la Banque. 	Évaluation détaillée	<ul style="list-style-type: none"> • Les principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada ont été relevées (voir le sommaire des principales différences ci-après). • Les autres différences entre les IFRS et les PCGR du Canada dont l'incidence devrait être moindre et qui n'exigent que peu de changements aux processus administratifs ont également été déterminées (voir le sommaire des autres différences plus loin).
<ul style="list-style-type: none"> • Analyser et déterminer les méthodes pour lesquelles d'autres choix sont permis. 	Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> • La Banque a analysé les autres options disponibles pour la majorité de ses principales méthodes comptables et a achevé une évaluation préliminaire des options qu'elle choisira.
<ul style="list-style-type: none"> • Analyser les exemptions prévues par l'IFRS 1, <i>Première application des Normes internationales d'information financière</i>, (IFRS 1) et établir celles dont la société se prévaudra à la transition. 		<ul style="list-style-type: none"> • La Banque a analysé les exemptions disponibles en vertu de l'IFRS 1 et a terminé une évaluation préliminaire des exemptions à appliquer à la transition (voir Première application des IFRS ci-après).
<ul style="list-style-type: none"> • Relever les incidences fiscales résultant des décisions liées à la première application et des différences entre les méthodes comptables. 		<ul style="list-style-type: none"> • La Banque évalue présentement les incidences fiscales des décisions liées à la première application des IFRS des ajustements transitoires et les incidences fiscales permanentes des différences entre les méthodes comptables.
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre les changements des principales méthodes comptables. 	Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Des documents techniques d'analyse comptable ont été rédigés. • Les principales méthodes comptables qui devront être changées ont été relevées.
3. Préparation et publication des états financiers		
<ul style="list-style-type: none"> • Relever les changements importants à refléter dans les notes complémentaires et la présentation des états financiers. 	Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> • Les changements importants à refléter dans les notes complémentaires et la présentation des états financiers ont été relevés et des ébauches ont été préparées pour certaines nouvelles notes complémentaires.
<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer l'incidence de la transition sur l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS. 	Conception et élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> • Une analyse préliminaire de l'incidence sur l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS a été réalisée aux fins d'examen interne. Cette analyse évoluera au fil des modifications qui seront apportées à l'état consolidé de la situation financière de la Banque, selon la conjoncture économique au moment de la conversion et les changements possibles pour refléter la finalisation des choix d'exemptions selon l'IFRS 1 et les décisions liées aux méthodes comptables.
<ul style="list-style-type: none"> • Recueillir les données et préparer l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS et l'information financière comparative, y compris les rapprochements transitoires connexes et les notes complémentaires. 	Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Les processus de collecte de données pour l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS ont été mis en place.
<ul style="list-style-type: none"> • Publication des états financiers consolidés selon les IFRS, y compris l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS, le rapprochement et les notes complémentaires. 	Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Publication prévue au cours de l'exercice 2012.

ACTIVITÉS CLÉS ET JALONS	PHASE CONNEXE	ÉTAT D'AVANCEMENT
4. Information financière et connaissance des IFRS		
<ul style="list-style-type: none"> • Trouver du personnel qualifié et d'expérience en information financière selon les IFRS et en gestion de projets. • Donner de la formation sur les IFRS au personnel clé des finances et de l'exploitation, y compris aux responsables des procédés administratifs. • Instruire la direction, le comité directeur et le comité de vérification sur les incidences des IFRS. 	Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les jalons ont été réalisés. • Des spécialistes en IFRS, du personnel des finances et de l'exploitation et des gestionnaires de projets ont été embauchés pour former une équipe de projet. • De la formation sur les IFRS a été donnée aux principales parties intéressées internes, et continue d'être donnée au besoin.
<ul style="list-style-type: none"> • Lancer un programme de formation sur les IFRS pour l'ensemble des finances. 	Conception et élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> • Ce jalon a été réalisé. • Des séances de formation et de perfectionnement professionnel sur des sujets techniques des IFRS ont été tenues pour tout le personnel des finances. La Banque tient également des séances d'information régulières sur les IFRS à l'intention des membres du comité directeur, du comité de vérification, de la haute direction et de certaines parties intéressées. • Des directives sur des points particuliers continueront d'être fournies au personnel touché des finances et de l'exploitation.
5. Incidences sur les activités		
<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer les incidences importantes de la transition aux IFRS sur les activités, notamment les processus prévisionnels, les modes de rémunération, les fonds propres réglementaires, les activités de couverture et d'autres contrats importants. 	Évaluation détaillée; Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Les effets des IFRS seront répercutés progressivement dans les processus sur les prévisions et les fonds propres de la Banque. • Les modes de rémunération de la Banque ne devraient pas être touchés de façon importante. • Des changements au programme de couverture de la Banque ont été relevés et ont principalement trait à l'incidence du fait de certains actifs titrisés qui ne seront plus admissibles à la décomptabilisation. • Des changements aux processus et aux systèmes sont en cours d'élaboration pour ce qui est des activités de couverture de la Banque touchées par la transition aux IFRS.
<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer l'incidence des IFRS sur les clients externes de la Banque qui adoptent les IFRS et l'incidence sur les états financiers et les clauses restrictives des contrats de prêt de ces clients. 		<ul style="list-style-type: none"> • La Banque examine les informations fournies par les clients externes qui adoptent les IFRS et d'autres informations disponibles faisant état des changements possibles dans les états financiers de ces clients afin d'évaluer l'incidence possible sur les pratiques de prêt de la Banque. Cet examen se poursuivra en 2010 et en 2011.
6. Technologies de l'information		
<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer les changements requis aux systèmes de TI et aux processus de conception afin de préparer un état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS. • Élaborer une solution pour la saisie de l'information financière selon les PCGR du Canada et les IFRS au cours de l'exercice 2011. • Concevoir, développer et tester les changements liés aux processus et à la technologie. 	Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> • Une solution a été élaborée pour la saisie de l'information financière selon les PCGR du Canada et les IFRS au cours de l'exercice 2011. • L'environnement de présentation de l'information financière est en cours de test afin d'assurer le suivi de toutes les entrées requises pour effectuer la transition des PCGR du Canada aux IFRS et pour produire l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS, les états financiers comparatifs de l'exercice 2011, les rapprochements transitoires connexes et les notes complémentaires.
<ul style="list-style-type: none"> • Tester les autres nouveaux processus et nouvelles technologies de l'information. 	Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Les tests sur les autres nouveaux processus et les changements de technologies sont en cours.

ACTIVITÉS CLÉS ET JALONS	PHASE CONNEXE	ÉTAT D'AVANCEMENT
7. Activités liées aux contrôles : CIIF ainsi que contrôles et procédures de communication de l'information; y compris les relations avec les investisseurs et le plan de communication		
<ul style="list-style-type: none"> Dresser une liste des changements à apporter aux contrôles internes fondés sur les changements devant être apportés aux processus et aux technologies, et la mettre à jour. Pour tous les changements importants apportés aux conventions et aux procédures qui ont été relevés, évaluer l'efficacité des CIIF et des contrôles et procédures de communication de l'information et mettre en œuvre tous les changements nécessaires. Concevoir et mettre en œuvre des contrôles internes sur le processus de transition aux IFRS. 	Conception et élaboration de solutions; Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Des parties intéressées ont commencé à participer à la conception et à la mise en œuvre de contrôles et procédures quant au processus de transition aux IFRS et autres changements qui auront une incidence continue après la transition.
<ul style="list-style-type: none"> Concevoir un plan de communication pour faire connaître aux parties intéressées externes les incidences de la transition aux IFRS. 		<ul style="list-style-type: none"> La Banque est en train d'évaluer son plan de communication à certaines parties intéressées externes des incidences prévues de la transition aux IFRS.
<ul style="list-style-type: none"> Communiquer aux parties intéressées externes l'incidence de la transition aux IFRS. 		<ul style="list-style-type: none"> La communication se poursuivra dans les rapports trimestriels et annuels, et des renseignements supplémentaires seront fournis lorsque des décisions clés seront prises à l'égard des méthodes comptables et de la mise en œuvre.

b) Première application des IFRS

En général, les changements comptables découlant de la transition aux IFRS seront reflétés de manière rétrospective dans l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS de la Banque. Dans le cas où une transition est comptabilisée avec effet rétroactif, l'état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS sera présenté comme si les IFRS avaient toujours été appliquées, et un redressement appliqué pour tenir compte d'une différence entre les PCGR du Canada et les IFRS sera répercuté dans les résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS, conformément à la règle générale de l'IFRS 1 qui consiste à appliquer les IFRS rétrospectivement au moment de la transition. Cependant, l'IFRS 1 prescrit certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective de certaines normes IFRS et permet des exemptions facultatives à l'égard d'autres IFRS. Pour la Banque, des exemptions facultatives importantes touchent la comptabilisation de ce qui suit : i) les avantages sociaux futurs, ii) les regroupements d'entreprises, iii) la désignation des instruments financiers et iv) les écarts de conversion découlant des opérations de change. L'application de certaines de ces exemptions influera sur les résultats non distribués selon les IFRS et les fonds propres d'ouverture de la Banque et pourrait aussi toucher leur comptabilisation au cours des périodes suivant la transition aux IFRS. Un sommaire des principales exemptions facultatives est présenté ci-dessous.

CHAMP DES IFRS	PRINCIPALES EXEMPTIONS FACULTATIVES ET DÉCISIONS
Avantages sociaux futurs	Selon l'IFRS 1, la Banque peut choisir de comptabiliser tout gain ou toute perte actuariel(le) non amorti(e) dans ses résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS. La Banque prévoit se prévaloir de cette exemption facultative.
Regroupements d'entreprises	La Banque peut choisir de ne pas appliquer l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> , à tous les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS. La Banque prévoit se prévaloir de cette exemption facultative pour ne pas retraiter les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition.
Désignation des instruments financiers	Selon l'IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i> , les entités ne sont autorisées à effectuer des désignations qu'au moment de la comptabilisation initiale. L'IFRS 1 offre aux entités la possibilité d'effectuer des désignations à la date de transition aux IFRS. Plus particulièrement, au moment de la transition, l'IFRS 1 autorise la Banque a) à désigner des actifs financiers comme disponibles à la vente et b) à désigner tout actif financier ou passif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, à condition que l'actif ou le passif remplisse les critères IFRS à cette date. La Banque n'a pas pris de décision finale relativement à ces exemptions facultatives.
Écarts de conversion	La Banque peut choisir de reclasser dans les résultats non distribués l'ensemble des écarts de conversion inscrits dans les autres éléments du résultat étendu au moment de la transition. La Banque prévoit se prévaloir de cette exemption facultative.

c) Sommaire des principales différences

Les principales différences relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada comprennent i) la décomptabilisation des instruments financiers (titrisations), ii) les consolidations, iii) les avantages sociaux futurs et iv) les regroupements d'entreprises. Un sommaire des principales différences est présenté ci-dessous.

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	PRINCIPALES DIFFÉRENCES RELATIVES AU TRAITEMENT COMPTABLE	PRINCIPALES INCIDENCES POSSIBLES
<p>Décomptabilisation des instruments financiers (titrisations)</p>	<p>PCGR du Canada Selon les PCGR du Canada, la décomptabilisation repose sur l'abandon par la Banque du contrôle sur les actifs transférés.</p> <p>IFRS Selon les IFRS, la décomptabilisation repose surtout sur le transfert par la Banque de pratiquement tous les risques et avantages attachés à la propriété.</p> <p>Analyse Le modèle retenu pour la décomptabilisation des actifs financiers selon les IFRS diffère sensiblement de celui suivi selon les PCGR. Ainsi, la Banque prévoit que la plupart des transferts d'actifs financiers qui étaient auparavant admissibles à la décomptabilisation selon les PCGR du Canada ne le seront plus selon les IFRS. Ces actifs seront présentés à l'état consolidé de la situation financière au moment de la transition aux IFRS de la Banque, ce qui fera augmenter le total des actifs et le total des passifs. Par exemple, selon les IFRS, la Banque ne prévoit pas que ses transferts de prêts hypothécaires par l'entremise du Programme d'obligations hypothécaires du Canada seront admissibles à la décomptabilisation. Comme ces transferts représentent des opérations de financement, la Banque ne réalisera dorénavant plus de gains ou de pertes sur titrisation au transfert des prêts hypothécaires. Au moment de la transition, les résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS refléteront l'incidence de la comptabilisation des transferts des exercices précédents à titre d'opérations de financement plutôt qu'à titre d'opérations de vente. Si des actifs financiers transférés devaient rester dans l'état consolidé de la situation financière selon les IFRS, les stratégies de gestion des risques et de gestion des actifs et des passifs de la Banque pourraient être touchées. La Banque évalue cette incidence possible de même que tout effet que cette différence inhérente aux IFRS pourrait avoir sur ses fonds propres réglementaires.</p>	<p>Incidence prévue sur l'état consolidé de la situation financière selon les IFRS Augmentation du total des actifs et du total des passifs; variation des résultats non distribués.</p> <p>Modifications de normes futures L'IASB étudie la possibilité d'apporter aux IFRS des changements à ce champ d'application. Une directive définitive n'est attendue qu'au début de 2011. Il est peu probable que l'adoption de ces changements soit obligatoire avant que la Banque fasse la transition aux IFRS.</p> <p>En août 2010, l'IASB a publié un exposé-sondage proposant certaines modifications à l'IFRS 1. Les modifications proposées pourraient permettre à la Banque d'appliquer de manière prospective les exigences relatives à la décomptabilisation selon l'IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>, lors de la transition aux IFRS. La Banque est en train d'analyser les retombées de l'exposé-sondage n'a pas mis à jour son analyse de ce fait nouveau présentée dans le présent rapport.</p>
<p>Consolidations</p>	<p>PCGR du Canada Selon les PCGR du Canada, la Banque ne consolide une structure d'accueil (SA) que si elle est exposée à la majorité des pertes prévues de la SA ou si elle a droit à la majorité du rendement résiduel prévu de la SA, ou les deux. En outre, les PCGR du Canada prévoient une exemption pour la consolidation des structures d'accueil désignées «admissibles» (SAA), en présence de certaines conditions.</p> <p>IFRS Selon les IFRS, la consolidation d'entités ad hoc repose sur le fait que la Banque a le contrôle sur une entité ad hoc. En outre, le concept de SAA est inexistant dans les termes des IFRS.</p> <p>Analyse Au moment de la transition aux IFRS, la Banque prévoit donc consolider certaines entités ad hoc qui, actuellement, ne sont pas consolidées comme SA selon les PCGR du Canada. La consolidation d'entités auparavant non consolidées pourrait entraîner une hausse des actifs, des passifs et des participations ne donnant pas le contrôle. De plus, il pourrait en découler la contrepassation de gains ou de pertes auparavant comptabilisés dans les bénéfices non répartis d'ouverture selon les IFRS lors d'opérations menées avec ces entités. La Banque est en train d'évaluer l'impact qu'aura sur ses fonds propres</p>	<p>Incidence prévue sur l'état consolidé de la situation financière selon les IFRS Hausse possible des actifs, des passifs et des participations ne donnant pas le contrôle; variation des résultats non distribués.</p> <p>Modifications de normes futures L'IASB étudie la possibilité d'apporter aux IFRS des changements à ce champ d'application. L'un des changements proposés vise la nouvelle définition de la notion de contrôle, qui pourrait influencer encore davantage sur le nombre d'entités que la Banque serait tenue d'intégrer dans ses états financiers consolidés. Une directive définitive n'est prévue que pour la fin de 2011. Il est peu probable que l'adoption de ces changements soit obligatoire avant que la Banque fasse la transition aux IFRS.</p>

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	PRINCIPALES DIFFÉRENCES RELATIVES AU TRAITEMENT COMPTABLE	PRINCIPALES INCIDENCES POSSIBLES
	réglementaires la consolidation différentielle d'entités ad hoc selon les IFRS. Par ailleurs, la consolidation d'entités auparavant non consolidées pourrait entraîner une variation des positions d'actifs et de passifs, ce qui, à son tour, pourrait influencer sur les stratégies de couverture de la Banque.	
Avantages sociaux futurs	<p>PCGR du Canada Selon les PCGR du Canada, il n'y a pas de différence entre la comptabilisation des tranches acquise et non acquise du coût des modifications de régime, l'amortissement des deux composantes se faisant dans les deux cas sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des membres du régime. En outre, les PCGR du Canada permettent deux choix de méthode comptable à l'égard des gains et des pertes actuariels. La méthode comptable de la Banque consiste à amortir l'excédent, le cas échéant, du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % des obligations au titre des prestations projetées ou 10 % de la juste valeur des actifs des régimes, selon le montant le plus élevé, sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des membres actifs, comme il est décrit à la note 25 des états financiers consolidés annuels de la Banque.</p> <p>IFRS Selon les IFRS, le coût des modifications de régime est comptabilisé immédiatement lorsqu'il se rapporte aux avantages acquis; sinon, il est comptabilisé sur le reste de la période d'acquisition des droits.</p> <p>Analyse Compte tenu de cette différence, au moment de la transition aux IFRS, la Banque devra comptabiliser la tranche acquise du coût des modifications de régime au moment où les avantages sont accordés et comptabiliser la charge relative aux avantages non acquis plus rapidement qu'aux termes des PCGR du Canada. La Banque s'attend à ce que la méthode à l'égard de la comptabilisation des gains et des pertes actuariels ne change pas à la transition aux IFRS.</p>	<p>Incidence prévue sur l'état consolidé de la situation financière selon les IFRS (y compris l'incidence de certaines exemptions facultatives aux termes de l'IFRS 1; se reporter à Première application des IFRS plus haut)</p> <p>Les déficits non amortis liés au coût des services passés en date du 1^{er} novembre 2010 entraîneront une diminution des résultats non distribués et un ajustement correspondant aux actifs et passifs.</p> <p>Modifications de normes futures L'IASB étudie la possibilité d'apporter des changements à la comptabilisation des avantages sociaux futurs, changements qui ne sont pas prévus avant le début de 2011. Il est peu probable que l'adoption de ces changements soit obligatoire avant que la Banque fasse la transition aux IFRS.</p>
Regroupements d'entreprises	<p>PCGR du Canada <u>Évaluation d'une contrepartie en actions</u> Les actions émises à titre de contrepartie sont évaluées à leur cours sur une durée raisonnable avant et après la date à laquelle sont convenues et annoncées les conditions du regroupement d'entreprises. <u>Coûts de restructuration</u> Les coûts relatifs au plan d'un acquéreur visant à sortir d'une activité, ou encore à mettre fin à l'emploi ou à déplacer des employés d'une entreprise sont comptabilisés à titre de passif dans la répartition du prix d'acquisition. <u>Frais connexes à l'acquisition</u> Les frais connexes à l'acquisition (c.-à-d. les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseillers, de juristes, etc.) sont inclus dans la répartition du prix d'acquisition.</p> <p>IFRS <u>Évaluation du prix d'acquisition</u> Les actions émises à titre de contrepartie sont évaluées à leur cours à la date de conclusion de l'acquisition. <u>Coûts de restructuration</u> Les coûts sont généralement passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et sont exclus de la répartition du prix d'acquisition. <u>Frais connexes à l'acquisition</u> Les frais sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et sont exclus de la répartition du prix d'acquisition.</p>	<p>Incidence prévue sur l'état consolidé de la situation financière selon les IFRS (y compris l'incidence de certaines exemptions facultatives aux termes de l'IFRS 1; se reporter à Première application des IFRS plus haut)</p> <p>Incidence sur la répartition du prix d'acquisition, y compris des ajustements possibles du goodwill, des résultats non distribués et du capital social si la Banque choisit de retraiter un regroupement d'entreprises.</p>

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	PRINCIPALES DIFFÉRENCES RELATIVES AU TRAITEMENT COMPTABLE	PRINCIPALES INCIDENCES POSSIBLES
	<p>Analyse</p> <p>L'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i>, fournit des lignes directrices sur la comptabilisation et l'évaluation des regroupements d'entreprises qui diffèrent des lignes directrices fournies dans les PCGR canadiens actuels. L'IFRS 3 met davantage l'accent sur l'évaluation à la juste valeur d'éléments comme les participations ne donnant pas le contrôle et les contreparties éventuelles.</p> <p>Ces différences auront une incidence sur la répartition du prix d'acquisition, y compris le montant du goodwill comptabilisé par la Banque.</p>	

d) Sommaire des autres différences

Le tableau suivant présente d'autres modifications de méthodes comptables qui auront, selon la Banque, une incidence moindre sur les états financiers consolidés de la Banque et qui exigeront des modifications limitées sur le plan de la collecte et du traitement des données.

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	AUTRES DIFFÉRENCES RELATIVES À LA COMPTABILISATION
Provisions et passifs éventuels	<p>Selon les IFRS, une provision est comptabilisée lorsqu'une sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation est plus probable qu'improbable, tandis que, selon les PCGR du Canada, une provision est comptabilisée lorsqu'une sortie de ressources est probable. Les IFRS exigent également qu'une provision soit comptabilisée lorsqu'un contrat devient déficitaire, tandis que les PCGR du Canada n'exigent la comptabilisation d'un tel passif que dans certaines situations.</p>
Paiements fondés sur des actions	<p><u>Comptabilisation des charges</u> : Selon les IFRS, le coût des paiements fondés sur des actions est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle un employé rend un service en vue de gagner l'attribution. Cette période correspond généralement à la période d'acquisition des droits et peut commencer avant la date d'attribution. Selon les PCGR du Canada, la Banque ne comptabilise pas de charge avant la date d'attribution.</p> <p><u>Extinctions</u> : Selon les IFRS, les extinctions prévues doivent être estimées à la date d'attribution et prises en compte dans l'évaluation du passif. L'estimation est révisée à chaque date de clôture. Les PCGR du Canada permettent de choisir comme méthode comptable de comptabiliser les extinctions à mesure qu'elles se produisent ou de les estimer à la comptabilisation initiale.</p>
Dépréciation d'actifs à long terme	<p>Selon les IFRS, un test de dépréciation comportant une seule étape est effectué pour détecter et évaluer les dépréciations, pour comparer la valeur comptable d'un actif à sa valeur d'utilité ou à sa juste valeur diminuée des frais de vente, selon le plus élevé des deux montants. Selon les PCGR du Canada, une dépréciation est calculée selon les flux de trésorerie actualisés seulement si les flux de trésorerie non actualisés de l'actif sont inférieurs à sa valeur comptable.</p> <p>Les pertes de valeur déjà comptabilisées doivent être reprises lorsqu'un changement de circonstances indique que la dépréciation a été diminuée, à l'exception du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée. Les reprises de pertes de valeur sont interdites selon les PCGR du Canada.</p>

e) Autres faits nouveaux sur les IFRS

L'IASB continue d'apporter des changements aux IFRS afin d'améliorer la qualité d'ensemble de l'information financière. Il a déjà été question ci-dessus de plusieurs changements possibles. En outre, l'IASB poursuit de nombreux autres grands projets de normes. Ces projets de normes porteront, entre autres, sur diverses questions, notamment la comptabilisation des impôts sur le résultat, les contrats de location, les provisions et passifs éventuels, ainsi que sur les informations à fournir relativement à divers sujets.

L'IASB est également en train d'étudier la possibilité d'apporter des changements importants aux normes sur les instruments financiers, entre autres pour ce qui est de la comptabilité de couverture et d'autres sujets touchant les instruments financiers comme la dépréciation d'actifs financiers. Il est probable que ces changements ne seront obligatoires pour la Banque qu'après la transition. Une nouvelle norme portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers a déjà été publiée par l'IASB. Cependant, cette nouvelle norme ne sera pas adoptée par la Banque avant l'exercice 2014, date d'adoption obligatoire.

La Banque suit activement tous les projets de l'IASB qui sont pertinents pour l'information financière et les méthodes comptables de la Banque, et adapte son plan d'application des IFRS en conséquence.

Les différences indiquées dans l'information transitoire ne doivent pas être perçues comme étant exhaustives et d'autres changements peuvent résulter de la transition aux IFRS. En outre, les incidences présentées quant à la transition aux IFRS tiennent compte des hypothèses, estimations et attentes les plus récentes, dont l'évaluation des IFRS qui devraient être applicables au moment de la transition. Il est possible que par suite de changements de situation,

comme l'état de l'économie ou des activités, et du fait de l'incertitude inhérente à l'utilisation d'hypothèses, les incidences réelles de la transition aux IFRS diffèrent de celles présentées plus haut.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la plus récente période intermédiaire, il n'y a eu aucune modification aux conventions, procédures et autres processus, incluant ceux sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque, qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009
ACTIF		
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 969 \$	2 414 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	20 477	19 103
	23 446	21 517
Valeurs mobilières (Note 2)		
Détenues à des fins de transaction (Note 4)	58 398	54 320
Disponibles à la vente	103 018	84 841
Détenues jusqu'à leur échéance	9 838	9 662
	171 254	148 823
Valeurs mobilières prises en pension	53 008	32 948
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	67 600	65 665
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	99 022	94 357
Cartes de crédit	8 737	8 152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (Note 4)	77 501	76 176
Titres d'emprunt classés comme prêts	8 041	11 146
	260 901	255 496
Provision pour pertes sur prêts (Note 3)	(2 298)	(2 368)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	258 603	253 128
Divers		
Engagements de clients au titre d'acceptations	7 698	9 946
Investissement dans TD Ameritrade	5 628	5 465
Instruments financiers dérivés (Note 8)	48 477	49 445
Écart d'acquisition	14 442	15 015
Autres actifs incorporels	2 165	2 546
Terrains, constructions, matériel et mobilier	3 934	4 078
Actifs d'impôts exigibles	–	238
Autres actifs	14 812	14 070
	97 156	100 803
Total de l'actif	603 467 \$	557 219 \$
PASSIF		
Dépôts		
Particuliers	240 655 \$	223 228 \$
Banques	13 660	5 480
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	142 557	126 907
Détenus à des fins de transaction	24 325	35 419
	421 197	391 034
Divers		
Acceptations	7 698	9 946
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	23 059	17 641
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	25 239	16 472
Instruments financiers dérivés (Note 8)	50 391	48 152
Passifs d'impôts exigibles	447	–
Passifs d'impôts futurs	317	235
Autres passifs	19 348	19 632
	126 499	112 078
Billets et débiteures subordonnés	12 384	12 383
Passif au titre des actions privilégiées	550	550
Passif au titre des titres de fiducie de capital (Note 10)	–	895
Participations sans contrôle dans les filiales	1 501	1 559
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Actions ordinaires (en millions d'actions émises et en circulation : 31 juillet 2010 – 875,4 et 31 oct. 2009 – 859,6) (Note 11)	16 443	15 357
Actions privilégiées (en millions d'actions émises et en circulation : 31 juillet 2010 – 135,8 et 31 oct. 2009 – 135,8) (Note 11)	3 395	3 395
Actions propres – ordinaires (en millions d'actions en circulation : 31 juillet 2010 – (1,3) et 31 oct. 2009 – (0,8)) (Note 11)	(88)	(15)
Surplus d'apport	313	336
Bénéfices non répartis	20 548	18 632
Cumul des autres éléments du résultat étendu (Note 13)	725	1 015
	41 336	38 720
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	603 467 \$	557 219 \$

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.
Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Revenu d'intérêts				
Prêts	3 240 \$	3 338 \$	9 646 \$	10 427 \$
Valeurs mobilières				
Dividendes	187	184	562	688
Intérêts	783	905	2 189	3 142
Dépôts auprès de banques	166	85	497	358
	4 376	4 512	12 894	14 615
Frais d'intérêts				
Dépôts	1 113	1 221	3 375	4 692
Billets et débiteurs subordonnés	167	168	501	503
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	7	23	30	70
Divers	168	267	428	849
	1 455	1 679	4 334	6 114
	2 921	2 833	8 560	8 501
Revenu d'intérêts net				
Revenus autres que d'intérêts				
Services de placement et de valeurs mobilières	581	572	1 808	1 621
Commissions sur crédit	154	150	479	454
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières	10	(90)	74	(463)
Revenu (perte) de négociation	(8)	338	365	470
Frais de service	428	368	1 259	1 122
Titrisations de prêts (Note 5)	110	92	365	333
Services de cartes	216	197	610	541
Assurances, déduction faite des règlements	239	253	790	711
Honoraires de fiducie	34	35	113	108
Autres revenus (pertes)	59	(81)	125	(256)
	1 823	1 834	5 988	4 641
Total des revenus	4 744	4 667	14 548	13 142
Provision pour pertes sur créances (Note 3)	339	557	1 221	1 959
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages sociaux	1 454	1 436	4 475	4 387
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	304	299	897	920
Frais de matériel et de mobilier, amortissement compris	214	227	612	651
Amortissement des autres actifs incorporels	147	158	445	502
Frais de restructuration (Note 16)	-	-	17	27
Marketing et développement des affaires	140	127	411	408
Frais liés aux activités de courtage	76	73	224	204
Services professionnels et de conseil	204	200	523	540
Communications	66	60	187	181
Divers	361	465	1 109	1 296
	2 966	3 045	8 900	9 116
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 439	1 065	4 427	2 067
Charge d'impôts sur les bénéfices	310	209	888	109
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	26	28	79	84
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	74	84	190	236
Bénéfice net	1 177	912	3 650	2 110
Dividendes sur actions privilégiées	49	49	146	119
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 128 \$	863 \$	3 504 \$	1 991 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) (Note 17)				
De base	870,2	851,5	864,4	844,3
Dilué	875,1	855,4	869,6	846,5
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (Note 17)				
De base	1,30 \$	1,01 \$	4,05 \$	2,36 \$
Dilué	1,29	1,01	4,03	2,35
Dividendes par action (en dollars canadiens)	0,61	0,61	1,83	1,83

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Actions ordinaires (Note 11)				
Solde au début de la période	16 012 \$	14 912 \$	15 357 \$	13 278 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	35	90	432	135
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	144	116	402	324
Produit tiré de l'émission de nouvelles actions	252	–	252	1 381
Solde à la fin de la période	16 443	15 118	16 443	15 118
Actions privilégiées (Note 11)				
Solde au début de la période	3 395	3 395	3 395	1 875
Actions émises	–	–	–	1 520
Solde à la fin de la période	3 395	3 395	3 395	3 395
Actions propres – ordinaires (Note 11)				
Solde au début de la période	(59)	(75)	(15)	(79)
Achat d'actions	(530)	(520)	(1 646)	(1 137)
Vente d'actions	501	532	1 573	1 153
Solde à la fin de la période	(88)	(63)	(88)	(63)
Actions propres – privilégiées (Note 11)				
Solde au début de la période	(1)	–	–	–
Achat d'actions	(14)	–	(35)	–
Vente d'actions	15	–	35	–
Solde à la fin de la période	–	–	–	–
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	302	388	336	392
Prime nette (escompte net) sur les actions propres	13	(20)	48	(24)
Options sur actions (Note 14)	(2)	(11)	(71)	(11)
Solde à la fin de la période	313	357	313	357
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	19 956	17 848	18 632	17 857
Bénéfice net attribuable à l'alignement de la période de présentation d'entités américaines (Note 1)	–	–	–	4
Rajustement transitoire à l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers (Note 1)	–	–	–	(59)
Bénéfice net	1 177	912	3 650	2 110
Dividendes sur actions ordinaires	(532)	(519)	(1 584)	(1 553)
Dividendes sur actions privilégiées	(49)	(49)	(146)	(119)
Frais d'émission d'actions	(4)	–	(4)	(48)
Solde à la fin de la période	20 548	18 192	20 548	18 192
Cumul des autres éléments du résultat étendu (Note 13)				
Solde au début de la période	(1 181)	3 904	1 015	(1 649)
Autres éléments du résultat étendu liés à l'alignement de la période de présentation d'entités américaines (Note 1)	–	–	–	329
Rajustement transitoire à l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers (Note 1)	–	–	–	563
Autres éléments du résultat étendu pour la période	1 906	(2 883)	(290)	1 778
Solde à la fin de la période	725	1 021	725	1 021
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	21 273	19 213	21 273	19 213
Total de l'avoir des actionnaires	41 336 \$	38 020 \$	41 336 \$	38 020 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Bénéfice net	1 177 \$	912 \$	3 650 \$	2 110 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices				
Variation des gains latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture ²	234	713	231	782
Reclassement en résultat de pertes nettes liées aux valeurs mobilières disponibles à la vente ³	17	45	14	212
Variation nette des gains (pertes) de change latent(e)s sur écarts de conversion sur les investissements dans les filiales, déduction faite des activités de couverture ^{4,5}	497	(2 624)	(1 028)	277
Variation des gains nets (pertes nettes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ⁶	1 426	(661)	1 342	1 402
Reclassement en résultat de gains nets sur les couvertures de flux de trésorerie ⁷	(268)	(356)	(849)	(895)
	1 906	(2 883)	(290)	1 778
Résultat étendu pour la période	3 083 \$	(1 971) \$	3 360 \$	3 888 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

² Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 126 millions de dollars et de 118 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (charge d'impôts sur les bénéfices de 303 millions de dollars et de 302 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

³ Déduction faite d'une économie d'impôts sur les bénéfices de 5 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (économie d'impôts sur les bénéfices de 61 millions de dollars et de 133 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

⁴ Déduction faite d'une économie d'impôts sur les bénéfices de 86 millions de dollars et d'une charge d'impôts de 281 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (charge d'impôts sur les bénéfices de 537 millions de dollars et de 662 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

⁵ Comprend des pertes après impôts de 191 millions de dollars et des gains après impôts de 806 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (gains après impôts de 1 297 millions de dollars et de 1 406 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009), découlant des couvertures des investissements de la Banque dans des établissements étrangers.

⁶ Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 605 millions de dollars et de 619 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (économie d'impôts sur les bénéfices de 267 millions de dollars et charge d'impôt sur les bénéfices de 676 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

⁷ Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 99 millions de dollars et de 368 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (charge d'impôts sur les bénéfices de 165 millions de dollars et de 398 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Flux de trésorerie d'exploitation				
Bénéfice net	1 177 \$	912 \$	3 650 \$	2 110 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets d'exploitation				
Provision pour pertes sur créances	339	557	1 221	1 959
Frais de restructuration (Note 16)	–	–	17	27
Amortissement	141	156	416	434
Amortissement des autres actifs incorporels	147	158	445	502
Pertes nettes (gains nets) sur valeurs mobilières	(10)	90	(74)	463
Gain net sur titrisations (Note 5)	(68)	(53)	(238)	(234)
Quote-part du bénéfice net d'une société liée	(74)	(84)	(190)	(236)
Participations sans contrôle	26	28	79	84
Impôts sur les bénéfices futurs	(224)	(20)	(222)	(63)
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Impôts sur les bénéfices à recevoir et exigibles	801	943	685	2 129
Intérêts à recevoir et à payer	(218)	(139)	(266)	76
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	(599)	10 208	(4 078)	9 607
Actifs dérivés	(6 713)	17 002	968	25 951
Passifs dérivés	5 870	(13 381)	2 239	(18 753)
Divers	1 801	(3 200)	(276)	512
Flux de trésorerie nets d'exploitation	2 396	13 177	4 376	24 568
Flux de trésorerie de financement				
Variation des dépôts	16 705	(13 477)	26 863	11 763
Variation des valeurs mobilières vendues à découvert	2 131	(1 363)	5 418	(6 079)
Variation des valeurs mobilières mises en pension	1 757	2 468	8 767	(11 519)
Remboursement de billets et de débetures subordonnés	–	–	–	(18)
Passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital	–	(1)	(895)	5
Écart de conversion sur les billets et les débetures subordonnés émis en monnaie étrangère et autres	56	(50)	1	(3)
Actions ordinaires émises	276	71	585	1 455
Vente d'actions propres	529	512	1 656	1 129
Achat d'actions propres	(544)	(520)	(1 681)	(1 137)
Dividendes versés	(437)	(452)	(1 328)	(1 348)
Produit net tiré de l'émission d'actions privilégiées	–	–	–	1 497
Flux de trésorerie nets de financement	20 473	(12 812)	39 386	(4 255)
Flux de trésorerie d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	1 566	(4 677)	(1 374)	(2 692)
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et détenues jusqu'à leur échéance				
Achats	(23 534)	(21 445)	(64 118)	(70 527)
Produit tiré des échéances	11 673	20 117	29 840	32 009
Produit tiré des ventes	3 456	10 063	16 604	26 299
Variation nette des prêts, déduction faite des titrisations	(9 282)	(9 597)	(16 072)	(36 338)
Produit tiré des titrisations de prêts (Note 5)	4 501	6 048	11 420	20 906
Achats nets de locaux, matériel et mobilier	(213)	123	(272)	(463)
Valeurs mobilières prises en pension	(10 716)	(805)	(20 060)	10 809
Trésorerie nette acquise dans le cadre d'acquisitions (Note 7)	–	–	899	–
Flux de trésorerie nets d'investissement	(22 549)	(173)	(43 133)	(19 997)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	20	(152)	(74)	(167)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	340	40	555	149
Incidence de l'alignement de la période de présentation d'entités américaines (Note 1)	–	–	–	(189)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 629	2 437	2 414	2 517
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période, représentés par l'encaisse et les montants à recevoir de banques	2 969 \$	2 477 \$	2 969 \$	2 477 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 646 \$	2 022 \$	4 737 \$	7 165 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés (remboursés) au cours de la période	(185)	(90)	583	(968)

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Note 1 : SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés vérifiés du Groupe Financier Banque TD (GFBTD ou la Banque) pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (les états financiers consolidés de 2009). Selon les PCGR, des informations additionnelles sont requises pour les états financiers annuels et, par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de 2009 et les notes y afférentes figurant aux pages 93 à 143 du rapport annuel 2009 de la Banque et les passages ombragés du rapport de gestion annuel inclus aux pages 69 à 77 du rapport annuel 2009 de la Banque. Certaines informations sont présentées dans le rapport de gestion annuel selon les PCGR et tel qu'il est mentionné à la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le présent rapport. Ces informations sont ombragées dans le rapport de gestion et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent tous les rajustements qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une présentation fidèle des résultats pour les périodes présentées. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Modification de la comptabilisation des instruments financiers – Titres de créance classés comme prêts et prêts classés comme détenus à des fins de transaction

En août 2009, le Conseil des normes comptables (CNC) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a modifié le chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3025, «Prêts douteux», du *Manuel de l'ICCA* (les modifications de 2009). Par suite des modifications, la Banque a reclassé certains titres de créance disponibles à la vente dans la catégorie des prêts avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2008 d'après leur coût après amortissement à cette date. De plus, la Banque a reclassé dans les prêts des titres classés comme détenus jusqu'à leur échéance qui n'avaient pas de prix coté sur un marché actif, et a reclassé comme détenus à des fins de transaction des prêts qu'elle avait l'intention de vendre immédiatement ou dans un avenir proche.

Se reporter à la note 1a) du rapport annuel 2009 de la Banque qui contient une description des modifications de 2009 et de leur incidence sur les états financiers intermédiaires déjà publiés.

Alignement de la période de présentation des entités américaines

En date du 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A., qui mène présentement ses activités sous la bannière TD Bank, la banque américaine la plus pratique, a été alignée sur la période de présentation de la Banque afin d'éliminer le décalage de un mois dans la présentation de l'information financière. Avant le 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A. était incluse dans les états financiers de la Banque avec un décalage de un mois. D'après le chapitre 1506 du *Manuel de l'ICCA*, «Modifications comptables», cet alignement est considéré comme une modification de convention comptable. Les résultats de TD Bank, N.A. pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 juillet 2010 ont donc été inclus dans les résultats de la Banque pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 juillet 2010. L'incidence de l'élimination du décalage de un mois résultant de l'alignement de la période de présentation d'entités américaines a été incluse directement dans les bénéfices non répartis, sans incidence sur l'état des résultats consolidé.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

Transition aux Normes internationales d'information financière

Les PCGR du Canada pour les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes convergeront avec les Normes internationales d'information financière (IFRS), lesquelles entreront en vigueur pour les périodes intermédiaires et annuelles de la Banque ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Ainsi, la Banque publiera ses premiers états financiers consolidés préparés selon les IFRS pour le premier trimestre se terminant le 31 janvier 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de l'exercice 2012 de la Banque comprendront les résultats financiers comparatifs de l'exercice 2011 selon les IFRS. La Banque continue d'évaluer l'incidence sur ses états financiers consolidés.

Note 2 : VALEURS MOBILIÈRES

Baisse de valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente

La valeur comptable des valeurs mobilières disponibles à la vente est ramenée à leur juste valeur au besoin pour refléter une baisse de valeur durable. Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, la Banque a constaté des pertes de valeur considérées comme durables de 25 millions de dollars et de 28 millions de dollars respectivement (22 millions de dollars et 333 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) sur des valeurs mobilières disponibles à la vente. De ces pertes de valeur, un montant de 10 millions de dollars était lié aux titres de créance du portefeuille reclassé décrit ci-après pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (pertes de valeur de 3 millions de dollars et de 88 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, principalement compensées par des gains sur la protection de crédit détenue, lesquels ont été comptabilisés dans les autres revenus).

Reclassement de certains titres de créance

Comme il est décrit plus explicitement à la note 1 des rapports annuels 2009 et 2008, par suite de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction et a reclassé ces titres dans la catégorie disponibles à la vente en date du 1^{er} août 2008, conformément aux modifications du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du *Manuel de l'ICCA*.

Le 1^{er} août 2008, la juste valeur des titres de créance détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans la catégorie disponibles à la vente s'établissait à 6 979 millions de dollars. De plus, à la date du reclassement, ces titres de créance comportaient un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 6,99 % et des flux de trésorerie recouvrables prévus, sur une base non actualisée, de 9 732 millions de dollars. La juste valeur des titres de créance reclassés était de 4 766 millions de dollars au 31 juillet 2010 (5 963 millions de dollars au 31 octobre 2009). Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, un revenu d'intérêts net respectif de 67 millions de dollars et de 200 millions de dollars après impôts (86 millions de dollars et 300 millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) a été comptabilisé à l'égard des titres de créance reclassés. Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, l'augmentation de la juste valeur respective de 8 millions de dollars et de 75 millions de dollars après impôts (316 millions de dollars et 486 millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) à l'égard de ces valeurs mobilières a été constatée dans les autres éléments du résultat étendu. Si la Banque n'avait pas reclassé ces titres de créance, les variations de la juste valeur de ces titres de créance auraient été incluses dans le revenu de négociation, ce qui aurait entraîné une augmentation du bénéfice net de 8 millions de dollars et de 75 millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (316 millions de dollars et 486 millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009). Au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2010, des titres de créance reclassés d'une juste valeur de 258 millions de dollars et de 1 049 millions de dollars respectivement ont été vendus ou sont venus à échéance (504 millions de dollars et 973 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009), et des montants de (4) millions de dollars et de 22 millions de dollars après impôts ont été comptabilisés au titre des gains (pertes) sur valeur mobilières au cours de ces périodes (1 million de dollars et (77) millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

Gains et pertes latents sur valeurs mobilières

Le tableau suivant présente les gains et les pertes latents sur valeurs mobilières aux 31 juillet 2010 et 31 octobre 2009.

Gains et pertes latents sur valeurs mobilières

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010				31 octobre 2009			
	Coût/après amortissement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/après amortissement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Valeurs mobilières disponibles à la vente								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	12 317 \$	11 \$	3 \$	12 325 \$	10 872 \$	9 \$	– \$	10 881 \$
Provinces	362	13	–	375	368	12	–	380
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	10 096	171	33	10 234	6 676	102	47	6 731
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	11 074	165	9	11 230	10 712	125	21	10 816
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	26 122	492	176	26 438	19 016	385	256	19 145
	59 971	852	221	60 602	47 644	633	324	47 953
Autres titres de créance								
Titres adossés à des créances mobilières	19 522	541	53	20 010	12 010	104	54	12 060
Obligations de sociétés et autres	15 267	295	29	15 533	16 422	532	4	16 950
	34 789	836	82	35 543	28 432	636	58	29 010
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction¹								
	4 505	315	54	4 766	5 787	299	123	5 963
Titres de participation								
Actions privilégiées	352	35	19	368	370	49	30	389
Actions ordinaires	1 700	319	20	1 999	1 509	317	71	1 755
	2 052	354	39	2 367	1 879	366	101	2 144
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente²	101 317 \$	2 357 \$	396 \$	103 278 \$	83 742 \$	1 934 \$	606 \$	85 070 \$
Valeurs mobilières détenues jusqu'à leur échéance								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens – Fédéral	423 \$	– \$	– \$	423 \$	399 \$	– \$	– \$	399 \$
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	964	–	–	964	1 358	34	–	1 392
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	7 903	239	6	8 136	7 267	187	1	7 453
	9 290	239	6	9 523	9 024	221	1	9 244
Autres titres de créance – autres émetteurs								
	548	11	–	559	638	15	–	653
	548	11	–	559	638	15	–	653
Total des valeurs mobilières détenues jusqu'à leur échéance	9 838 \$	250 \$	6 \$	10 082 \$	9 662 \$	236 \$	1 \$	9 897 \$
Total des valeurs mobilières	111 155 \$	2 607 \$	402 \$	113 360 \$	93 404 \$	2 170 \$	607 \$	94 967 \$

¹ Inclut la juste valeur des valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement au 31 juillet 2010 de 18 millions de dollars (38 millions de dollars au 31 octobre 2009) et des autres titres de créance au 31 juillet 2010 de 4 748 millions de dollars (5 925 millions de dollars au 31 octobre 2009).

² Au 31 juillet 2010, certaines valeurs mobilières dans le portefeuille de titres disponibles à la vente d'une valeur comptable de 2 105 millions de dollars (2 242 millions de dollars au 31 octobre 2009) n'avaient pas de prix cotés et étaient comptabilisées au coût. La juste valeur de ces valeurs mobilières s'établissait à 2 365 millions de dollars (2 471 millions de dollars au 31 octobre 2009) et est incluse dans le tableau ci-dessus.

Note 3 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES ET PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX**Provision pour pertes sur créances**

La Banque maintient une provision qu'elle considère comme suffisante pour absorber toutes les pertes sur créances relatives à un portefeuille constitué d'instruments qui figurent au bilan consolidé intermédiaire ou qui sont hors bilan consolidé intermédiaire. La provision pour pertes sur prêts, qui comprend la provision pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, les cartes de crédit, les prêts aux entreprises et aux gouvernements ainsi que les titres de créance classés comme prêts, est déduite des prêts au bilan consolidé intermédiaire. La provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan, qui est liée à certaines garanties, lettres de crédit et lignes de crédit non utilisées, est comptabilisée dans les autres passifs.

La variation de la provision pour pertes sur créances de la Banque pour les trois mois terminés les 31 juillet 2010, 31 octobre 2009 et 31 juillet 2009 est présentée dans le tableau suivant.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010			31 octobre 2009			31 juillet 2009 ¹		
	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total
Solde au début de la période	650 \$	1 952 \$	2 602 \$	536 \$	1 996 \$	2 532 \$	517 \$	1 970 \$	2 487 \$
Provision pour pertes sur créances	345	(6)	339	417	104	521	414	143	557
Radiations	(453)	–	(453)	(439)	–	(439)	(401)	–	(401)
Recouvrements	35	–	35	32	–	32	28	–	28
Écart de conversion et autres rajustements	47	9	56	12	(19)	(7)	(22)	(117)	(139)
Solde à la fin de la période	624 \$	1 955 \$	2 579 \$	558 \$	2 081 \$	2 639 \$	536 \$	1 996 \$	2 532 \$
Composée de :									
Provision pour pertes sur prêts	624 \$	1 674 \$	2 298 \$	558 \$	1 810 \$	2 368 \$	536 \$	1 722 \$	2 258 \$
Provision pour pertes sur créances liée aux instruments hors bilan	–	281	281	–	271	271	–	274	274
Total	624 \$	1 955 \$	2 579 \$	558 \$	2 081 \$	2 639 \$	536 \$	1 996 \$	2 532 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Prêts couverts

Les prêts qui sont assujettis aux accords de partage des pertes conclus avec la Federal Deposit Insurance Corporation («FDIC») sont considérés comme étant des prêts couverts par la FDIC. Les pertes sur créances liées aux prêts couverts par la FDIC sont déterminées déduction faite du montant qui devrait être remboursé par la FDIC. Au 31 juillet 2010, l'encours des prêts couverts et le montant prévu à recevoir de la FDIC s'établissaient à respectivement 1,8 milliard de dollars US et 262 millions de dollars US. Les prêts acquis et les actifs compensatoires connexes sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Aucune provision pour pertes sur créances n'a été comptabilisée à la date d'acquisition étant donné que les pertes sur créances ont été prises en compte dans le calcul de la juste valeur. Les prêts douteux acquis ne seront pas présentés comme des prêts douteux aussi longtemps que les flux de trésorerie prévus continuent d'équivaloir aux montants prévus au moment de l'acquisition ou de les dépasser.

Prêts en souffrance mais non douteux

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat, y compris le délai de grâce, le cas échéant. Le délai de grâce représente le délai additionnel accordé après l'échéance prévue au contrat au cours duquel un emprunteur peut faire un paiement sans que le prêt soit classé comme en souffrance. Le délai de grâce varie en fonction du type de produit et de l'emprunteur. Les titres de créance classés comme prêts et comme prêts douteux acquis sont considérés en souffrance aux termes du contrat lorsque les flux de trésorerie réels sont inférieurs à ceux qui étaient prévus au moment de l'acquisition. Au 31 juillet 2010, aucun titre de créance classé comme prêt ou comme prêt douteux acquis n'était considéré comme un prêt en souffrance mais non douteux.

Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts qui étaient en souffrance mais qui n'étaient pas douteux aux 31 juillet 2010 et 31 octobre 2009, et ces montants ne tiennent pas compte en général des prêts visés par le délai de grâce accordé. Même si le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis peut accorder jusqu'à 15 jours de grâce, au 31 juillet 2010, 1,2 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2009) de prêts du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis étaient en souffrance depuis 15 jours ou moins, lesquels sont inclus dans la catégorie 1 jour à 30 jours dans le tableau ci-après.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>							
	31 juillet 2010				31 octobre 2009			
	1 jour à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 89 jours	Total	1 jour à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 89 jours	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	868 \$	386 \$	71 \$	1 325 \$	861 \$	387 \$	67 \$	1 315 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	3 986	665	150	4 801	3 600	627	163	4 390
Cartes de crédit	376	75	43	494	355	79	49	483
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 374	424	134	1 932	2 248	517	200	2 965
Total	6 604 \$	1 550 \$	398 \$	8 552 \$	7 064 \$	1 610 \$	479 \$	9 153 \$

Note 4 : INSTRUMENTS FINANCIERS DÉSIGNÉS COMME DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION SELON L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR

Les actifs financiers et les passifs financiers, autres que ceux classés comme détenus à des fins de transaction, peuvent être désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable, si les actifs ou les passifs répondent au moins à un des critères énoncés à la note 4 afférente aux états financiers annuels de 2009 ou si les actifs ou les passifs sont désignés comme tels par la Banque à leur comptabilisation initiale.

La juste valeur totale des valeurs mobilières désignées comme détenues à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur était de 2 920 millions de dollars au 31 juillet 2010 (3 236 millions de dollars au 31 octobre 2009). Ces valeurs mobilières sont comptabilisées dans les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction au bilan consolidé intermédiaire.

La juste valeur totale des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur était de 139 millions de dollars au 31 juillet 2010 (210 millions de dollars au 31 octobre 2009). Ces prêts sont comptabilisés dans les prêts aux entreprises et aux gouvernements au bilan consolidé intermédiaire.

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, le revenu (la perte) représentant la variation nette de la juste valeur des actifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur s'est élevé à respectivement 38 millions de dollars et 25 millions de dollars ((103) millions de dollars et 232 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009). Le revenu provenant des instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur est principalement annulé par les variations de la juste valeur des dérivés utilisés comme couverture économique de ces actifs et est comptabilisé dans les autres revenus à l'état des résultats consolidé intermédiaire.

Note 5 : TITRISATIONS DE PRÊTS

Dans la plupart des cas, la Banque continue d'assurer la gestion des actifs titrisés. Le tableau suivant présente les activités de titrisation de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

Activités de titrisation

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>							
	31 juillet 2010				31 juillet 2009			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total
Produit brut	4 463 \$	1 000 \$	38 \$	5 501 \$	6 785 \$	784 \$	– \$	7 569 \$
Droits conservés	142	25	1	168	280	6	–	286
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	197	16	–	213	167	16	1	184
	<i>Neuf mois terminés les</i>							
	31 juillet 2010				31 juillet 2009			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total
Produit brut	11 715 \$	3 316 \$	112 \$	15 143 \$	21 643 \$	2 507 \$	– \$	24 150 \$
Droits conservés	425	72	2	499	846	8	–	854
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	590	50	–	640	338	54	2	394

Le tableau suivant résume l'incidence des titrisations sur l'état des résultats consolidé intermédiaire de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

Gain (perte) de titrisation et revenu sur les droits conservés

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010				Trois mois terminés les 31 juillet 2009			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total
	Gain à la vente	43 \$	25 \$	– \$	68 \$	48 \$	5 \$	– \$
Revenu sur les droits conservés ¹	40	2	–	42	34	5	–	39
Total	83 \$	27 \$	– \$	110 \$	82 \$	10 \$	– \$	92 \$

	31 juillet 2010				Neuf mois terminés les 31 juillet 2009			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total
	Gain à la vente	167 \$	72 \$	(1) \$	238 \$	227 \$	7 \$	– \$
Revenu sur les droits conservés ¹	115	12	–	127	84	15	–	99
Total	282 \$	84 \$	(1) \$	365 \$	311 \$	22 \$	– \$	333 \$

¹ Le revenu sur les droits conservés exclut le revenu provenant des variations de juste valeur. Les gains et les pertes latents sur les droits conservés provenant des variations de juste valeur sont comptabilisés dans le revenu de négociation.

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits conservés à la date des activités de titrisation.

Principales hypothèses

	2010			2009		
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux
Taux des remboursements anticipés ¹	19,1 %	5,0 %	0,0 %	18,7 %	5,2 %	5,2 %
Marge excédentaire	1,5	1,7	0,6	1,3	0,4	1,0
Taux d'actualisation	3,6	3,7	4,1	3,2	3,3	5,9
Pertes sur créances prévues ²	–	–	–	–	–	0,1

¹ Représente le taux de remboursement mensuel pour les prêts aux particuliers garantis et un taux de remboursement anticipé annuel pour les prêts en dollars américains.

² Aucune perte sur créances n'est prévue pour les prêts hypothécaires résidentiels, car ils sont garantis par un gouvernement.

Au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2010, il y a eu des échéances de prêts et de créances déjà titrisés de 1 000 millions de dollars (1 521 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2009). Le produit des nouvelles titrisations a été de 4 501 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2010 (6 048 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2009). Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2010, il y a eu des échéances de prêts et de créances déjà titrisés de 3 723 millions de dollars (3 244 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009). Le produit des nouvelles titrisations a été de 11 420 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (20 906 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

Note 6 : ENTITÉS À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

Une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) a été formée afin de garantir les paiements de capital et d'intérêts à verser aux détenteurs d'obligations relativement aux 2 milliards de dollars US d'obligations couvertes émises par la Banque. Au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2010, la Banque a vendu des actifs à l'EDDV et a lui consenti un prêt afin de faciliter l'acquisition des actifs. En tant que principal bénéficiaire, la Banque est tenue de consolider les résultats de l'EDDV. La Banque dispose d'un accès restreint aux actifs de l'EDDV aux termes des conventions pertinentes. Au 31 juillet 2010, les actifs totalisant 9,9 milliards de dollars détenus par l'EDDV étaient inscrits au bilan consolidé intermédiaire de la Banque comme prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers. De ce montant, 2,2 milliards de dollars d'actifs étaient donnés en nantissement à l'égard des obligations couvertes, et le risque éventuel maximal de perte de la Banque s'établissait à 2,2 milliards de dollars.

Note 7 : ACQUISITIONS**Riverside National Bank of Florida, First Federal Bank of North Florida et AmericanFirst Bank**

Le 16 avril 2010, la Banque a acquis certains actifs et pris en charge certains passifs de la Riverside National Bank of Florida («Riverside»), de la First Federal Bank of North Florida («First Federal») et d'AmericanFirst Bank («AmericanFirst») dans le cadre d'opérations assistées par la FDIC. En outre, la Banque a conclu des accords de partage des pertes avec la FDIC, qui stipulent que la FDIC assume une partie des pertes sur prêts et sur certains actifs immobiliers. Aux termes des accords de partage des pertes, la FDIC rembourse à la Banque 50 % des pertes jusqu'à concurrence d'un seuil établi pour chaque banque (449 millions de dollars pour Riverside, 59 millions de dollars pour First Federal et 18 millions de dollars pour AmericanFirst) et 80 % des pertes subséquentes. Les accords de partage des pertes ont une durée de dix ans à compter de la date d'acquisition pour les prêts hypothécaires sur les résidences unifamiliales et de cinq ans (plus 3 ans dans les cas où seuls des recouvrements sont partagés) pour les autres prêts et les actifs immobiliers. Au 16 avril 2010, les actifs compensatoires qui représentent le montant devant être remboursé par la FDIC s'établissaient à 266 millions de dollars. À la fin de la période de partage des pertes, la Banque pourrait devoir verser un montant à la FDIC selon les pertes réelles engagées par rapport à l'estimation des pertes intrinsèques faite par la FDIC, telle qu'elle est définie dans les accords de partage des pertes.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de Riverside, de First Federal et d'AmericanFirst à compter de la date d'acquisition jusqu'au 31 juillet 2010 ont été inclus dans les résultats consolidés de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010. Les résultats sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les acquisitions ont ajouté au bilan consolidé intermédiaire de la Banque un montant net de 899 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie; 1,97 milliard de dollars de prêts; 36 millions de dollars d'actifs incorporels identifiables; 1,01 milliard de dollars d'autres actifs; 3,3 milliards de dollars de dépôts et 811 millions de dollars d'autres passifs. La juste valeur estimative des prêts reflète les pertes sur créances prévues à la date d'acquisition et les remboursements connexes en vertu des accords de partage des pertes. L'excédent de la juste valeur des actifs identifiables acquis sur les passifs pris en charge d'environ 196 millions de dollars a été attribué à l'écart d'acquisition. La répartition du prix d'acquisition est susceptible de faire l'objet de rajustements à mesure que la Banque termine l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

The South Financial Group, Inc.

Le 17 mai 2010, la Banque a annoncé la signature d'une entente définitive avec The South Financial Group, Inc. (South Financial) selon laquelle la Banque acquerra la totalité des actions ordinaires en circulation de South Financial pour environ 61 millions de dollars au comptant ou en actions ordinaires de la Banque. En outre, immédiatement avant la clôture de la transaction, le département du Trésor des États-Unis vendra à la Banque ses actions privilégiées de South Financial et les bons de souscription associés acquis dans le cadre du Capital Purchase Program du département du Trésor, et libérera tous les dividendes accumulés et non versés sur ces actions pour une contrepartie totale au comptant d'environ 131 millions de dollars. La transaction est conditionnelle à l'approbation des actionnaires de South Financial et de certaines autorités de réglementation restantes. Le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale a approuvé la transaction le 22 juillet 2010. L'assemblée des actionnaires aura lieu le 28 septembre 2010 et, sous réserve des approbations nécessaires, la transaction devrait être conclue peu après.

Note 8 : INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le tableau suivant présente les résultats de la comptabilité de couverture pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

Résultats de la comptabilité de couverture

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Couvertures de juste valeur				
Gain net (perte nette) découlant de l'inefficacité des couvertures	1,8 \$	1,2 \$	(4,5) \$	21,1 \$
Couvertures de flux de trésorerie				
Gain net (perte nette) découlant de l'inefficacité des couvertures	0,1 \$	0,3 \$	5,5 \$	(4,3) \$

Les tranches des gains (pertes) sur dérivés qui ont été exclues de l'évaluation de l'efficacité des couvertures relativement aux activités de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie sont comptabilisées dans les autres revenus à l'état des résultats consolidé intermédiaire. Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, les montants qui ont été exclus de l'évaluation de l'efficacité des couvertures ont représenté une perte de respectivement 32 millions de dollars et de 85 millions de dollars. Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les montants exclus n'étaient pas importants. Au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2010, aucun engagement ferme n'a cessé d'être admissible à titre de couverture.

Au 31 juillet 2010, la Banque prévoyait que des gains nets d'environ 652 millions de dollars déjà constatés dans les autres éléments du résultat étendu seront reclassés dans le résultat net au cours des douze prochains mois. La durée maximale sur laquelle la Banque couvre son exposition aux variations des flux de trésorerie futurs découlant des opérations prévues est de 29 ans. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2010, toutes les opérations prévues dans les relations de couverture de flux de trésorerie ont été réalisées.

Note 9 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Certains instruments financiers sont portés au bilan consolidé intermédiaire à la juste valeur. Ces instruments financiers comprennent les valeurs mobilières et les prêts détenus dans le portefeuille de négociation, les valeurs mobilières et prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, les valeurs mobilières classées comme disponibles à la vente, les instruments financiers dérivés, certains dépôts classés comme détenus à des fins de transaction et les obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert.

CALCUL DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier au moment de la constatation initiale est généralement le prix de la transaction, c.-à-d. la valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Dans certains cas toutefois, la juste valeur initiale peut être fondée sur d'autres transactions effectuées sur des marchés courants observables pour le même instrument, sans modification ni reconditionnement, ou sur une autre technique d'évaluation qui comprend des intrants provenant de marchés observables et qui donnera ainsi lieu à un gain de comptabilisation initiale, lequel sera comptabilisé dans les résultats au moment de la comptabilisation initiale de l'instrument. Le gain de comptabilisation initiale est la différence entre la juste valeur établie d'après une technique d'évaluation qui comprend des intrants provenant de marchés observables et la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale représentée par le prix de transaction. Lorsqu'une technique d'évaluation fait largement appel à des intrants sur des marchés non observables pour évaluer un instrument, ce dernier est d'abord évalué au prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur.

Après la constatation initiale, la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur qui sont cotés sur des marchés actifs est fondée sur les cours acheteurs, pour les actifs financiers détenus, et sur les cours vendeurs, pour les passifs financiers. Lorsque l'instrument n'est pas coté sur un marché actif, les justes valeurs sont déterminées au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des intrants provenant de marchés observables. Ces techniques comprennent des comparaisons avec des instruments similaires lorsqu'il existe des prix sur des marchés observables, des analyses fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, des modèles d'évaluation des options et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les participants au marché. En ce qui concerne certains instruments financiers, les justes valeurs peuvent être déterminées en totalité ou en partie au moyen de techniques d'évaluation utilisant des intrants de marchés non observables.

Certains facteurs tels que l'écart acheteur-vendeur, le profil de crédit, les paramètres des intrants et l'incertitude du modèle sont pris en compte, s'il y a lieu, lorsque la juste valeur est calculée au moyen de techniques d'évaluation.

Si la juste valeur d'un actif financier évalué à la juste valeur devient négative, l'actif est constaté comme un passif financier jusqu'à ce que sa juste valeur redevienne positive, auquel moment il est constaté à titre d'actif financier ou il est éteint.

La direction confirme que les estimations de la juste valeur sont raisonnables selon un processus suivi d'obtention de divers prix et intrants de marchés externes et l'application constante de modèles d'évaluation sur une certaine période, et les contrôles et processus sur la durée du processus d'évaluation. Les évaluations sont également validées d'après les résultats passés et les règlements en espèces réels de contrats.

Hiérarchie des justes valeurs

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* précise les informations à fournir selon une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation. Les trois niveaux se définissent comme suit :

Niveau 1 : La juste valeur est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de créance, les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif, de même que certains bons du Trésor canadiens et américains et d'autres titres adossés à des actifs hypothécaires émis par des gouvernements et des organismes canadiens ou américains très liquides et activement négociés sur des marchés hors cote.

Niveau 2 : La juste valeur repose sur des données observables autres que les prix du niveau 1, tels que les prix cotés d'actifs ou de passifs semblables (non identiques) sur des marchés actifs, les prix cotés d'actifs ou de passifs identiques sur des marchés inactifs, et d'autres données observables ou pouvant être corroborées par des données de marché observables pour pratiquement toute la durée des actifs ou des passifs. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent les titres de créance ayant un prix coté qui sont négociés moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières. Cette catégorie comprend généralement les titres émis par des gouvernements canadiens et américains, les titres de créance adossés à des actifs hypothécaires émis par des organismes canadiens ou américains, les titres de créance de sociétés, certains contrats de dérivés et certains dépôts détenus à des fins de transaction.

Niveau 3 : La juste valeur est fondée sur des données non observables soutenues par peu ou pas d'activité sur le marché et qui influent largement sur la juste valeur des actifs ou des passifs. Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur sont initialement évalués à leur prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur. Après l'évaluation initiale, la juste valeur des actifs et des passifs du niveau 3 est établie à l'aide de modèles d'évaluation, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires. Cette catégorie comprend généralement des droits conservés et certains contrats de dérivés.

Les tableaux ci-après présentent le sommaire du classement dans les niveaux de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur de chaque actif et passif financier évalué à la juste valeur aux 31 juillet 2010 et 31 octobre 2009.

Actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)

				<i>Au</i>
				31 juillet 2010
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS				
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction¹				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	3 115 \$	4 782 \$	– \$	7 897 \$
Provinces	–	3 171	19	3 190
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	2	7 201	39	7 242
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	4 645	–	4 645
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	–	1 095	–	1 095
Autres titres de créance				
Émetteurs canadiens	19	3 146	56	3 221
Autres émetteurs	–	4 927	193	5 120
Titres de participation				
Actions privilégiées	30	–	–	30
Actions ordinaires	23 686	900	–	24 586
Droits conservés	–	–	1 372	1 372
	26 852 \$	29 867 \$	1 679 \$	58 398 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	12 071 \$	254 \$	– \$	12 325 \$
Provinces	–	375	–	375
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	–	9 826	–	9 826
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	11 222	–	11 222
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	–	26 438	–	26 438
Autres titres de créance				
Titres adossés à des créances mobilières	–	20 010	–	20 010
Obligations de sociétés et autres	58	15 442	3	15 503
Titres de participation				
Actions privilégiées	119	–	–	119
Actions ordinaires	99	230	–	329
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction²	–	4 619	147	4 766
	12 347 \$	88 416 \$	150 \$	100 913 \$
Prêts¹	– \$	330 \$	23 \$	353 \$
Instruments dérivés	535	47 212	730	48 477
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts détenus à des fins de transaction	– \$	23 154 \$	1 171 \$	24 325 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	10 399	12 630	30	23 059
Instruments dérivés	414	48 945	1 032	50 391

¹ Les valeurs mobilières et les prêts détenus à des fins de transaction comprennent aussi, respectivement, des valeurs mobilières et des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

² Comprend la juste valeur des valeurs mobilières émises et assurées par un gouvernement de 18 millions de dollars au 31 juillet 2010 et d'autres titres de créance de 4 748 millions de dollars au 31 juillet 2010.

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010.

Actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)

				Au
				31 octobre 2009
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS				
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction¹				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	4 426 \$	5 580 \$	15 \$	10 021 \$
Provinces	–	2 605	4	2 609
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	542	4 509	39	5 090
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	2 010	4	2 014
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	–	1 289	–	1 289
Autres titres de créance				
Émetteurs canadiens	34	2 439	48	2 521
Autres émetteurs	–	6 498	312	6 810
Titres de participation				
Actions privilégiées	33	–	–	33
Actions ordinaires	21 818	775	1	22 594
Droits conservés				
	–	–	1 339	1 339
	26 853 \$	25 705 \$	1 762 \$	54 320 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	10 679 \$	202 \$	– \$	10 881 \$
Provinces	–	380	–	380
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	6	6 166	–	6 172
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	447	10 363	–	10 810
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	–	19 145	–	19 145
Autres titres de créance				
Titres adossés à des créances mobilières	97	11 963	–	12 060
Obligations de sociétés et autres	1 045	15 875	–	16 920
Titres de participation				
Actions privilégiées	111	–	–	111
Actions ordinaires	89	68	–	157
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction²				
	–	5 795	168	5 963
	12 474 \$	69 957 \$	168 \$	82 599 \$
Prêts¹	– \$	328 \$	22 \$	350 \$
Instruments dérivés	895	47 399	1 151	49 445
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts détenus à des fins de transaction	– \$	34 479 \$	940 \$	35 419 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	6 741	10 892	8	17 641
Instruments dérivés	885	45 585	1 682	48 152

¹ Les valeurs mobilières et les prêts détenus à des fins de transaction comprennent aussi, respectivement, des valeurs mobilières et des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

² Comprend la juste valeur des valeurs mobilières émises et assurées par un gouvernement de 38 millions de dollars au 31 octobre 2009 et d'autres titres de créance de 5 925 millions de dollars au 31 octobre 2009.

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement sommaire de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (niveau 3) pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010.

Rapprochement des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur (évaluation de niveau 3)

(en millions de dollars canadiens)

	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2009	Total des gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s		Activités			Transferts ³		Juste valeur au 31 juillet 2010	Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les instruments encore détenus ⁴
		Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Inclus dans les résultats ¹	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS										
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations des gouvernements canadiens										
Fédéral	15 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(15) \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces	4	–	–	9	–	(17)	26	(3)	19	–
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains										
	39	6	–	–	–	(6)	–	–	39	3
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE										
	4	1	–	6	–	(2)	–	(9)	–	–
Autres titres de créance										
Émetteurs canadiens	48	2	–	41	–	(96)	61	–	56	–
Autres émetteurs	312	19	–	413	–	(417)	101	(235)	193	(5)
Titres de participation										
Actions ordinaires	1	–	–	1	–	(2)	–	–	–	–
Droits conservés	1 339	127	–	–	497	(591)	–	–	1 372	80
	1 762 \$	155 \$	– \$	470 \$	497 \$	(1 146) \$	188 \$	(247) \$	1 679 \$	78 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations de sociétés et autres obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains										
	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	3 \$	– \$	3 \$	– \$
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction										
	168	7	(9)	–	–	(19)	–	–	147	(13)
	168 \$	7 \$	(9) \$	– \$	– \$	(19) \$	3 \$	– \$	150 \$	(13) \$
Prêts⁵	22 \$	4 \$	– \$	7 \$	– \$	(9) \$	– \$	(1) \$	23 \$	3 \$
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction										
	940 \$	35 \$	– \$	– \$	327 \$	(131) \$	– \$	– \$	1 171 \$	65 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert										
	8	–	–	(12)	–	6	29	(1)	30	–
Dérivés⁶	531	(55)	–	(106)	187	(253)	(2)	–	302	(80)

¹ Les gains (pertes) sur actifs et passifs financiers inclus dans le résultat sont comptabilisés dans les gains nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières, le revenu (la perte) de négociation et les autres revenus dans l'état des résultats consolidé intermédiaire.

² Consiste en des ventes et règlements.

³ La Banque comptabilise les transferts à la fin de la période intermédiaire durant laquelle le transfert a eu lieu.

⁴ Les variations des gains (pertes) latent(e)s sur les valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

⁵ Comprennent les prêts détenus à des fins de transaction.

⁶ Les soldes d'ouverture et de fermeture des actifs dérivés et des passifs dérivés ainsi que le total des gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s, les activités et les transferts ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Les transferts importants au niveau 3 ou hors de ce niveau présentés dans le tableau ci-dessus sont surtout effectués dans les circonstances suivantes :

- Il y a transfert du niveau 3 au niveau 2 lorsque les techniques utilisées pour établir la valeur de l'instrument intègrent des intrants de marché observables importants ou des cours de courtiers qui n'étaient pas observables auparavant.
- Il y a transfert du niveau 2 au niveau 3 d'un instrument lorsque les techniques utilisées pour établir la valeur de l'instrument intègrent des intrants de marché non observables importants qui étaient auparavant établis selon des techniques d'évaluation faisant appel à des intrants de marché observables importants.

Note 10 : TITRES DE FIDUCIE DE CAPITAL

En date du 31 décembre 2009, Fiducie de capital TD, filiale de la Banque, a racheté la totalité de ses 900 000 titres de fiducie de capital – série 2009 (TD CaTS) en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ la part, majoré de toute distribution non encore versée. Les TD CaTS ont été admis à titre de fonds propres de première catégorie de la Banque.

Note 11 : CAPITAL SOCIAL

Le tableau suivant présente un sommaire des actions émises et en circulation aux 31 juillet 2010 et 31 octobre 2009.

Actions émises et en circulation

(en millions d'actions et en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2010		31 octobre 2009	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires				
Solde au 1 ^{er} novembre	859,6	15 357 \$	811,3	13 278 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	6,4	432	4,6	247
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	5,8	402	8,8	451
Produit tiré de l'émission de nouvelles actions	3,6	252	34,9	1 381
Solde à la fin de la période – actions ordinaires	875,4	16 443 \$	859,6	15 357 \$
Actions privilégiées – catégorie A				
Série O	17,0	425 \$	17,0	425 \$
Série P	10,0	250	10,0	250
Série Q	8,0	200	8,0	200
Série R	10,0	250	10,0	250
Série S	10,0	250	10,0	250
Série Y	10,0	250	10,0	250
Série AA	10,0	250	10,0	250
Série AC	8,8	220	8,8	220
Série AE	12,0	300	12,0	300
Série AG	15,0	375	15,0	375
Série AI	11,0	275	11,0	275
Série AK	14,0	350	14,0	350
Solde à la fin de la période – actions privilégiées	135,8	3 395 \$	135,8	3 395 \$
Actions propres – ordinaires¹				
Solde au 1 ^{er} novembre	(0,8)	(15) \$	(1,1)	(79) \$
Achat d'actions	(23,7)	(1 646)	(33,3)	(1 756)
Vente d'actions	23,2	1 573	33,6	1 820
Solde à la fin de la période – actions propres – ordinaires	(1,3)	(88) \$	(0,8)	(15) \$
Actions propres – privilégiées¹				
Solde au 1 ^{er} novembre	–	– \$	–	– \$
Achat d'actions	(1,3)	(35)	(0,2)	(6)
Vente d'actions	1,3	35	0,2	6
Solde à la fin de la période – actions propres – privilégiées	–	– \$	–	– \$

¹ Lorsque, dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque acquiert ses propres actions, celles-ci sont classées comme des actions propres, et leur coût est porté en déduction de l'avoir des actionnaires.

Note 12 : FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

La Banque gère ses fonds propres réglementaires conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu des risques de crédit, risques de marché et risques opérationnels. La Banque fait appel à plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ces objectifs.

Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2010, la Banque s'est conformée à la ligne directrice du BSIF sur les ratios de fonds propres et le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres. Cette ligne directrice repose sur le «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Le tableau suivant présente la situation des fonds propres réglementaires de la Banque aux 31 juillet 2010 et 31 octobre 2009.

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009
Fonds propres de première catégorie	23 727 \$	21 407 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ¹	12,5 %	11,3 %
Total des fonds propres ²	30 351 \$	28 338 \$
Ratio du total des fonds propres ³	16,0 %	14,9 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ⁴	17,4	17,1

¹ Le ratio des fonds propres de première catégorie est calculé comme le total des fonds propres de première catégorie divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

² Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

³ Le ratio du total des fonds propres est calculé comme le total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

⁴ Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres est calculé comme le total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres rajusté.

Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio des fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont respectivement de 7 % et 10 %.

Note 13 : CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Le tableau suivant présente le cumul des autres éléments du résultat étendu de la Banque, déduction faite des impôts sur les bénéfices aux 31 juillet 2010 et 31 octobre 2009.

Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009 ¹
Gain net latent sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	984 \$	739 \$
Perte de change latente nette sur écarts de conversion sur les investissements dans les filiales, déduction faite des activités de couverture	(2 567)	(1 539)
Gain net sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2 308	1 815
	725 \$	1 015 \$

¹ Comprend l'incidence de l'alignement de la période de présentation d'entités américaines, comme expliqué à la note 1 afférente aux états financiers annuels de 2009, et se compose de ce qui suit : gains latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture, de 199 millions de dollars; gains de change latents sur conversion des investissements dans les filiales, déduction faite des activités de couverture, de 166 millions de dollars; et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, de 36 millions de dollars.

Note 14 : RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, la Banque a constaté une charge de rémunération pour l'attribution d'options sur actions de respectivement 5 millions de dollars et 24 millions de dollars (respectivement 8 millions de dollars et 25 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

Au cours des trois mois terminés les 31 juillet 2010 et 31 juillet 2009, aucune option n'a été attribuée par la Banque. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2010, 2 millions d'options (4 millions pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 14,09 \$ l'option (7,62 \$ l'option pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation fondé sur un arbre binomial. Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les neuf mois terminés les 31 juillet.

Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options

	Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Taux d'intérêt sans risque	2,7 %	2,2 %
Durée prévue des options	6,2 ans	5,6 ans
Volatilité prévue	26,6 %	23,9 %
Rendement de l'action prévu	3,24 %	3,00 %

Note 15 : AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes de retraite et au principal régime d'avantages complémentaires de retraite de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

Charge de retraite liée aux régimes de retraite principaux et au principal régime d'avantages complémentaires de retraite

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les			
	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Prestations acquises par les employés	25 \$	18 \$	2 \$	2 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	39	38	6	5
Rendement prévu des actifs des régimes ¹	(43)	(33)	-	-
Pertes actuarielles comptabilisées dans la charge	7	13	-	-
Amortissement des coûts de modification du régime	3	(4)	(1)	(1)
Total	31 \$	32 \$	7 \$	6 \$

	Neuf mois terminés les			
	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Prestations acquises par les employés	75 \$	50 \$	6 \$	6 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	117	108	18	15
Rendement prévu des actifs des régimes ¹	(127)	(101)	-	-
Pertes actuarielles comptabilisées dans la charge	21	18	-	-
Amortissement des coûts de modification du régime	7	7	(3)	(4)
Total	93 \$	82 \$	21 \$	17 \$

¹ Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2010, le rendement réel des actifs des régimes concernant les régimes de retraite principaux a été de 103 millions de dollars (68 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2009). Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2010, le rendement réel des actifs des régimes a été de 252 millions de dollars ((342) millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

Charge de retraite liée aux autres régimes de retraite

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Régime de retraite à prestations déterminées de CT	2 \$	1 \$	6 \$	3 \$
Régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth ¹	(1)	(3)	(2)	(8)
Régimes de retraite complémentaires	8	8	24	24
Total	9 \$	6 \$	28 \$	19 \$

¹ Le régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth a été suspendu en date du 31 décembre 2008, et aucun crédit de service ne peut être accumulé après cette date.

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les cotisations de la Banque à ses régimes de retraite et à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite au cours des trois mois et des neuf mois terminés les 31 juillet.

Cotisations aux régimes

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Régimes de retraite principaux	39 \$	505 \$	121 \$	554 \$
Régimes de retraite complémentaires	3	6	8	12
Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	3	3	7	7
Total	45 \$	514 \$	136 \$	573 \$

Au 31 juillet 2010, la Banque prévoit verser des cotisations additionnelles de 46 millions de dollars à ses régimes de retraite principaux, de 6 millions de dollars au régime de retraite à prestations déterminées de CT, de 1 million de dollars au régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth, de 3 millions de dollars à ses régimes de retraite complémentaires et de 2 millions de dollars à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite avant la fin de l'exercice. Cependant, le montant des cotisations futures peut changer si la Banque révisé le niveau actuel de ses cotisations en cours d'exercice.

Note 16 : FRAIS D'INTÉGRATION ET DE RESTRUCTURATION

Par suite des acquisitions dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et des initiatives d'intégration et de restructuration connexes, la Banque a engagé des frais d'intégration de 8 millions de dollars et de 62 millions de dollars respectivement au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2010 (109 millions de dollars et 265 millions de dollars respectivement au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2009). Les frais d'intégration se composent des frais relatifs aux ressources affectées à l'intégration, des coûts de maintien de l'effectif, des honoraires de consultation externe, des coûts de marketing (notamment les communications avec la clientèle et la nouvelle marque) et des frais de déplacement liés à l'intégration. Dans l'état des résultats consolidé intermédiaire, les frais d'intégration sont inclus dans les frais autres que d'intérêts.

La Banque a engagé des frais de restructuration de 17 millions de dollars au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2010 (27 millions de dollars au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2009). Aucuns frais de restructuration n'ont été engagés aux deuxièmes trimestres terminés les 30 avril 2010 et 2009 ni aux troisièmes trimestres terminés les 31 juillet 2010 et 2009. Les frais de restructuration se composent principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de primes de certains dirigeants, des frais liés à la résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Dans l'état des résultats consolidé intermédiaire, ces frais sont compris dans les frais de restructuration. Au 31 juillet 2010, le solde résiduel du passif de restructuration relatif à l'acquisition de Commerce était de 14 millions de dollars (16 millions de dollars au 31 octobre 2009).

Note 17 : BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

Bénéfice de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 128 \$	863 \$	3 504 \$	1 991 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	870,2	851,5	864,4	844,3
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,30 \$	1,01 \$	4,05 \$	2,36 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 128 \$	863 \$	3 504 \$	1 991 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	870,2	851,5	864,4	844,3
Options sur actions potentiellement exerçables, selon la méthode du rachat d'actions (en millions)	4,9	3,9	5,2	2,2
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	875,1	855,4	869,6	846,5
Bénéfice dilué par action ² (en dollars canadiens)	1,29 \$	1,01 \$	4,03 \$	2,35 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

² Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'une moyenne pondérée de 3,6 millions d'options sur actions en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 70,48 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'une moyenne pondérée de 17,0 millions d'options sur actions en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 64,08 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque.

Note 18 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre principaux secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et TD Assurance, Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans Ameritrade, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, regroupés sous la marque TD Bank, la banque américaine la plus pratique, et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. Le tableau suivant présente un sommaire des résultats de ces secteurs pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

Résultats par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)

Trois mois terminés les

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada		Gestion de patrimoine		Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		Services bancaires de gros		Siège social		Total	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	1 819 \$	1 650 \$	93 \$	65 \$	909 \$	873 \$	430 \$	527 \$	(330) \$	(282) \$	2 921 \$	2 833 \$
Revenus autres que d'intérêts	827	797	523	497	314	263	146	349	13	(72)	1 823	1 834
Total des revenus	2 646	2 447	616	562	1 223	1 136	576	876	(317)	(354)	4 744	4 667
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	236	290	–	–	131	183	(16)	32	(12)	52	339	557
Frais autres que d'intérêts	1 222	1 170	447	424	724	783	323	326	250	342	2 966	3 045
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	1 188	987	169	138	368	170	269	518	(555)	(748)	1 439	1 065
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	347	310	52	43	86	(2)	90	191	(265)	(333)	310	209
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	–	–	–	–	26	28	26	28
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	62	68	–	–	–	–	12	16	74	84
Bénéfice net (perte nette)	841 \$	677 \$	179 \$	163 \$	282 \$	172 \$	179 \$	327 \$	(304) \$	(427) \$	1 177 \$	912 \$

Total de l'actif

(en milliards de dollars canadiens)

Bilan	195,6 \$	180,1 \$	20,1 \$	18,8 \$	167,8 \$	144,4 \$	189,5 \$	167,3 \$	30,5 \$	34,2 \$	603,5 \$	544,8 \$
Titrisé	63,3	53,3	–	–	–	–	3,9	3,9	(18,0)	(12,8)	49,2	44,4

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Résultats par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)

Neuf mois terminés les

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada		Gestion de patrimoine		Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		Services bancaires de gros		Siège social		Total	
	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹	31 juillet 2010	31 juillet 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	5 280 \$	4 680 \$	239 \$	203 \$	2 617 \$	2 767 \$	1 399 \$	1 909 \$	(975) \$	(1 058) \$	8 560 \$	8 501 \$
Revenus autres que d'intérêts	2 423	2 335	1 579	1 415	923	844	798	426	265	(379)	5 988	4 641
Total des revenus	7 703	7 015	1 818	1 618	3 540	3 611	2 197	2 335	(710)	(1 437)	14 548	13 142
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	807	842	–	–	500	732	2	157	(88)	228	1 221	1 959
Frais autres que d'intérêts	3 603	3 499	1 345	1 257	2 147	2 407	1 071	1 070	734	883	8 900	9 116
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	3 293	2 674	473	361	893	472	1 124	1 108	(1 356)	(2 548)	4 427	2 067
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	971	824	144	113	185	(39)	353	343	(765)	(1 132)	888	109
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	–	–	–	–	79	84	79	84
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	161	193	–	–	–	–	29	43	190	236
Bénéfice net (perte nette)	2 322 \$	1 850 \$	490 \$	441 \$	708 \$	511 \$	771 \$	765 \$	(641) \$	(1 457) \$	3 650 \$	2 110 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Note 19 : GESTION DES RISQUES

Les politiques et les procédures relatives à la gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la section «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le présent rapport aux actionnaires, en ce qui a trait aux risques de marché et d'illiquidité, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les politiques et procédures relatives à la gestion des risques de la Banque, reportez-vous également aux passages ombragés de la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2009 de la Banque.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	Votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un actionnaire inscrit (votre nom figure sur votre certificat d'actions)	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le régime de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption des envois de rapports annuels et trimestriels.	Agent des transferts : Compagnie Trust CIBC Mellon C.P. 7010 Succursale postale de la rue Adelaide Toronto (Ontario) M5C 2W9 416-643-5500 ou sans frais au 1-800-387-0825 inquiries@cibcmellon.com ou www.cibcmellon.com
déterminez vos actions de la Banque TD par l'entremise du système d'inscription direct aux États-Unis	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption des envois de rapports annuels et trimestriels.	Coagent des transferts et agent comptable des registres : BNY Mellon Shareowner Services P.O. Box 358015 Pittsburgh, Pennsylvania 15252-8015 ou 480 Washington Boulevard Jersey City, New Jersey 07310 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires étrangers : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires étrangers : 201-680-6610 www.bnymellon.com/shareowner/isd
êtes actionnaire non inscrit d'actions de la Banque TD qui sont détenues au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions de la Banque TD, notamment des questions au sujet du régime de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires.	Votre intermédiaire

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse tdshinfo@td.com.

Veillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au
416-982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au
1-866-233-2323

En anglais : 1-866-567-8888

En cantonais/mandarin : 1-800-328-3698

Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : <http://www.td.com>

Adresse courriel : customer.service@td.com

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Financier Banque TD donnera une conférence téléphonique sur les résultats, à Toronto (Ontario), le 2 septembre 2010. La conférence sera diffusée en direct sur le site Web du GFBTD à 15 h HE. Au cours de la conférence téléphonique et de la diffusion Web, des dirigeants du GFBTD présenteront les résultats financiers de la Banque pour son troisième trimestre. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence seront offerts sur le site Web du GFBTD à l'adresse http://www.td.com/investor/gr_2010.jsp, le 2 septembre 2010 avant 12 h HE. Une ligne téléphonique pour écoute seulement sera accessible au 416-644-3414 ou au 1-877-974-0445 (sans frais).

On pourra consulter la version archivée de la conférence téléphonique et des documents des exposés à l'adresse http://www.td.com/investor/qr_2010.jsp. Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 18 h HE, le 2 septembre 2010, jusqu'au 4 octobre 2010, en composant le 416-640-1917 ou le 1-877-289-8525 (sans frais). Le code d'accès est le 4342155#.

Assemblée annuelle

Le jeudi 31 mars 2011

Victoria Conference Centre

Victoria (Colombie-Britannique)